

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉCOLOGIE RADICALE AU QUÉBEC :  
PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIOESPATIALES DES GROUPES ÉCOLOGISTES  
RADICAUX, DE 2001 À 2007

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR  
BRUNO MASSÉ

MARS 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier la Mauvaise Herbe, Liberland et le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K) pour m'avoir inspiré le sujet de cette étude. Remerciements particuliers à ma directrice Anne Latendresse et mon ami Eddy Guarino pour leur aide inestimable, le temps qu'ils m'ont offert et tous leurs innombrables conseils. Remerciements à ceux et celles qui m'ont supporté dans la conception, la réalisation et la rédaction de cette étude : Hughette Martin, Benoit Massé, Samuel O'Breham Rondeau, Alana S. Brangwin, Lydia Roy-Simard, Maïcha-Liberté Roy-Simard et tous les artistes de la Forêt Noire et du Comité de la Fin du Monde. Remerciements à François Dupuis-Déri, Jean-Guy Vaillancourt, Louise-Caroline Bergeron, Catherine St-Arnaud Babin, Mesyos, Anna Kruzynski, Amandine Guilbert, Marco Sylvestro, Michael Williams, Bernard Cooper et Lix, pour leur aide et leur intuition. Merci à Laeti, Josué et JC pour m'avoir enduré, à Mathieu Barsalou et Karine Habel pour leur critique et leur délectable cynisme. Merci aux camarades du Café Hubert-Aquin, du DIRA, de la Coop Touski, de l'ancienne Petite Gaule, du Café Chaos, de la Rue Brique, du Salon du livre anarchiste et de la Librairie l'Insoumise.

Finalement, merci aux activistes qui ont participé à l'étude, pour avoir donné un écho au mouvement.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	viii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE I.....	5
L'ÉCOLOGIE RADICALE, ICI ET AILLEURS.....	5
<b>1.1 État des lieux.....</b>	<b>5</b>
<i>1.1.1 Le mouvement vert dans le monde.....</i>	<i>5</i>
<i>1.1.2 Le mouvement vert en Amérique du Nord.....</i>	<i>10</i>
<i>1.1.3 Le mouvement vert au Québec.....</i>	<i>12</i>
<b>1.2 Problématique et questions de recherche.....</b>	<b>20</b>
<b>1.3 Hypothèses de recherche.....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE II.....	25
CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL.....	25
<b>2.1 Contributions théoriques.....</b>	<b>26</b>
<i>2.1.1 Aux origines : Reclus et Kropotkine.....</i>	<i>27</i>
<i>2.1.2 La géographie critique.....</i>	<i>30</i>
<i>2.1.3 La géographie humaniste.....</i>	<i>34</i>
<i>2.1.4 La sociologie des mouvements sociaux.....</i>	<i>37</i>
<b>2.2 Écologie et environnementalisme.....</b>	<b>39</b>
<i>2.2.1 L'environnementalisme.....</i>	<i>41</i>
<i>2.2.2 L'écologie radicale.....</i>	<i>43</i>
<i>2.2.3 Les courants de l'écologie radicale.....</i>	<i>45</i>
<i>2.2.4 La géographie sociale et l'écologie radicale une synthèse.....</i>	<i>53</i>
<b>2.3 Démarche méthodologique.....</b>	<b>56</b>
<i>2.3.1 Les groupes écologistes radicaux.....</i>	<i>56</i>
<i>2.3.2 Collecte de données et entretiens.....</i>	<i>59</i>

2.3.3 <i>Analyse des données</i> .....	60
CHAPITRE III.....	63
LES GROUPES ÉCOLOGISTES RADICAUX DU QUÉBEC.....	63
<b>3.1 Discrétisation, radicalisme collectif et individuel</b> .....	<b>63</b>
<b>3.2 Les groupes répondants</b> .....	<b>67</b>
3.2.1 <i>Pain, panais et liberté (2002-)</i> .....	67
3.2.2 <i>SHAC-Canada (2003 -)</i> .....	72
3.2.3 <i>Liberté (2003 -)</i> .....	75
3.2.4 <i>La Mauvaise Herbe (2001-)</i> .....	83
3.2.5 <i>Le Collectif pour une Université Libre (2005- )</i> .....	86
3.2.6 <i>Le Collectif de Minuit ( 2004-)</i> .....	88
3.2.7 <i>La Terre d'Abord (2003-2005)</i> .....	91
3.2.8 <i>Dada a faim (2002-2004)</i> .....	95
3.2.9 <i>Les Jardins sans nom (2006-)</i> .....	98
3.2.10 <i>Les Jardins de la résistance (2004-)</i> .....	99
<b>3.3 Les groupes non-répondants</b> .....	<b>100</b>
3.3.1 <i>Agite-Bouffe (2002-2006)</i> .....	100
3.3.2 <i>Action pour une solidarité paysanne (ASP) (2003-2004)</i> .....	103
3.3.3 <i>Récoltes solidaires (2005-2006)</i> .....	103
3.3.4 <i>La Forêt Noire (2005 - 2007)</i> .....	104
<b>3.4 Points de convergence</b> .....	<b>105</b>
CHAPITRE IV.....	108
PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIOESPATIALES.....	108
<b>4.1 Le mouvement écologiste radical québécois</b> .....	<b>109</b>
4.1.1 <i>Discours et représentations sociospatiales</i> .....	109
4.1.2 <i>Stratégies</i> .....	113
4.1.3 <i>Pratiques</i> .....	120
4.1.4 <i>Cohérence entre discours, stratégies et pratiques</i> .....	124
<b>4.2 Relation des écologistes radicaux face au mouvement vert</b> .....	<b>128</b>
4.2.1 <i>Discours</i> .....	130
4.2.2 <i>Stratégies</i> .....	131
4.2.3 <i>Pratiques</i> .....	132

4.2.4 Ouverture.....	134
<b>4.3 Pratiques et représentations sociospatiales.....</b>	<b>134</b>
4.3.1 La dimension idéale.....	134
4.3.2 La dimension vécue.....	136
4.3.3 La dimension matérielle.....	138
4.3.4 La dimension politique.....	140
4.3.5 Conclusion.....	143
CONCLUSION.....	147
APPENDICES.....	152
Appendice A.....	152
Appendice B.....	153
Appendice C.....	155
Appendice D.....	158
BIBLIOGRAPHIE.....	159

## LISTE DES FIGURES

Fig. 3.1 Pain, panais et liberté .....	67
Fig. 3.2 Extrait d'un document de PPL .....	68
Fig. 3.3 Manifestation contre Kruger par PPL et Libertes, 2003.....	69
Fig. 3.4 Bannière de la manifestation contre Kruger.....	69
Fig. 3.5 Journée d'ateliers de PPL.....	71
Fig. 3.6 Logo de SHAC-Canada.....	72
Fig. 3.7 Graffiti « Drop HLS » avec un activiste de SHAC-Canada.....	74
Fig. 3.8 Manifestation de SHAC-Canada, non-datée.....	74
Fig. 3.9 Logo de Libertes.....	75
Fig. 3.10 Tract de Libertes issu en 2003-2004 .....	77
Fig. 3.11 Manifestation précédant le Réclame ta rue .....	79
Fig. 3.12 Tract pour le premier festival éco-radical .....	80
Fig. 3.13 Tract pour le second festival éco-radical.....	81
Fig. 3.14 Couverture du premier numéro de Terre et Liberté .....	82
Fig. 3.15 Sketch humoristique, Terre et Liberté no. 1 vol. 1.....	82
Fig. 3.16 Mauvaise Herbe, couverture du numéro d'automne 2006 .....	84
Fig. 3.17 Affiche : discussion avec Jason McQuinn .....	86
Fig. 3.18 Logo du Collectif de Minuit.....	88
Fig. 3.19 Distribution de nourriture à l'Université Laval par le Collectif de Minuit .....	90
Fig. 3.20 Désobéissance civile devant Kruger .....	92
Fig. 3.21 Manifestation pour la sauvegarde de la forêt boréale, le 28 juillet 2004 .....	93
Fig. 3.22 Première expédition à l'été 2004 sur l'Île René-Levasseur. ....	94
Fig. 3.23 Extrait d'un document de Dada a farm.....	95
Fig. 3.24 Affiche pour la Journée Autogérée de Québec du 2005. ....	98
Fig. 3.25 Affiche de la journée mondiale des luttes paysannes en avril 2004.....	102
Fig. 3.26 Logo de la Forêt Noire.....	104

## LISTE DES TABLEAUX

Tab. 2.1 Groupes écologistes radicaux du Québec de 2001 à 2007 .....	58
Tab. 2.2 Groupes répondants.....	58
Tab. 2.3 Variables et indicateurs de l'étude .....	61
Tab. 3.1 Mode d'actions et intérêts des groupes écologistes radicaux du Québec, 2001-2007 .....	66
Tab. 4.1 Variables et indicateurs de l'étude (version abrégée).....	109

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ALF	<i>Animal Liberation Front</i>
AFELSH	Association facultaire des étudiants et étudiantes de lettres et sciences humaines (Université de Sherbrooke)
AFESH	Association facultaire des étudiants et étudiantes de sciences humaines (Université du Québec à Montréal)
ASÉ-UQÀM	Association syndicale étudiante de l'Université du Québec à Montréal
ASP	Action pour une solidarité paysanne
CAC-ZLEA	Coalition anticapitaliste contre la Zone de libre-échange des Amériques
CASA	Comité d'accueil du Sommet des Amériques
CMAQ	Centre des médias alternatifs du Québec
CLAC	Convergence des luttes anti-capitalistes
CRAC-K	Collectif de recherche sur l'autonomie collective
CUL	Collectif pour une université libre
DIRA	Centre de Documentations, Informations, Références et Alternatives
DIY	<i>Do it yourself</i>
ELF	<i>Earth Liberation Front</i>
ÉIE	Évaluation d'impact environnemental
HLS	<i>Huntington Life Sciences</i>
GRC	Gendarmerie Royale du Canada
NEFAC	Fédération Nord-Est des anarcho-communistes
ONU	Organisation des Nations-Unies
PETA	<i>People for ethical treatment of animals</i>
PPL	Pain, panais et liberté
RAJ	Rassemblement autonome des jeunes
RQGE	Regroupement québécois des groupes écologistes
SHAC	<i>Stop Huntington Animal Cruelty</i>
SQ	Sûreté du Québec
STOP	<i>Society to overcome Pollution</i>
SVP	Société pour vaincre la pollution

UQAM  
ZLEA

Université du Québec à Montréal  
Zone de libre-échange des Amériques

## RÉSUMÉ

Depuis le Sommet des Amériques de Québec en 2001, un mouvement d'écologie radicale a émergé dans la province. Entre 2001 et 2007, quatorze groupes écologistes radicaux ont vu le jour. Dix des quatorze groupes ont participé à l'étude. Pour chacun de ces dix groupes, un répondant a été interviewé. Cette étude est la première au Québec à se pencher sur le sujet.

Ces groupes, organisés de façon décentralisée, non hiérarchique et autonome, perçoivent le rapport entre la société et la nature comme étant problématique. Leur radicalisme se veut une tentative d'aller aux racines (causes) du problème et de se rapprocher d'un mode de vie égalitaire, tant écologique que social. Le mouvement est fortement influencé par la pensée libertaire. Ces groupes lient la lutte pour l'environnement à celles contre les inégalités sociales et la domination, s'opposant à l'État, au capitalisme et à l'anthropocentrisme. En pratiquant l'action directe, la réappropriation de lieux et l'éducation, les groupes visent à acquérir une plus grande autonomie, à devenir autosuffisants et à subvertir les bases du système dominant. Leurs enjeux sont multiples, mais les groupes se concentrent sur les thématiques de l'alimentation, la cruauté faite aux animaux et la coupe forestière. Chacune de leurs pratiques est considérée comme outil d'une lutte sociale plus large.

En étudiant leurs discours, stratégies et pratiques il apparaît évident que les écologistes radicaux sont en quête de cohérence, ils en sont cependant conscients et démontrent une praxis complète ou en voie de complétion. Le mouvement écologiste radical du Québec tente de passer de la résistance symbolique à la transgression ouverte. Cependant, la répression (structurelle et policière) dont ils sont victimes les contraint à modifier leurs stratégies et pratiques.

De plus, les écologistes radicaux accusent le mouvement vert, plus institutionnalisé, de ne pas remettre en question les causes réelles de la crise écologique et de marginaliser leur existence. Ils les accusent de légitimer l'État par le lobbying. Aussi, ils affirment que les organisations environnementales institutionnalisées sont généralement inefficaces et infantilisantes.

Leurs pratiques et représentations sociospatiales laissent croire que les groupes écologistes radicaux priorisent deux échelles : le global et le local (avec un emphase sur le résidentiel). Ils n'ont peu ou pas d'identité territoriale, sont critiques des milieux urbains et ruraux et veulent repenser la façon d'habiter le territoire. Ils affichent une conscience géographique soutenue qui comporte l'avantage de l'expérience immédiate et sensible de l'espace construit socialement.

Mots-clé : Écologie, écologie radicale, mouvement vert, anarchisme, radicalisme, environnementalisme, géographie critique, révolution, représentation sociospatiale.

## INTRODUCTION

Tant que les hommes ne renonceront pas aux charmes trompeurs de l'avenir, l'histoire continuera d'être un harcèlement difficile à comprendre.

Émil Cioran, 1940

Élisée Reclus conclut dans *La Terre* que malgré la « relative facilité d'allures que nous ont conquise notre intelligence et notre volonté propres, nous n'en restons pas moins des produits de la planète attachés à sa surface [...] emportés dans tous ses mouvements et nous dépendons de toutes ses lois » (1868, t. II, 622). Ce géographe du 19<sup>e</sup> siècle soutenait que la relation entre la société et l'espace ne pouvait être harmonieuse qu'en constituant des rapports égaux entre les humains, les autres formes de vie et la nature qui permet cette même existence. S'il n'y a d'autres lois auxquelles nous devons nous plier que celles imposées par la Nature, la société humaine doit nécessairement repenser son propre fonctionnement et s'accorder à vivre en liberté collective. Selon cette assertion, le progrès – culturel, technologique – n'est pensable que s'il est bénéfique à tous les êtres humains, et à toute la Terre. L'évolution, selon Reclus, s'apparente à la Révolution : il ne peut y avoir de monde vraiment libre sans la libération de la société, sans l'abolition de l'autorité. Reclus explique ce point dans une brochure traduite en anglais, *Evolution and Revolution*.

[...] if the word evolution serves but to conceal a lie in the mouths of those who most willingly pronounce it, it is a reality for revolutionists; it is they who are the true evolutionists. Escaping from all formulas, which to them have lost their meaning, they seek for truth outside the teaching of the schools; they criticize all that rulers call order, all that teachers call morality; they grow, they develop, they live, and seek to communicate their life (Reclus, 1885, 1).

L'œuvre de cet anarchiste a contribué à établir les bases de la géographie sociale<sup>1</sup>, branche de la géographie, à l'intérieur de laquelle se situe cette étude. Il contribua aussi à l'émergence d'une conception socialiste de l'écologie, en opposition aux théories concurrentes de penseurs comme Ratzel, Hobbes, Haeckel et Darwin (Zemliak, 1975, 11).

---

<sup>1</sup> Aux côtés de Pierre Kropotkine et Vidal de la Blache, pour ne nommer que ceux-ci.

Conséquemment, l'émergence de l'écologie radicale vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle est due en bonne part aux différents écrits anarchistes du début du 19<sup>e</sup> siècle. D'une part, la même conception du radicalisme<sup>2</sup> comme manière d'aller aux racines, aux causes des conséquences que l'on veut résoudre (Stirner, 1843, 32), de faire fi des abstractions et des compromis et de préférer l'immédiateté dans la parole et dans l'action – même si cela signifie de contrevenir à la Loi. Le refus de l'autorité, intrinsèque aux anarchistes, pourrait aussi être considéré comme une des assises de l'écologie radicale, puisqu'elle est orientée contre la domination de l'être humain sur les autres formes de vie. D'autres traits communs se distinguent tout autant: une préférence pour un type d'organisation horizontal, une pratique de démocratie directe axée sur le consensus, et bien entendu, une opposition soutenue et irrévocable au système capitaliste.

En tant que géographe social, je trouve fascinant de constater que les préoccupations qui ont permis à notre discipline d'émerger constituent encore la raison pour laquelle elle est apte à éclairer un phénomène aussi récent et méconnu que l'écologie radicale au Québec.

En avril 2001, nouvellement vice-président de l'Association du Parti Vert de Québec, j'étudiais à Sainte-Foy pour devenir technologue forestier. À la venue du Sommet des Amériques en vue du traité de la Zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA)<sup>3</sup>, j'ai été rapidement dépassé par la profondeur et la virulence du conflit non seulement entre les manifestants et les policiers, mais aussi entre manifestants et manifestants – confrontant entre eux différentes visions politiques et tactiques. Néanmoins, à défaut d'être pleinement en mesure de concevoir la signification des événements, j'ai tout de même fait l'expérience sans médiation (directement) de la contestation et de la répression qui s'en suivit.

---

<sup>2</sup> Du latin *radix*, i.e. racine.

<sup>3</sup> En avril 2001, 34 des 35 chefs d'État (à l'exception de Cuba) des Amériques sont venus à Québec discuter à huit clos en vue de la mise en place de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA). Un large périmètre de sécurité a été mis sur place pour protéger les dirigeants avec une clôture métallique de plusieurs kilomètres (surnommé « Mur de la honte »). Après quoi, quelques 6,000 policiers et policières de la Gendarmerie Royale Canadienne et de la Sûreté du Québec ont été mobilisés pour l'événement. Durant les trois jours du Sommet, de violentes confrontations se sont déroulées entre des dizaines de milliers de manifestants et le service de police.

L'opposition organisée par l'aile radicale anti-capitaliste contre la tenue du Sommet – avec la contribution de la coordination conjointe CLAC/CASA<sup>4</sup> (Dupuis-Déri, 2007, 84), les zones « rouges », les groupes d'affinités et les *black blocs* – a été la manifestation effective d'un mouvement qui existait déjà préalablement sans avoir surgit de façon aussi significative<sup>5</sup>. Au Québec, de toutes les autres grèves étudiantes et Sommets internationaux de la dernière décennie, je constate qu'il n'y avait pas eu, jusque là, d'opposition si distincte entre anti-capitalistes radicaux et « forces de l'ordre ».

Dans la Basse-Ville de Québec l'Îlot Fleuri a été r approprié et transformé en lieu de repos, de célébrations, de lutte par les manifestants et manifestantes réunies; en Haute-Ville, le quartier du Vieux-Québec emmuré, transformé en périmètre de sécurité militaire avec plus de 6,000 policiers et policières, devant des rues transformées en champs de bataille dont l'image invoque un théâtre de guerre civile. Au travers, le mur renversé, des milliers de canisses de gaz lacrymogènes, près d'un millier de balles de plastique, des centaines de blessés (Radio-Canada, 2003), et plus de cinquante mille manifestants<sup>6</sup> (Radio-Canada, 2006) dont une aile radicale visible et bien organisée.

Retenons seulement que cette expérience marque un point dans l'histoire du Québec au niveau de la lutte sociale et des différents types d'organisations politiques existant sur le territoire. Pour ma part, l'événement a permis de saisir, pour ainsi dire, que je comprenais finalement bien peu sur le monde dans lequel je vivais. À la suite de cette prise de conscience, j'ai décidé de commencer des études universitaires, de quitter définitivement le Parti Vert et de me pencher sur de nouvelles formes de contestations et de transformations sociales.

---

<sup>4</sup> Convergence des luttes anti-capitalistes (Montréal) et Comité d'accueil du Sommet des Amériques. (Québec).

<sup>5</sup> On pourrait citer l'exemple des grèves étudiantes de 1996, 1999 et 2001, les manifestations contre le Sommet de la Jeunesse de Québec de 1999 et les nombreuses confrontations violentes durant les journées annuelles de la Fête des travailleurs le 1<sup>er</sup> mai et la Journée internationale contre la brutalité policière du 15 mars. Voir Dupuis-Déri, 2007, 84-93.

<sup>6</sup> Le nombre de manifestants diffère d'une source à l'autre, la plupart se situant quelque part en 50,000 et 200,000.

Depuis cet événement de nouveaux groupes politisés se sont formés à travers la province et se sont organisés autour de divers enjeux et selon divers modes d'organisation. L'objectif de ce mémoire est d'explorer un phénomène relativement récent qui n'a pas encore fait l'objet d'étude au Québec : les pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux de la province. Notre étude couvre la période de 2001 à 2007.

## CHAPITRE I

### L'ÉCOLOGIE RADICALE, ICI ET AILLEURS

#### 1.1 État des lieux

Jean-Guy Vaillancourt (1981) a tracé l'un des premiers portraits du mouvement vert dans la province des années 1960 jusqu'en 1981 incluant de brèves références à l'aile radicale, après quoi peu de chercheurs ont contribué à l'avancement de la connaissance du sujet des écologistes radicaux au Québec, mis à part les publications récentes de Cyr (2006), Dupuis-Déri (2006, 2007) et Sylvestro (2007) qui en font quelques fois mention. Une exception demeure la monographie de Liberteer par Guilbert et Kruzinsky (2007) du Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K), qui dans leur recherche-action ont réussi à détailler les propos et les actions d'un des plus importants groupes écologiste anarchiste de l'histoire du Québec.

À cet effet, Jean-Guy Vaillancourt souligne lui-même le peu de « descriptions et d'analyses sociologiques des associations écologiques québécoises » (Vaillancourt, 1981, 81), malgré un « mouvement écologique québécois, surtout son aile la plus radicale, [qui] représente un phénomène de plus en plus important au Québec » (*ibid.*, 82).

##### 1.1.1 Le mouvement vert dans le monde

Du point de vue culturel et social, divers théoriciens ont tenté un rapprochement sémantique entre l'écologisme et la lutte sociale, notamment dans la révolte Luddiste anglaise de 1812-24 (Zerzan, 1999, 107-110 et Scarce, 1999, 12), les écrits de l'utopiste Charles Fourier, une partie du mouvement anarchiste internationaliste au 19<sup>e</sup> siècle, spécialement la paysannerie russe. Certaines traces dans les écrits de quelques grands penseurs de cette période, spécialement Henry David Thoreau, puis l'anarcha-féministe Emma Goldman aux débuts 1900, l'anarcho-nihiliste Bruno Filippi entre 1916 et 1919. Les insurgés de la guerre civile espagnole ont démontré un souci environnemental particulier, principalement en ce qui

concerne la question de la biodiversité en agriculture, de l'alimentation locale (Purchase, 1997, 66-67). Il est possible de retrouver certains éléments de la pensée écologiste dans les travaux de quelques membres de l'École de Francfort<sup>7</sup>. Chez les plus modérés, on se rapporte notamment à John Muir du *Sierra Club* aux débuts 1900, au conservationnisme du président américain Theodore Roosevelt, à Aldo Leopold, etc.

Mais ce tracé historique ne permet pas d'identifier la présence réelle d'un mouvement vert. Il faudra attendre le début 1960 pour voir ce type de « nouveau mouvement social » émerger.<sup>8</sup>

Plusieurs spécialistes s'entendent pour situer l'émergence du mouvement vert durant la décennie 1960. La plupart invoque la période entourant la parution du *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962 (Scarce, 1990; Suzuki, 1999; Long, 2004; Yearly, 2005) – une étude scientifique recensant, sur un ton tragique, les effets destructeurs des pesticides chimiques en Angleterre.

Mais qu'est-ce qui caractérise ce nouveau mouvement social des autres mouvements, des autres organisations? Yearly affirme que cette distinction est double. Premièrement, l'ensemble des acteurs environnementaux ne se réduit pas aux seules organisations du mouvement vert, pensons à certaines firmes conseils, institutions publiques et autres. Selon ce sociologue, les organisations du mouvement vert se démarquent par leur héroïsme et leur succès, perçus comme la « quintessence »<sup>9</sup> (*sic*) de l'action environnementale (Yearly, 2005, 8). Deuxièmement, le mouvement vert se distingue des autres nouveaux mouvements sociaux selon trois aspects : une relation intime avec la science, une portée transfrontalière et son aptitude inégalée à proposer un mode alternatif de société post-capitalisme (*ibid.*, 25).

---

<sup>7</sup> Je fais ici référence aux freudmarxistes Horkheimer, Mumford, Adorno, Marcuse, etc. qui considéraient la civilisation comme une négation de la nature (et de l'être), impliquant que la libération « vers » la nature passe nécessairement par la négation de la civilisation.

<sup>8</sup> Selon Touraine, un mouvement social combine les principes d'identité, d'opposition et de totalité (1973, 361). Il met l'accent sur la nature culturelle de l'action collective et voit les mouvements sociaux comme des luttes pour le contrôle du processus de la production symbolique (le sens), la constitution de nouvelles identités collectives, la réinterprétation des normes et la redéfinition des rôles sociaux (Canel, 1997, 189-190).

<sup>9</sup> Traduction libre de *quintessential*.

D'abord, le terme « écologie » est polysémique, référant simultanément à une discipline de la biologie et à une lignée culturelle plus ou moins définie qui met l'emphase sur une modification des pratiques matérielles en vue d'une plus grande durabilité des différentes formes de vie.<sup>10</sup> Le lien entre les sciences de la nature et la « culture écologiste » est fort: il est donc concevable que le mouvement vert entretienne un rôle intime, si ce n'est ambigu, avec la science. Cette ambiguïté se voit dans les écrits de différents écologistes, la science comme subversion chez Scarce (1990, 35), la science comme aporie chez Duclos (dans Vaillancourt *et al.*, 1999, 164), la science comme expression de technologie et d'aliénation chez Watson (1995, 190) et Zerzan (1999, 204). Pour Belshaw, « la voix traditionnelle de l'académie est mal équipée pour quelque changement social et politique en faveur de l'environnement »<sup>11</sup> (2001, 179). Pour sa part, Yearly affirme que la science demeure et doit demeurer intrinsèquement liée à l'écologie, parce qu'elle lui donne la force des arguments (rationnels) : « the ecological case is very profoundly a scientific case. Amongst its strongest planks is the argument that disaster for the human race is naturally inevitable if certain practices continue » (Yearly, 2004, 115).

Ensuite, le mouvement vert a la particularité de se déployer fréquemment au-delà des frontières de l'État-nation, c'est-à-dire à l'international. La cause même de l'écologie est physique et spatiale, elle ne se restreint pas aux constructions symboliques de la société. Par exemple, on peut aisément concevoir qu'une sécheresse affecte tout un bassin versant, que les pluies acides soient véhiculées sur des continents, que le réchauffement climatique soit global. Le fait que la pratique écologiste soit résidentielle<sup>12</sup> ou locale n'empêche pas qu'une lecture globale (par l'intermédiaire de la science) alimente son sens. Les différents organismes qui constituent le mouvement ont intérêt à tirer avantage de leur diversité et de leur localisation, ainsi qu'à lier leurs voix :

The cross-national character of the problems has meant that the respective countries' SMOs [organisations de mouvement social] have seen opportunities for co-operation,

---

<sup>10</sup> Il est de mon avis que l'écologie contemporaine est impossible à saisir totalement, du moins en tant que (contre)culture ou simplement en tant qu'apport moral du vivre-ensemble, tant ses manifestations divergent et se complexifient.

<sup>11</sup> Traduction libre de l'auteur.

<sup>12</sup> L'échelle résidentielle, ou micro-locale, est celle de l'immédiat, du quotidien restreint à la demeure. Elle correspond au 1 :1.

opportunities which they have generally seized with greater alacrity than governments [...] they have been successful at building international solidarity (Yearly, 2004, 23-24).

Pour donner une idée de l'ampleur du mouvement à travers le monde, on peut citer quelques chiffres récents : Greenpeace dit être présent dans 40 pays, avec 2,8 millions de membres<sup>13</sup>, les Amies de la Terre (*Friends of the Earth*) comptent 70 groupes membres à travers le monde<sup>14</sup>, Earthfirst!<sup>15</sup> recense une centaine de cellules dans une cinquantaine de pays (Earthfirst! Journal, 2006), et les *Animal Liberation Front* et *Earth Liberation Front* (ELF/ALF) ont démontré des activités aux États-Unis, en Angleterre (Jarboe, 2002) et au Canada (La Mauvaise Herbe, 2006, 2). Par ailleurs, selon Feinstein, 73 pays comptent un parti vert (2006).

Ceci dit, le dernier point qui distingue le mouvement vert est sa capacité à questionner le système capitaliste et sa volonté d'articuler et de mettre en pratiques diverses alternatives économiques. En ce qui concerne les autres nouveaux mouvements sociaux (NMS), Yearly affirme qu'ils n'égalent pas le mouvement écologiste en ce sens, puisque le projet du mouvement pour la paix est possible à l'intérieur d'un système capitaliste et que la critique amenée par le mouvement des femmes ne va pas jusqu'à une « fin de l'histoire »<sup>16</sup> (2005, 24). Autrement dit, seul le mouvement vert comporte une analyse à la fois sociale et économique.

The environmental critique embodies an even sharper notion of the contradictory nature of actually existing development. It sees the possibility or probability that such development will undermine its own material base and so become impossible to maintain. So, a phenomenon whose global generalization was previously regarded, almost axiomatically, as both desirable and possible is seen as neither: attempting to produce something regarded as good produces something else which is to a significant extent bad and which will progressively destroys the chance of producing anything at all. (Baskar *et al.*, 1995, 241)

<sup>13</sup> Greenpeace International, *About Greenpeace*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006.

<sup>14</sup> Friends of the Earth International, *foe groups*, 2005. Source Internet consultée le 21 octobre 2006.

<sup>15</sup> Le journal d'Earthfirst! précise qu'il est impossible de dénombrer exactement le nombre de cellules en opération à cause des représailles légales qu'elle subit : des groupes naissent et disparaissent pour fuir la répression policière.

<sup>16</sup> Traduction libre.

L'analyse du mouvement vert de Yearly doit cependant être nuancée. Les trois spécificités inhérentes au mouvement (relation avec la science, portée internationale, vision économique) ne sont pas également réparties et on voit maintenant émerger des expériences qui divergent de ces éléments. Par exemple, l'anthropologue Nicole Sheperd a mené une étude ethnographique au sein d'un collectif « anarcho-environnementaliste » de Brisbane en Australie, en participant aux activités et en observant, sur une base régulière, les pratiques des membres plus assidus (une dizaine), complétant sa démarche par une série d'entrevues et de dialogues avec les membres. Dans *Anarcho-environmentalists; Ascetics of Late Modernity* (2002), elle tente d'illustrer leur expérience montrant « qu'ils et elles sont aux prises avec les difficultés d'être à la hauteur de leurs idéaux, à la fois dans l'organisation et dans la vie quotidienne »<sup>17</sup> (Sheperd, 2002, 136). L'anthropologue commente que ce type de groupe préfère demeurer à grande échelle avec de petits effectifs afin d'éviter les jeux de pouvoir et la récupération par la « masse » (i.e. culture *mainstream*). En opposition aux environnementalistes institutionnalisés, les anarchistes verts sont décrits comme étant

[...] at the radical end of the spectrum of those involved in the environment movement. They dislike hierarchical organizational forms believing them to be inherently exploitative. They do not like central governments but favor local grassroots decision making. They abhor the pursuit of profit and the destruction of the environment. Their preferred mode of action is to participate in nonviolent direct action in the quest to bring down capitalism and the government (*ibid.*, 155).

Leurs fonds proviennent des activités de financement et d'un *membership* payant afin d'assurer une « pureté morale » et de ne pas compromettre leur agenda radical (*ibid.*, 142). Leur praxis est considérée comme une forme d'ascétisme selon Sheperd, qui à la fois « rejette le monde et tente de transformer les manières malsaines du monde » (*id.*). Un mode de vie semblable aux chasseurs-cueilleurs, tribal et préindustriel, est souvent évoqué comme idéal.

Les environnementalistes étudiés sont considérés ascètes selon trois aspects : en appliquant différents aspects de l'idéologie verte dans la vie quotidienne (la foi et la vertu dans l'action), en travaillant activement sur le « soi » et le style de vie en ayant recours à l'autorégulation, l'autodiscipline, l'auto-observation, l'autocritique et le refus de la facilité de la

---

<sup>17</sup> Traduction libre.

consommation, et finalement par la dévotion à l'activisme comme vocation de vie (*ibid.*, 144).

Ultimement, la plus grande motivation des membres à s'intégrer à un tel groupe est la recherche d'une plus grande cohérence entre le discours et la pratique (*ibid.*, 154). La question du groupe primaire est explicite dans une entrevue avec Cassie, qui se prononce sur son expérience d'action collective :

Working in a group, it's — you don't feel so isolated, you get lots of support, lots of encouragement. . . . It's like being in a family really, it's a feeling of belonging, we're all friends, and there's a nurturing that goes on amongst us, we do have our differences and conflict does arise, eventually, but people are trying to work out how to deal with those better (*ibid.*, 150).

À l'échelle internationale, le mouvement vert semble composé d'éléments hétérogènes tant du point de vue d'échelle, de cadre d'analyse, de discours, de stratégies et de pratiques. Malgré l'analyse plus globale de certains chercheurs, il est évident que certains groupes n'entrent pas dans la description formelle du mouvement vert de Yearly. Mais qu'en est-il en Amérique du Nord ?

### 1.1.2 Le mouvement vert en Amérique du Nord

Dans *Eco-warriors; understanding the radical environmental movement* (1990), Nick Scarce présente une historique impressionnante du mouvement social écologique aux États-Unis entre les débuts 1970 et l'année 1990.

À prime abord, les écologistes radicaux décrits par Scarce s'inspirent de l'écologie profonde. L'auteur ressent un choc lorsqu'il les côtoie, un sentiment d'étrangeté par rapport à leurs façons de voir le monde, surtout du fait qu'ils traitent de contestation politique avec aisance.

It seems they don't speak the same language as the rest of us; clearly they don't see the world the same way. They talk about tribalism, anarchy, ecology, and other such subversive topics like the rest of us chat about our neighbourhoods, the latest political scandal, and flower gardens (Scarce, 1990, 15).

Ce qui les distancie des environmentalistes est leur critique de la technologie et du progrès

technologique, les considérant comme non-neutres et aliénants. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils se positionnent en faveur du sabotage. Dans le discours du mouvement, on se réfère généralement au terme « compromis » pour désigner la relation à la technologie et au complexe industriel de production, synonyme pour eux de « collaboration ». Largement, ceux qui refusent le compromis sont les radicaux, qu'importe l'objet de la lutte.

Cinq traits les caractérisent: une disposition à employer l'action directe, une volonté de préserver la biodiversité (c'est-à-dire porter des gestes pour sauver de la vie – animale, humaine, végétale – qui à leur tour ne blesseront aucune vie), une organisation autonome affinitaire sans structure hiérarchique, un mode de vie relativement simple (ex. végétarisme, aucun véhicule, pauvreté financière, etc.), des espoirs minimaux de vaincre leur ennemi (*ibid.*, 5-6).

Le motif principal du mouvement social relève de l'intuition, une certaine « conscience écologique ». Durant les nombreuses entrevues menées par Scarce auprès des groupes écologistes, une question portait sur le pourquoi, pur et simple, de la lutte, supposant que la bataille était déjà perdue d'avance. Chaque militant et militante a répondu : « parce qu'il le faut » (*ibid.*, 14). La plupart des activistes interviewés nient qu'un processus « clair, rationnel et déductif » (*id.*) les ait motivés à agir. L'intuition comporte la limite de la philosophie ou de tout processus par lequel les activistes déterminent la bonne voie à suivre, les bonnes actions à poser. C'est-à-dire qu'il y a effectivement une réflexion qui s'opère au sein du mouvement, mais celle-ci échappe (ou tente d'échapper) au rationalisme et à la pensée scientifique moderne, l'écologie étant employée comme une « science subversive » (*ibid.*, 35) au sein de la science même. L'écologie radicale développe une praxis, cherchant à unir « la philosophie et [...] l'activisme » (*ibid.*, 32).

Marangudakis Manussos (1991) offre une analyse sociopolitique du mouvement environnemental nord-américain en étudiant le Parti Vert Québécois de 1991 (anglophone, *Montreal Ecology*<sup>18</sup>) et des membres de Earthfirst! sur la côte-ouest américaine. Son étude

---

<sup>18</sup> À noter que l'auteur réussit à interviewer plusieurs figures notoires: Jean Ouimet, Dimitri Roussopolos et Murray Bookchin.

amène à distinguer les conceptions d'écologie sociale (*Montreal Ecology*) et d'écologie profonde (Earthfirst!).

Le défi de Manussos est d'introduire l'étude de l'écologie profonde aux côtés d'éléments mieux connus du mouvement « vert ». Regroupant les divers discours, factions et courants de l'écologisme et de l'environnementalisme sous l'appellation du « nouveau paradigme environnemental » contemporain (*ibid.*, 24), le mouvement nord-américain est caractérisé par sa capacité à nier et remettre en question le « paradigme occidental » (capitalisme, individualisme, technologie, etc.). Il s'agit ici d'une relation nettement binaire où divers groupes revendiquent une place sur un spectre d'intensité de changement entre plus modérés et plus radicaux (*ibid.*, 19).

Manussos interview 22 personnes au total dans les deux groupes. Il retient que les gens d'Earthfirst! s'opposent plus directement aux notions de progrès technologique, de raison, de croissance économique et de science. La critique de la société occidentale est plus atténuée pour les écologistes sociaux (*ibid.*, 60), qui acceptent en partie l'anthropocentrisme, une conception complètement réfutée par les membres d'Earthfirst!.

Ces deux groupes convergent cependant sur plusieurs points. Les deux démontrent une affection prononcée pour le romantisme, d'autant plus qu'ils privilégient une méthode inductive plutôt que déductive. Ils accordent peu d'importance aux biens matériels. Plusieurs aspects religieux et spirituels colorent leur discours : « leur sujet est une question de croyance plutôt que de preuve. Ici, la Raison est reléguée au second rang »<sup>19</sup> (*ibid.*, 62). Manuel Manussos conclut que le mouvement social écologiste nord-américain « n'est pas homogène, tant au point de vue idéologique que social »<sup>20</sup> (1991, 24).

### 1.1.3 Le mouvement vert au Québec

Quelques auteurs situent l'émergence du mouvement vert au Québec en 1970 avec la création

---

<sup>19</sup> Traduction libre.

<sup>20</sup> Traduction libre.

des SVP et STOP (Vaillancourt, 1981, 85 ; Corriveau et Foucault, 1990, 26). Ceux-ci se sont penchés à son étude depuis nous présentent des portraits parfois contradictoires. L'historique du mouvement nous porte à croire qu'il y aurait eu une centaine de groupes recensés au début des années 1970 alors qu'il y en aurait environ 600 aujourd'hui (RQGE, 2005).

En 1974, le S.V.P. a fait le point sur les groupes écologistes et en recensait une centaine (Vaillancourt, 1981, 85). En 1978 est créé le Regroupement des écologistes québécois qui comprend près de 180 groupes, pour n'en compter que 14 à Montréal (Vaillancourt, 1981, 89). Cependant, selon Foucault et Corriveau (1990, 27), « entre la fin des années soixante et le début des années quatre-vingt, plus de 500 groupes environnementaux ont été fondés ». En 1985, Harnois (1986, 1) du ministère de l'Environnement en comptait 875 à travers la province. En 2005, le *répertoires des groupes environnementaux du Québec* publié par le Regroupement des groupes écologistes du Québec recense plus de 600 « organisations engagées à la conservation et la protection de l'environnement » dont 165 à Montréal (2005, pp. 1-17). Malheureusement, sa méthode n'est pas expliquée et on y retrouve, à la grande surprise, des instances dont l'orientation environnementale serait à débattre, comme la Commission de coopération environnementale de l'ALENA, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), la Fédération québécoise des municipalités, le Service aux collectivités de l'UQÀM et le ministère de l'Environnement du Québec. Ce tableau permet de constater une croissance significative du mouvement depuis les années 1970, quoique cela soit peu documenté.

Retraçant l'histoire du mouvement vert au Québec, Vaillancourt mentionne que le début remonte en 1970 avec la publication du seul numéro de la revue *Écologie-Québec*. Autour de la revue gravitent des militants qui allaient aussitôt créer le S.V.P. (Société pour vaincre la pollution) et son équivalent anglophone S.T.O.P. (*Society to Overcome Pollution*), la fondation de Survivre, le Conseil québécois pour l'environnement. En 1971 sont fondés Sauvons Montréal et l'Association des Espaces Verts. Vaillancourt les qualifie d'« environnementalisme réformiste luttant contre la pollution et le gaspillage des ressources » (*ibid.*, 85) dont l'action se concentre sur les diverses formes de pollution de l'air et de l'eau, la protection du fleuve, l'aménagement de l'espace urbain, les transports publics

et la critique de la société de consommation. En 1974, le S.V.P. fait le point sur la quantité de groupes écologistes jusqu'à ce moment et en recense une centaine. Après 1977, le mouvement prend une tournure anti-nucléaire, à la suite de l'annonce d'Hydro-Québec de bâtir 35 centrales au Québec. En 1978 naît le Regroupement des écologistes québécois, qui comprend près de 180 groupes, en comptant 14 actifs à Montréal en date du 20 janvier 1979. Leurs actions et publications tentent de « rapprocher la lutte écologique de la lutte des travailleurs » (*ibid.*, 89). En 1980, la faction montréalaise connaît une scission organisationnelle « entre une tendance plus conservatrice et plus contre-culturelle [...] et une autre tendance plus politique et plus radicale » (*ibid.*, 89). Plusieurs groupes écologistes se distancent du Regroupement. À l'instar de ce dernier est créé le Front commun pour un débat public sur l'énergie constitué d'une cinquantaine d'associations, décrit comme « la principale activité des écologistes radicaux en ce début de 1981 » (*ibid.*, 90). Le Front est composé d'une grande diversité:

[...] des nationalistes, des féministes, des socialistes, des contre-culturels, des anarchistes, des libertaires, des militants étudiants, des agriculteurs, des gens qui mènent des luttes urbaines pour le logement, le transport en commun, la santé, la défense des consommateurs et la qualité de la vie en général [...] (*ibid.*, 90)

Le Front, qui diffuse ses propos dans les médias et organise un colloque à l'UQAM en février 1981, refuse pourtant de présenter quelque mémoire à la Commission parlementaire, « invoquant la futilité d'une telle participation » (*ibid.*, 90), ce qui porte Vaillancourt à croire que les « associations écologiques sont très actives et elles ne donnent pas l'impression d'être en voie d'être récupérées par le système » (*ibid.*, 96). Il conclut ses observations en faisant valoir que le mouvement va devenir un mouvement d'écologie politique.

D'après les observations que j'ai pu en faire, c'est un mouvement qui semble trouver de plus en plus ses appuis parmi les jeunes, les travailleurs, les femmes, les étudiants, les enseignants, les animateurs sociaux, les techniciens, les scientifiques et de moins en moins Parmi les mieux nantis, car ce mouvement a des implications très radicales au plan socioéconomique et politique. Il tend à s'opposer en fait aux mêmes adversaires que le mouvement ouvrier, c'est-à-dire aux grandes entreprises multinationales et aux technocrates à leur service. Il commence à converger avec les éléments les plus ouverts dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement socialiste, ainsi qu'avec l'aile progressiste du mouvement des femmes, du mouvement pour la démocratie de base, et du mouvement anti-impérialiste et prolifération nationale, c'est-à-dire, en somme, qu'il est en voie de devenir un véritable mouvement d'écologie politique (*ibid.*, 96-97).

François Tremblay, agent de recherche à la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal, qualifie (en 2005) le mouvement d'opposition aux centrales hydroélectriques comme étant « un véritable mouvement citoyen motivé par les questions d'équité sociale et intergénérationnelle autour des aspects environnementaux des rivières » (Tremblay, 2005, 26) colorée d'écocitoyenneté, puisqu'elle lie l'écologie et la citoyenneté. Il s'agirait d'un « nouveau paradigme » de plus en plus présent dans « les logiques et les rationalités des militants environnementalistes convaincus de longue date » (*ibid.*, 27).

En dix ans, on serait passé de « groupes environnementaux locaux, isolés et marginalisés, à la mise en place de coalitions nationales soutenant des groupes locaux de mieux en mieux organisés » (*ibid.*, 28-29) dont le poids s'est fait entendre dans les médias de masse et qui aurait remporté, en 2001, le retrait d'un régime d'octroi et d'exploitation pour les centrales de 50 MW et moins.

Plusieurs voix dans la province ont accusé le mouvement d'opposition aux centrales hydroélectriques de s'inscrire dans une logique de défense des intérêts individuels<sup>21</sup>. Cependant, les observations de Tremblay vont dans le sens contraire. Il affirme que le mouvement comporte trois caractéristiques qui le distancent, hors de tout doute, d'une position « réactionnaire » (*sic*) :

[...] les caractéristiques environnementales y apparaissent comme des biens collectifs dont la gestion est assurée par une diversité d'acteurs [...] la production de ces biens collectifs relève d'une articulation adéquate des actions mises en œuvre à des échelles locales et supralocales [...et ] la prise en charge de ces biens collectifs est conditionnée par la capacité des acteurs à articuler leurs propres motivations intimes et privées aux choix politiques globaux afin d'en faire ressortir une cohérence intégratrice (*ibid.*, 30)

Marc-André Cyr, historien et militant anarcho-communiste de Montréal, présente en 2006 une revue de la presse anarchiste québécoise entre 1976 et 2001. La période 2000-2006 est complétée par Francis Dupuis-Déri. Ce document révèle les préoccupations écologistes de plusieurs groupes anarchistes au Québec. Ce mouvement, qui s'inscrit dans la tradition

---

<sup>21</sup> Tremblay emploie l'expression «*Not in my back yard*» (*NIMBY*).

socialiste anti-autoritaire datant du 19<sup>e</sup> siècle, est présent depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle au Québec, et ce de façon « peu développée » (Cyr, 2006, 9) jusque vers la fin des années 60 où le mouvement sort de l'ombre. Le premier grand journal, *Our Generation*, apparaît durant les années 1970. Ce journal publie notamment des contributions de l'écologiste social Murray Bookchin.

Deux des premiers journaux anarchistes francophones, le *Q-Lotté* de Québec et *La Nuit* de Montréal, tous deux nés en 1976, affichent des propos écologistes :

Le *Q-Lotté* considère que l'idéologie du progrès occidental – idéologie de maîtrise, d'exploitation et de domination – est responsable de l'utilisation de l'énergie nucléaire. C'est ce modèle de croissance visant la domination mondiale qui est la cause de la pollution et de la destruction de notre environnement. Désormais, ce modèle menace jusqu'à l'existence humaine. Ces anarchistes lient donc la lutte contre l'armement nucléaire à la sauvegarde de l'environnement (*ibid.*, 43).

Aussi, les anarchistes prennent tout de suite position en faveur de l'écologie qu'il dissocie de l'environnementalisme.

Ils distinguent toutefois l'écologie, auquel ils s'identifient, de l'environnementalisme. Le *Q-Lotté* soutient que les environnementalistes, généralement soutenus par l'État, veulent limiter les dégâts engendrés par notre société de consommation sans remettre en cause les règles du partage. Ils sont donc trop bien intégrés au capitalisme. Les militantes et militants du *Q-Lotté* se disent plutôt écologistes, car ils font une critique radicale de nos sociétés productivistes et rejettent globalement la « civilisation dominatrice ». *La Nuit* abonde dans le même sens puisqu'elle croit aux alternatives radicales et tourne le dos à la société de consommation (*id.*).

Cyr poursuit dans sa revue littéraire en constatant que l'environnement est une « priorité » pour « tous les journaux, sauf *Démanarchie* » (*ibid.*, 110) et ils « appuient ainsi plusieurs combats écologistes menés à travers le monde » (*ibid.*, 116). Ils critiquent aussi les environnementalistes, notamment Greenpeace et le Parti Vert, rappelant la futilité du « capitalisme vert » (*ibid.*, 115). L'écologie doit passer par la lutte radicale au capitalisme, à l'État et au patriarcat.

[Les] anarchistes québécois, particulièrement *Hé... Basta !*, accusent également le capitalisme d'être responsable de la destruction de l'environnement. Ils reprochent d'ailleurs aux environnementalistes de ne pas se positionner clairement contre le capitalisme et de ne pas développer d'analyse cohérente des causes de la pollution

industrielle. Pour Hé...Basta ! comme pour tous les anarchistes, les changements authentiques ne peuvent s'opérer qu'en marge de ce système, contre lui et sans espoir de réforme (*ibid.*, 168).

Dupuis-Déri poursuit avec la génération « post-Sommet des Amériques ». Des six journaux qu'il recense (*Le Trouble, Ruptures, Cause Commune, La Mauvaise Herbe, Les Sorcières et Anarkhia*) seule *La Mauvaise Herbe* aborde activement le sujet de l'écologie, discutant soit de « l'écologie au sens large, soit de l'écologisme radical, de l'anarcho-écologie, de la domination des êtres humains sur les animaux à travers la domestication ou l'élevage industriel » (Dupuis-Déri, 2006, 190). Elle fait une critique régulière et sans relâche de la Civilisation, recense et encourage les actions directes des groupes écologistes radicaux à travers le monde<sup>22</sup>.

Marco Sylvestro, sociologue et activiste libertaire, raconte son expérience au sein du groupe de cuisine Agite-Bouffe à l'UQÀM à l'automne 2006 dans un court article intitulé *Politisation du quotidien et récupération alimentaire à l'ère de la bouffe-minute* (2006), diffusé par le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K). Il tente, en se basant sur sa propre expérience et sur ses échanges avec d'autres récupérateurs-trices de nourriture, d'exposer sa compréhension de cette pratique et de la philosophie qui la sous-tend (Sylvestro, 2006, 1-2). La récupération de nourriture est associée aux mouvements dits « autonomistes », d'inspiration anarchiste et communiste, cherchant à « construire la société souhaitée 'ici et immédiatement' » (*ibid.*, 3). Le terme est dérivé de la pratique : il s'agit en fait de récupérer de la nourriture, soit dans les poubelles des commerces ou donnée librement par les commerçants. Lorsqu'elle est encore comestible, elle doit quand même être cuisinée très rapidement. Dans les groupes de cuisine (i.e. bouffe), les aliments sont cuisinés collectivement et distribués gratuitement. Sylvestro qualifie cette pratique comme étant part

[...] d'une conception de l'engagement politique qui se base sur un agencement entre quelques grandes valeurs : la protection environnementale, la convivialité, le 'do it yourself' [DIY] et l'autonomie face aux grandes corporations maîtres du marché économique. L'agencement de ces valeurs donne des pratiques et des discours enracinés dans des modes de vie contestataires, ce qui illustre d'après moi l'engagement politique au quotidien qui semble devenir une constituante de l'action

---

<sup>22</sup> Notamment, les *Animal Liberation Front* et *Earth Liberation Front*, tous deux issus d'Earthfirst!

collective contestataire actuelle (*ibid.*, 2)

Agite-Bouffe est une des nombreuses cuisines collectives autonomistes au Québec, suivant le modèle *Food not Bombs*; comparable à Dada a faim, le Collectif pour une université libre (CUL), le Collectif de Minuit et *People's Potatoes*. Leurs principaux objectifs sont de « combattre la malnutrition, la destruction de l'environnement, les inégalités économiques et l'isolement » (*ibid.*, 5) mais ils permettent aussi de « briser la solitude, de renforcer le lien à la collectivité et de faire de l'éducation populaire sur l'alimentation » (*ibid.*, 3). Il y en a eu plusieurs dans les Universités (Concordia, Laval, Sherbrooke, UQAM) mais hormis l'expérience à Concordia, l'administration universitaire « choisit la répression des étudiant-es plutôt que de prendre sérieusement en compte leurs demandes » (*ibid.*, 11). Tous les collectifs ont en commun une volonté de lier

[...] auto-organisation, alimentation, solidarité sociale et liberté. Tous ces collectifs sont pro-féministes, antiracistes, anticapitalistes et antiautoritaires. Tous fonctionnent sur un mode autogestionnaire et pratiquent la rotation des tâches, la démocratie directe et la prise de décision par consensus (*ibid.*, 6).

Pratiquement toute leur production est végétarienne ou végétalienne, ce qui est considérée comme plus écologiquement soutenable. Cette mouvance est une tentative de « vivre en cohérence avec ses valeurs, ce qui lui prescrit d'agir au quotidien en dépassant les normes dominantes » (*ibid.*, 12-13).

Dupuis-Déri souligne la naissance d'une foule de groupes écologistes radicaux et anarchistes depuis le Sommet des Amériques de 2001 (Dupuis-Déri, 2006, 190). Au Québec, il a été possible d'observer l'élargissement du mouvement anarchiste et la formation de plusieurs nouveaux groupes ayant comme priorité la sauvegarde du milieu naturel et la lutte contre diverses formes de pollution. Plus concrètement, entre la tenue du Sommet des Amériques en avril 2001 et avril 2007, nous avons recensé l'existence de quatorze<sup>23</sup> groupes écologistes radicaux dont la plupart se définissent comme étant libertaires. Il s'agit chronologiquement de la Mauvaise Herbe (2001-), Dada a faim (2002-2004), Pain, panais et liberté (2002-), Liberland (2003-), SHAC-Canada (2003-), Agite-Bouffe (2003-2006), la Terre d'Abord

<sup>23</sup> Il est possible que d'autres groupes aient existé durant cette période, étant donné la nature parfois discrète ou clandestine de ces groupes.

(2003-2005), l'Action pour une solidarité paysanne (ASP) (2003-2004), le Collectif de minuit (2004-) les Jardins de la résistance (2004-), les Jardins sans nom (2004-), le Collectif pour une université libre (CUL) (2005-), la Forêt Noire (2005-2007) et les Récoltes solidaires (2005-2006).

Au Québec, il a été possible d'observer la formation du mouvement écologiste radical. Il y eu deux festivals « Écoradicaux » (2005, 2007), plusieurs ateliers écologistes radicaux tenus dans le cadre du Festival de l'anarchie de Montréal et dans le cadre de la Journée autogérée de Québec. À Montréal seulement, nous avons vu près d'une dizaine de manifestations explicitement organisées par des groupes radicaux pour la sauvegarde de l'environnement, spécialement contre la coupe de la forêt Boréale. Il y a eu une opposition marquée au 12e Congrès forestier mondial de 2003 de Québec, où 200 manifestants masqués ont assailli les portes du Centre des Congrès avec des bâtons de bois (i.e. 2''x4''). Nous avons vu deux désobéissances civiles à Montréal, une contre le siège social de Kruger (s'opposant à la coupe forestière sur l'Île René Levasseur) et une aux bureaux de circonscription de Paul Martin à Verdun contre la construction de l'incinérateur de *Bennet Environnemental* à Belledune. D'autres événements explicitement écologistes radicaux ont eu lieu, dont une journée d'ateliers sur les alternatives écoradicales en 2004 et une journée d'atelier pour les luttes paysannes. Notons aussi l'apparition de cinq collectifs du type *Food not bombs*<sup>24</sup> et deux journaux écologistes radicaux : la Mauvaise Herbe et Terre et Liberté. On a aussi observé une diffusion accrue des journaux américains *Earthfirst!*, *Green Anarchy* et *Anarchy : a Journal of Desire Armed*. Nous pouvons aussi attester de l'existence d'une cellule du Front de libération des animaux (ALF) active à l'Université Concordia pour une courte période de temps depuis 2001.

Le mouvement a aussi été réprimé. Outre les procès des membres de Libterterre et la Mauvaise Herbe à la suite de désobéissances civiles, des membres de SHAC-Canada ont été perquisitionnés par la GRC et traînés en cour pour méfait et attroupement illégal. Le Collectif de Minuit et le Collectif pour une université libre (CUL) ont fait face à des sanctions sévères,

---

<sup>24</sup> Groupes autonomes de récupération de nourriture, cuisine collective et distribution gratuite, généralement végétarienne ou végétalienne.

l'un par l'Université Laval et l'autre par l'Université de Sherbrooke, où plusieurs de leurs membres ont été appelés en comités disciplinaires. Différentes autorités ont tenté de restreindre leurs activités, notamment la police et les gardiens (i.e. *gardas*) d'université.

Actuellement, l'écologie radicale au Québec est très peu connue, tant des médias, du milieu académique que de la population en général. D'une part, il y a effectivement peu d'individus et de groupes qui s'y associent comparativement à l'ensemble de la population, et la plupart sont concentrés à Montréal ou en périphérie de Montréal. D'autre part, les groupes environnementaux sont beaucoup plus nombreux, détiennent plus de membres, de ressources et de portée médiatique – au point d'exclure les « autres formes » d'action environnementale par leur seule omniprésence. Ensuite, la plupart des groupes écologistes radicaux s'opposent aux médias de masse. Souvent, ils ne cherchent pas à être connus par un plus grand bassin – la population locale (étudiante, villageoise ou militante) et les médias alternatifs (Centre des médias alternatifs du Québec, par exemple) leur suffisent. Pour certains des groupes qui ont participé à mon étude, la participation à cette recherche constituera leur seule exposition « publique ». Enfin, j'ai déjà mentionné que peu de chercheurs au Québec s'intéressent à la fois aux aspects sociaux et politiques de l'écologisme ainsi qu'aux pratiques informelles et subversives – facteurs qui contribuent à laisser ce sujet dans l'ombre.

## 1.2 Problématique et questions de recherche

Mon étude trouve sa pertinence à plusieurs niveaux d'analyse. À cet effet, j'entends démontrer que l'écologie radicale, quoique marginale et méconnue, est bien présente au Québec. Cette étude constitue la première qui tente de décrire qualitativement le phénomène pour la période entre 2001 et 2007.

Du point de vue scientifique, il peut être intéressant d'aborder les thèmes de l'environnementalisme et de l'écologie sous l'angle des sciences sociales. Au Québec, il semble que l'étude de ces thèmes soit monopolisées par les sciences physiques et technologiques, où nombre de spécialistes en environnement se rangent en tant que biologistes, experts en télédétection, ingénieurs de toute sorte, aménagistes, urbanistes et

planificateurs de tout acabit. La question de l'environnement est envisagée surtout du point de vue quantitatif, où l'acquisition de savoirs techniques et l'accumulation de données statistiques consistent en la seule expertise possible. Cette division est d'autant plus visible dans mon champ disciplinaire : la géographie physique rassemble la plupart des intéressés aux problématiques environnementales alors que la géographie sociale (ou humaine), du moins au Québec, ne dénombre aucun intéressé.

Ce sont les mêmes spécialistes qui quantifient la crise écologique globale (i.e. réchauffement climatique) qui sont reconnus comme conseillers de réorganisation plus « environnementale » de la société. Par exemple, quiconque porte attention verra que plusieurs des figures populaires notoires quant aux problèmes environnementaux ne sont pas issus des sciences sociales. Pensons à David Suzuki (généticien), Hubert Reeves (astrophysicien) et Al Gore (bachelier en administration publique) ou au Québec, Richard Desjardins (auteur/compositeur/interprète), Scott McKay (M. Sc. sciences environnementales), Mikaël Rioux (guide plein-air, diplôme collégial en tourisme), Dimitri Roussopolos (économiste) et Steven Guilbault (majeure en science politique).

Pourtant, il n'est pas particulièrement scandaleux d'énoncer sans l'ombre d'un doute que la société humaine est à l'origine de *tous* les problèmes environnementaux. La lutte concernant la sauvegarde de l'environnement passe avant tout au niveau des causes du problème, qui résident nécessairement dans la sphère sociale. J'argumente qu'il est important, du point de vue scientifique, d'aborder l'écologie par les sciences sociales afin de mieux mettre en lumière les fondements de la crise environnementale qui résident dans l'organisation sociétale.

De plus, je crois qu'il est utile de faire connaître et d'analyser les groupes écologistes radicaux pour le mieux-être de la société, au sens où l'étude de discours, stratégies et pratiques sociospatiales peut enrichir notre compréhension, non seulement du problème de la crise écologique globale mais aussi des solutions possibles aux problèmes qui en découlent. L'étude de groupes exclus et marginalisés interpellant directement les notions de propriété, de mode d'habitation apparaît comme une bonne piste de réflexion pour la géographie

sociale. Les éléments contestataires du système néolibéral, de l'État et de la culture dominante offrent le potentiel d'un regard émancipateur sur le monde dans lequel nous vivons, ainsi que sur les expériences actuelles de transformation du rapport d'habitant à habitat. Dans l'étude des rapports qui lient espace, individus et société peuvent être révélés de nouveaux aspects de l'interface société/nature. Le fait d'appréhender les pratiques, discours et représentations sociospatiales des écologistes peut permettre l'émergence de débats sur la question du changement social et politique nécessaire face aux problèmes environnementaux auxquels nous devons répondre impérativement.

Dans cette étude, je tente d'éclairer la façon dont les groupes écologistes radicaux québécois perçoivent leur rapport au territoire (montréalais, québécois, mondial, etc.) en analysant leurs discours, leurs pratiques et leurs stratégies via la qualification, l'interprétation et l'échelle de leurs actions par rapport à quatre dimensions du territoire: matérielle, idéelle, vécue et politique. La contestation sociospatiale, la réappropriation (*squat*) de lieux et la subversion de structures établies (médias, entreprises, lois, etc.) sont toutes des priorités pour ces écologistes. La notion d'habiter y est abordée directement, visant à requestionner les modes de production et de consommation, ainsi que le mode perceptuel et représentatif de l'habitat, tant urbain que rural, naturel ou bâti. Je cherche donc à comprendre comment, en tant qu'acteurs, ces groupes considèrent leurs rapports au territoire, à la nature, aux lieux et non-lieux, aux institutions, médias, organismes non-gouvernementaux, autorités en place, etc. Ma démarche est avant tout exploratoire, puisque cette étude est la première à porter sur l'ensemble des écologistes radicaux dans la province. Mon approche est qualitative et déductive.

Deux questions animent cette recherche. D'une part, je veux sonder la cohérence de la praxis de ces groupes à la lumière de la géographie sociale, en comparant de manière synchronique la qualification cognitive de leurs représentations sociospatiales avec la particularité de leurs pratiques, de leurs actions et de leur rapport au territoire. Je veux savoir en quoi leur pratiques et stratégies convergent ou divergent de leur discours et cerner la cohérence entre ces dimensions organisationnelles. Ce travail d'analyse pourrait permettre de saisir la praxis en cours dans sa forme présente, ce qui la qualifie, si elle est explicite ou implicite

(dans le langage), complète ou incomplète à travers leurs discours, stratégies et pratiques et voir ce que cette cohérence ou incohérence peut signifier pour les groupes en question. Il ne s'agit pas de tracer un portrait arbitraire de leur histoire, plutôt d'observer leurs succès et leurs difficultés pour trouver quelques pistes de réflexion et autres sources d'inspiration quant aux rapports que la société entretient avec la nature.

Deuxièmement, j'analyse la place de ces groupes au sein du mouvement vert plus large et le regard que les écologistes radicaux ont du mouvement vert. Je souhaite voir si leur « radicalisme » comporte une conceptualisation géographique dans leur interprétation de l'écologie qui puisse en soit être une critique du mouvement vert. Il s'agit à cette fin de synthétiser et analyser leurs positions et critiques pour tenter de trouver quelques éléments méritant d'être soulignés et ouvrir un débat sur l'avenir du militantisme « vert ». Je prends comme prémisses que les écologistes radicaux, avec leurs ressources, mobilisation et popularité moindre ont un rapport à l'espace et au territoire qui diverge des groupes environnementalistes qui ont plus de moyens.

### 1.3 Hypothèses de recherche

Premièrement, je crois que les groupes écologistes radicaux entretiennent des rapports généralement séculaires avec l'espace et le territoire, signifiant que leur façon d'habiter, ainsi que leur façon de s'incarner en tant qu'acteurs du changement, est inégale, hésitante et ponctuée de fragmentations organisationnelles, ce qui révèle, à la base, une « angoisse territoriale » irrésolue. Cette assertion signifie que, hypothétiquement, les acteurs ne prennent pas rationnellement en charge la réalité du territoire qui leur sert de cadre d'action. L'abstraction serait alors leur mode ultime d'appréhension du territoire et des conflits qui le parcourent et serait alors la principale source de leur motivation à discourir et à agir.

Ma seconde hypothèse est que les discours et les stratégies des groupes radicaux sont généralement cohérents mais ne s'alignent pas de façon cohérente avec les pratiques en cours, ce qui témoignerait d'une praxis incomplète. Tout le défi se résumerait alors à réconcilier ce hiatus, ce qui relève d'une inadéquation des espaces perçus, vécus et produits par les acteurs.

Je m'attends à ce que les groupes radicaux présentent des rapports territoriaux essentiellement « identitaires », visant l'affirmation et l'expression (contre)culturelle plutôt que des constructions matérielles et politiques à long terme. La « radicalité » de leur discours, de leur occupation et de leur réappropriation de l'espace se déroulant de façon symbolique, les groupes radicaux seraient donc en « résistance territoriale » et leur critique du mouvement large viserait précisément la transition de résistance à transgression, c'est-à-dire un refus croissant de l'ordre établi et la constitution d'une situation révolutionnaire où les changements souhaités peuvent prendre place.

Ma troisième hypothèse veut que ces groupes se révèlent être une forme potentiellement subversive et discordante à l'intérieur d'un mouvement social plus large ayant établi des relations de pouvoirs avec une multitude d'autres types d'acteurs dotés de pouvoir coercitifs. Une marge de manœuvre plus grande due à leur affranchissement des exigences médiatiques, de l'électoratisme ou du support étatique, leur permettrait de formuler une critique dialectique de l'environnementalisme en général<sup>25</sup>, ce qui les distinguerait nettement du réseau de relations formelles des nombreuses institutions traitant d'environnement au point de les opposer diamétralement. Le « radical » serait plus constituant que l'« écologie » : la subversion de l'ordre social serait prévalente aux valeurs génériques de l'environnementalisme.

---

<sup>25</sup> Ou « mouvement vert » élargi, expliqué au chapitre 2 – qualifié par une approche managériale à la crise écologique globale, l'institutionnalisation des groupes opposés à la pollution, le lobbying des corporations et gouvernements en faveurs de normes législatives plus respectueuses de l'environnement, etc.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Dans ce chapitre, j'explique les emprunts théoriques et le cadre d'analyse qu'ils m'ont permis de construire. Je parcours les contributions des géographes anarchistes Reclus et Kropotkine, mes emprunts de la géographie critique, la géographie humaniste et la sociologie des mouvements sociaux. Ces emprunts me permettent de déduire et d'appliquer quatre dimensions du territoire qui me servent de variables pour l'analyse des groupes écologistes radicaux (voir le tableau 2.3).

Par la suite, j'explique la distinction entre l'environnementalisme et l'écologie radicale et je tente de décrire chacune de ces parties du mouvement vert. Puis, j'approfondis la théorie et la pratique de l'écologie radicale en décrivant ses trois courants : l'écologie profonde, l'écologie sociale et la critique anti-civilisationnelle. Après, je défends la position selon laquelle la géographie sociale, avec son bagage conceptuel critique hérité notamment de ses fondateurs anarchistes, constitue une sous-discipline apte à appréhender le phénomène complexe de l'écologie radicale. Je soutiens cette position en trois arguments. Premièrement, je vais distinguer l'écologie radicale du reste du mouvement social « vert » en traçant l'historique des deux tendances et en opposant leurs discours. Deuxièmement, je vais démontrer que le socialisme radical est l'une des principales constituantes aux origines de la géographie sociale. Troisièmement, je tente un rapprochement épistémologique entre la géographie sociale et l'écologie, en centrant mes propos sur la géographie critique et l'écologie radicale afin de démontrer que plusieurs de leurs préoccupations centrales sont similaires, spécialement la conception de la propriété et la tension de l'interface société-nature. Je terminerai cette démonstration en concluant que la géographie sociale est plutôt disciplinaire tandis que l'écologie radicale est plutôt militante, et en démontrant que cette première constitue une assise théorique et conceptuelle apte à appréhender les discours, stratégies, pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux.

Finalement, j'explique ma démarche méthodologique quant à l'identification des groupes, la

rencontre des répondants et la collecte de données.

## 2.1 Contributions théoriques

Mon cadre théorique est construit en plusieurs niveaux. J'emprunte à trois courants théoriques : la sociologie des mouvements sociaux, la géographie humaniste (dont la géographie cognitive qui en fait partie) et la géographie radicale, aussi appelée géographie critique.

À la géographie critique, j'emprunte la dialectique du pouvoir propre à la construction et la représentation sociospatiale, la critique de l'urbanité et de l'idéologie, l'étude de différentes luttes spatiales et territoriales contre la domination (Harvey, 1982, 1985; Cresswell, 1996; Peet, 1998; Blunt et Wills, 2000; Peet et Watts, 2004).

À la géographie humaniste, j'emprunte les dimensions explicites de l'espace socialement construit, les dimensions idéelle, vécue, matérielle et politique de l'espace, les notions de territoire et territorialité (Raffestin, 1980 ; Bailly, 1995; Di Méo, 1998; Lévy 1991; Lévy et Lussault, 2000)<sup>26</sup> et les notions de perception et représentation, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances selon lesquelles l'individu reçoit l'information sensorielle de son propre espace et l'extériorise (Paulet, 2002; Lazarotti 2006; Dokic, 2003; Clapin, 2004; Bailly et Al, 1995).

À la sociologie des mouvements sociaux, j'emprunte le paradigme de l'identité issu de la tradition européenne des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1973, 1974; Castells, 1997), puis la théorie de l'acteur rationnel et de la mobilisation des ressources (Canel, 1997 ; Crossley, 2002 ; Tilly, 2004).

---

<sup>26</sup> On pourrait argumenter que Raffestin, DiMéo et Lévy ne font pas partie du courant de la géographie humaniste parce que trop influencés par le marxisme et le matérialisme historique. Ils sont cependant retenus comme tels dans mon étude parce que leurs influences contiennent aussi (et à mon sens, surtout) des conceptions humanistes. De plus, ces auteurs sont beaucoup moins explicites dans leur apport « critiques » que le sont d'autres géographes critiques auxquels j'ai emprunté certains éléments théoriques, comme Blunt, Wills, Peet, Watts, Harvey et Cresswell, qui dans leurs idées confrontent clairement le capitalisme et l'étatisme.

### 2.1.1 Aux origines : Reclus et Kropotkine

Certes, les différents courants à l'intérieur du mouvement « vert » proposent des analyses et réflexions qui peuvent varier, voire s'opposer. Ils constituent, d'emblée, une nébuleuse discursive difficile à saisir. C'est à partir de cet instant que le sujet d'étude – l'écologie radicale – se distingue et peut être mise en relation avec le champ disciplinaire de mon analyse : la géographie sociale, plus précisément la géographie critique.

Je tenterai donc un rapprochement épistémologique entre le socialisme radical et la géographie sociale, l'écologie radicale et la géographie critique. Je vais démontrer que le socialisme radical était une des principales constituantes aux origines de la géographie sociale, puis du développement de la géographie critique, après quoi je poursuis mon argumentation en centrant mes propos sur la géographie critique et l'écologie radicale afin de démontrer que plusieurs de leurs préoccupations centrales sont similaires, spécialement la conception de la propriété et la tension de l'interface société-nature.

C'est un fait relativement admis que les géographes anarchistes Élisée Reclus (1830-1905) et Pierre Kropotkine (1842-1921) sont les fondateurs de la géographie sociale (Purchase, 1997, 45-65) ayant été les premiers<sup>27</sup> à intégrer l'analyse sociale en rapport à la construction, l'organisation et la représentation de l'espace. Cette assertion peut être vérifiée en parcourant l'ensemble de leurs œuvres, tant géographiques que militantes – une même préoccupation les rejoint : celle d'harmoniser l'environnement naturel et la société humaine. Tous deux sont membres de la Première Internationale, chacun exilés et emprisonnés.

Élisée Reclus était français. Il devient géographe en Allemagne sous Ratzel, son professeur. Il a probablement été le géographe le plus prolifique de tous les temps (*ibid.*, 46). Sa *Nouvelle Géographie Universelle* compte dix-neuf tomes à elle seule, sans parler des autres œuvres

---

<sup>27</sup> Quoique Ratzel et Vidal de la Blache avaient déjà intégrés des éléments « humains » dans leurs recherches, comme la répartition de la population et quelques spécifications biogéographiques, celles-ci étaient plutôt d'ordre économique et cherchaient plutôt à recenser certains phénomènes spatiaux plutôt qu'en comprendre les causes sociales (Veyret, 1993, 4).

qu'il publia, dont *La Terre* (1869) et son œuvre maîtresse *L'Homme et la Terre* (1905).

Reclus' vision of the Earth was an expansive and all-embracing vision of a future world harmony based upon the regional reintegration of humankind with nature. Accordingly, the Earth was composed of a globally-integrated patchwork of distinct and self-organizing ecological regions and ecosystems. The only way for humankind to achieve lasting and enduring security was to adjust its activities – art, industry and culture – toward the improvement and embellishment of nature and to the needs of the immediate surrounding natural environment. Reclus was interested in the Earth as the home of the human species. In particular, what humankind had done to both destroy and improve upon nature, throughout all time and in every geographical region of our planet (*ibid.*, 46-47)

Anarchiste de conviction et reconnu comme un des plus grands théoriciens de cette pensée, Reclus pris part à l'insurrection de la Commune de Paris en 1871, où plus de trente-cinq mille communards furent massacrés par le gouvernement de Versailles. Sensible à la cause des femmes et des paysans, il fut aussi un des premiers à reconnaître le lien centre-périphérie opposant le développement de la ville et celui des campagnes, où le capitalisme accroît les inégalités :

L'œuvre multiple des villes, pour le bien et pour le mal, se préfigure dans les passions et la volonté des gens fuyant la campagne ou les petites villes pour trouver une vie plus ample, parfois l'étiollement et la mort, dans une grande cité. [...] il faut compter ceux – et ils sont légion – qui sont amenés vers les centres de population et déposés comme des alluvions qu'entraîne le courant pour les abandonner sur ses plages : les paysans évincés de leur lopin de terre [...] ceux qui, obéissant à des maîtres ou bien au maître le plus impérieux, la nécessité économique, grossissent forcément la population urbaine (Reclus 1905, 200-201).

Le lien entre les inégalités sociales et l'équilibre des écosystèmes tel que représenté par Reclus est plus explicite dans cet extrait, rapporté par Graham Purchase dans *Anarchism and Ecology* (1997), lorsque Reclus affirme que

What factors contributed to the beauty of degradation of nature, perhaps, is a futile question to the so-called unsentimental soul but, nonetheless, it is of prime importance. The development of humanity is intimately tied to the natural environment. A hidden harmony exists between the Earth and the people it supports and when imprudent societies strike a blow at what is beautiful in their domain they have always been sorry for it. There, where the land turns to ugliness, where poetry – all poetry – disappears, imaginations are enslaved, the spirits impoverished and servility seizes upon the souls and predisposes them to torpor and death (Reclus, 1905, dans Purchase, 1997, 49).

Cette analyse, quoique lyrique, illustre aussi bien l'amour de Reclus pour la nature que son mépris de la servitude. Pour lui, une société répressive ne va pas respecter l'environnement naturel qui lui permet pourtant de survivre. Ce lien est tacite. En ce sens, l'être qui aime la Terre « sait que l'enjeu est de la préserver » (*ibid.*, 51). Pour choisir ses actes, il faut avant tout être libre : c'est selon cet axe qu'Élisée Reclus dévoue la majeure partie de sa vie à la Révolution sociale libertaire. Il a été camarade de révolutionnaires comme Michael Bakounine et James Guillaume.

Quant à lui, Pierre Kropotkine (de son nom russe Piotr Kropotkin) reçoit son éducation en tant que page durant le régime du Tsar Alexandre II, puisqu'il était de sang noble, d'où son titre fréquent de « Prince Anarchiste ». Contrairement à Reclus, il a renoncé tôt à sa carrière de géographe pour se dévouer entièrement à la Révolution sociale. Tous ses écrits reprennent pourtant certaines préoccupations géographiques, et quelques-unes de ses œuvres, tel *La conquête du pain* (1906) et *l'Entraide*<sup>28</sup> (1900) ont comme principal sujet la réorganisation de la société selon des valeurs égalitaires, communales et paysannes en harmonie avec la nature.

À une époque où la population russe est peu urbanisée, Kropotkine se penche beaucoup sur la paysannerie comme sujet révolutionnaire. Ayant fui l'emprisonnement en Russie après 1876, il passe la majeure partie de sa vie en Europe, notamment dans le Jura où il devient ami de Reclus. Toujours sensible à la question de l'agriculture, il étudie l'agriculture urbaine dans Paris et les techniques de jardinage de la classe ouvrière, où il conclue qu'un rééchelonnement des activités industrielles et agricoles en différentes localités – c'est-à-dire en biorégions – est nécessaire pour harmoniser les forces productives (Purchase, 1997, 64-65). Il argumente dans *La conquête du pain* contre les rapports de dépendance centre-périphérie en stipulant que l'espace urbain doit aussi être un lieu viable écologiquement : « The large towns, as well as the villages, must undertake to till the soil. We must return to what biology calls the integration of functions [...] the taking up of it as a whole – this is the course followed throughout nature » (Kropotkine, 1906, 99).

---

<sup>28</sup> Considéré par plusieurs comme l'anti-Darwin.

Il s'oppose à la répartition inégale des connaissances et du capital, considérant que les paysans, l'unité de base de production de la société, sont maintenus en servitude par le centre.

Il blâme également la :

[...] concentration des immeubles entre les mains des plus riches et le développement toujours croissant d'un prolétariat des campagnes, les lourds impôts dont les États écrasent l'agriculture, l'introduction dans l'agriculture de la grande production industrielle à la machine [...] (Kropotkine, 1978, 120).

Kropotkine, qui a été blâmé pour être trop enthousiaste face au progrès technologique, est toutefois critique de l'industrialisation et sous-tend qu'une société libérée dans la Révolution aura bien le loisir de déterminer elle-même de ses modes de production. Dans un recueil d'articles parus dans *Le Révolté*, il avance qu'il

[...] faudra encore savoir si tel atelier, telle usine, produisant des instruments perfectionnés d'instruction ou d'abrutissement, a sa raison d'être; si le champ doit être parcellé ou non, si la culture doit se faire comme chez les barbares il y a quinze cent ans, ou si elle doit se faire en vue de donner la plus grande somme de produits nécessaires à l'homme. C'est toute une période de transformations à traverser (Kropotkine, 2001, 280).

Les géographes anarchistes sont considérés par certains les des premiers écologistes puisqu'ils ont démontré, à travers leurs œuvres, que la Terre est un environnement vivant et dynamique où la structure sociale, économique et politique de la société humaine et les actions qui en découlent ont des répercussions directes (positives et négatives) sur la Nature (Giblin, 1982, dans Reclus, 1982, 65).

### 2.1.2 La géographie critique

La géographie radicale, qui est aussi désignée en tant que géographie critique, est dormante jusque vers la fin des années 1960. À ses débuts, elle se développe autour d'auteurs tels que Bunge, Harvey, Peet, Lefebvre – clairement marxistes, contrairement aux premiers géographes radicaux qui « utilisèrent peu les concepts marxistes » (De Koninck, 1998, 188).

Les inégalités sociales qui se traduisent dans l'espace sont leur principal objet d'étude. La géographie critique emploie la méthode discursive dialectique propre au matérialisme

historique, cherchant à « expliciter comment les contradictions dans la structure des sociétés engendrent un effet créateur [...où] tout phénomène nous renvoie ainsi aux rapports de production (moyens de production, force de travail) et de reproduction des rapports sociaux (Bailey et Béguin, 2001, 27) ».

Rodolphe de Koninck propose une définition ouverte de la géographie critique. Selon lui, elle ne constitue pas un ensemble théorique systémique ni une sous-discipline en tant que telle, mais plutôt « une démarche, un point de vue » (De Koninck, 1998, 185) fortement empreint de concepts marxistes (*ibid.*, 194) cependant capable de se distancer épistémologiquement du marxisme, en utilisant une méthode dialectique opérationnelle conservant un contenu critique et révolutionnaire (*ibid.*, 185-188).

Cette distinction est primordiale. Toute pensée critique n'est pas marxiste. Karl Marx n'a pas inventé le raisonnement dialectique, ni l'étude des inégalités ou de la propriété. Pour n'en nommer que deux, les anarchistes Proudhon (1840, 1846) et Stirner (1843) avaient déjà, avant lui, construit une théorie critique complexe et radicale portant explicitement sur le projet révolutionnaire.

Ceci dit, on ne peut ignorer la contribution des géographes marxistes au corpus de la géographie radicale. La construction du territoire est analysée en termes de rapports de force, de contradiction : la matérialisation du système capitaliste. Il s'agit d'une tentative d'expliquer l'espace géographique en montrant les constructions territoriales comme conséquences de la structure idéologique, sociale et économique dominante.

À cet effet, David Harvey est certainement l'auteur le plus influent du courant de la géographie critique. Se ralliant à la position de Henri Lefebvre, il argumente que le capitalisme a survécu au 20<sup>e</sup> siècle en produisant de l'espace : un espace de plus en plus urbanisé (Harvey, 1985, 251) où la classe dominante contribue, via l'aménagement de l'espace et de l'environnement (soit d'hébergement convenable, soit de ghettos ouvriers) au contrôle social permettant d'assurer une main d'œuvre docile, mettant l'accent sur « the meaning of a use value in the built environment for labor in a certain way » (*ibid.*, 52). Les

constructions matérielles de l'espace – maisons, magasins, usines, routes, etc. sont produites en tant que commodités (Harvey, 1982, 331) et, façonnant l'environnement, organisent l'espace, non pas pour harmoniser l'environnement et la société, mais pour faciliter les rouages du capitalisme et pour réguler ses contradictions inhérentes. Cette assertion, quoiqu'elle puisse paraître évidente, constitue la base de la théorie géographique critique.

La géographie critique est une théorie critique. En ce sens, elle se concentre beaucoup sur les notions d'idéologie et de praxis. Ces deux notions sont importantes dans l'étude des groupes écologistes radicaux afin d'approfondir la formulation de leurs idées et représentations en portées stratégiques et l'articulation de ces mêmes stratégies dans le territoire.

Par idéologie, entendons une structure logique d'idées, basée sur un certain nombre de prémisses (paradigmes) dont l'articulation est traduite et à son tour produite par le discours. Le langage lui sert de substrat et de mode de projection (Zerzan, 1999, 33). De façon plus explicite, l'idéologie constitue et organise la façon qu'ont les humains de vivre en tant qu'initiateurs conscients et réflexifs d'un monde structuré et sensé. Elle agit à trois niveaux : elle définit ce qui existe et ce qui n'existe pas, ce qui est bon, juste et approprié et ce qui ne l'est pas, et ce qui est possible et impossible. Elle est le « sens commun » revendiqué par l'acteur (Cresswell, 1996, 132). C'est dans son domaine, l'idéal, que « se forment les représentations » (Di Méo dans Lévy et Lussault, 2000, 43).

La difficulté d'appréhender l'idéologie repose dans son apport inconscient et omniprésent : nous vivons dans un monde signifié et personne ne peut être complètement objectif, complètement détaché du contenu idéologique de son être en pensée et en action, comme le remarque Adorno :

[l'idéologie] est subrepticement présente dès qu'on pose à la base quelque chose de premier, quel que soit son contenu, dans l'identité implicite du concept et de la chose, une identité qui justifie le monde, même quand on enseigne sommairement la dépendance de la conscience à l'égard de l'être (Adorno, 1966, 56).

La praxis, d'un autre côté, cherche à incarner une certaine portée idéale dans le réel, amenant aux idées une « conséquence pratique de la théorie » qui ne soit pas « autosuffisante dans la

sphère du penser » (Adorno, 1966, 518-519). La praxis pourrait donc être considérée comme l'unité dynamique de la théorie et de la pratique (i.e. philosophie et activisme dans Scarce, 1993, 32). L'idée ou le principe est intégré à l'expérience vécue du quotidien par un cycle autoréflexif de l'action, qui se révisé au fur et à mesure du temps et des activités. Cependant, la praxis sous-tend que le mouvement, c'est-à-dire le moyen, transporte déjà en soi toutes les qualités de la fin, celle-ci n'étant atteinte qu'à la réconciliation du schisme.

Contemporary protest focuses on *the action of the individual* rather than looking to hierarchical organisations that are tied up in established channels of protest; it focuses on *the immediate*, on action rather than words; and it is associated with *new social spaces* of organisation (Blunt et Wills, 2000, 29)

À cet effet, la praxis repose nécessairement dans les sphères les plus intimes (et irréductibles) de l'individu socialisé: le quotidien et le local. Le quotidien encadre le lieu où le sujet s'appréhende comme un tout, là où la praxis est la plus concrète, où se retrouvent les critiques les plus valables et les plus radicales de la totalité (Comeau, 1987, 120). Le local contextualise l'action, avec ses micros épisodes de la vie quotidienne, ses enracinements dans des milieux ou des contextes concrets, ses pratiques inhérentes à la définition même du lieu (Lévy, 1991, 147). La résistance y prend son cours en tant qu'acte de conscience tentant d'enfoncer « ce qui est établi » (Adorno, 1966, 29). Le local est aussi là où se constitue le lieu<sup>29</sup>, espace particulier et signifié qui nourrit aussi notre identité (Bédard, 2006, 409) et « régule notre sentiment d'appartenance » (*ibid.*, 413).

Les individus interagissent entre eux sous un mode simultané de « relation pratique et idéale à l'espace » qui « contribue grandement à forger celui-ci » (Lévy et Lussault, 2000, 22-23). Cette union - la praxis - est donc productrice de représentations sociospatiales du territoire dans la mesure où elle est partie intégrante de la culture idéale, au même titre que les

[...] mœurs, des habitudes et des routines, des comportements traditionnels ou modernistes du quotidien, des savoir-faire techniques et économiques, des genres de vie et des rapports sociaux développés dans le cadre de la famille, du travail, du voisinage, des cercles amicaux, etc. (Di Méo, 1996, 73)

<sup>29</sup> L'échelle du lieu varie selon le lieu. Il n'y a pas de consensus dans la géographie quant à la limite scalaire du lieu, mais les références qui y sont faites oscillent généralement autour du local.

### 2.1.3 La géographie humaniste

La géographie humaniste accorde beaucoup d'importance aux notions de territoire et de territorialité. Ces deux notions sont construites à partir de l'espace même. Le territoire est compris comme « l'ensemble des relations de position existant entre des unités sociales, matérielles (hommes, objets) ou immatérielles (relations, organisations) » (Lévy *et al.*, 1991, 207). Si l'espace réel en tant que tel est le substrat, le territoire est un canevas calqué « par-dessus » l'espace – approprié, construit, signifié – selon Raffestin :

[Le territoire est] généré à partir de l'espace, il est le résultat d'une action conduite par un acteur syntagmatique (acteur réalisant un programme) à quelque niveau que ce soit. En s'appropriant concrètement ou abstraitement (par exemple, la représentation) un espace, l'acteur 'territorialise' l'espace. [...Il] est un espace dans lequel on a projeté du travail, soit de l'énergie et de l'information, et qui, par conséquent, révèle des relations toutes marquées par le pouvoir. L'espace est la 'prison originelle', le territoire est la prison que les hommes se donnent (Raffestin, 1980, 129).

Son identification implique une grande part de décryptage des structures qui les sous-tendent. La définition plus large du territoire est « l'expression globale du spatial, du social et du vécu, comme une temporalité plus ou moins fragile, comme la rencontre du signifiant et du signifié, du matériel et de l'idéal » (Di Méo, 1996, 275). Cependant, pour aborder la réalité il est nécessaire de repérer les « frémissements de sens » (*id.*), c'est-à-dire les conflits qui parcourent ses sociétés, discours et récits de toutes sortes.

Cette façon dont le territoire est expérimenté constitue, en fait, la territorialité, comme « multifonctionnalité du vécu territorial par les membres d'une collectivité, par les sociétés en général » (Raffestin, 1980, 143), constituée de « relations médiatisées, symétriques ou dissymétriques avec l'extériorité » (*ibid.*, 145). Sa formation,

[...] en tant que représentation complexe et multiscalaire, correspond à la production d'un schème, d'une structure mentale au sens de Piaget. Elle se nourrit d'abord d'informations sensorielles et conceptuelles, puisées dans l'idéologie sociale ambiante (territoriale donc), mais aussi dans l'expérience pratique et personnelle du monde qui caractérise chacun de nous. C'est en quelque sorte la phase d'*assimilation* des valeurs territoriales. Bien entendu, elle ne s'opère que dans la mesure où l'individu dispose déjà d'une collection de schèmes mentaux propres à accueillir et à assimiler de telles informations, schèmes construits dans l'enfance et continuellement modifiés, socialement établis donc, transformés au gré des circonstances de la vie.

(Lévy et Lussault, 2000, 44)

Ses mises en œuvre, la territorialisation, la déterritorialisation et la reterritorialisation (TDR), sont aussi des processus de transformation ou de régulation pour des sociétés en crises organisationnelles, sociales et spatiales, parfois sous forme de transgression en « réaction à la topographie du pouvoir. » (Cresswell, 1996, 175). Le territoire est « enraciné dans les pratiques du quotidien, son double rôle (politique) de référent identitaire et de médiateur des rapports sociaux » (Di Méo, 1998, 48). Puisqu'ils sont quotidiens, les conflits qui y naissent sont situés sociospatialement : ils constituent des « relations de pouvoir qui relèvent d'une géographie immédiate » (Raffestin, 1980, 243). Cresswell pousse plus loin la notion de territorialité discordante, par la réception négative révélatrice de limites :

Une façon d'illustrer la relation entre le lieu et le comportement est d'observer comment ces comportements sont jugés comme étant inappropriées dans un sens particulier – littéralement, comme des actions qui n'ont pas leur place [ou lieu d'être]. Il est de mon avis que ces actions révèlent, dans le quotidien, le sens commun [normal] des relations entre les lieux et le comportement [...] les actes de transgression suscitent des réactions qui révèlent ce qui était préalablement considéré normal et sensé. Le moment de la transgression marque le changement entre le pouvoir du lieu (non questionné et non-dit) sur le comportement pris pour acquis à une orthodoxie officielle concernant ce qui est propre et ce qui ne l'est pas – ce qui est à sa place et ce qui n'est pas à sa place. (Cresswell, 1996, 10)

Afin de mieux comprendre le territoire et la territorialité, il faut comprendre comment les individus les perçoivent et les représentent. Il s'agit là de l'instant initiateur de toute construction socio-spatiale, l'étude de la subjectivité étant « indispensable pour comprendre l'organisation de l'espace » (Paulet, 2002, 5). En tant que processus par lequel le perçu (sensoriel, selon l'individu, la situation et la culture) est interprété, jugé, mémorisé et catégorisé, la représentation est l'extériorité du monde intériorisé chez le sujet : l'imaginaire de l'espace objectif, témoin de l'adaptation ou de la mésadaptation des individus et de leur interactivité avec la réalité, centré « autour d'un 'ici' absolu » (Dokic *et al.*, p. 126).

La perception, « acte instantané » (Paulet, 2002, 7), procède comme « une sorte d'échantillonnage, en n'appréhendant pas tous les points ou micro segments de la figure, mais en choisissant et en tirant au sort » (Piaget, 1967, 7), en triant, arbitrant et chiffrant les messages qui proviennent de l'environnement (Paulet, 2002, 7). La perception est une

expérience, avant tout, qui n'est pas médiatisée consciemment, mais inconsciemment, par tous les filtres subjectifs qui sont eux-mêmes modifiés d'anciennes perceptions ayant orientées substantiellement la sensibilité de l'individu, « elle l'enrichit indirectement en indiquant dans quelle direction il s'agit de percevoir et par conséquent comment faire pour percevoir plus complètement et parfois même plus exactement (*ibid.*, 24) ». Heelan souligne que la perception doit être considérée comme un acte de connaissance brute.

Perception at the level of the natural attitude is a species of direct knowing of real objects or their sensitive qualities, mediated by specific structures in the physical environment, by *knowledge*. I mean roughly [...] warranted true belief (Heelan, 1983, 131).

La représentation, qui est en fait le résultat combiné de la perception et de l'inférence symbolique, consiste alors

[...] soit à évoquer des objets en leur absence (différence essentielle avec la perception), soit à enrichir la stricte connaissance perceptive par des considérations et des connotations émanant du couple intelligence-imagination. La représentation traduit donc une perception modelée par la psyché. Elle peut aussi concerner un objet, y compris spatial, totalement imaginaire ou rêvé (Di Méo, 1991, 123).

Elle est productrice d'espace, dans la mesure où elle « reconstruit l'espace de vie et le dépasse, brise ses frontières pour le hisser jusqu'aux sphères de l'imaginaire, du rêve, de la mémoire et des concepts » (Di Méo, 1991, 125). Ce sont ces « frémissements de sens » introduits par la traduction des perceptions spatiales qui inspirent les conflits – confrontations, transgressions, résistances – qui appellent à la réorganisation et expriment,

[...] même lorsqu'elle n'est pas tracée, cas fréquent, [...] la relation qu'entretient un groupe avec une portion d'espace. L'action de ce groupe génère immédiatement la délimitation. Si tel n'était pas le cas, l'action se dissoudrait purement et simplement. L'action étant toujours commandée par un objectif, celui-ci est aussi délimitation par rapport à d'autres objectifs possibles. (Raffestin, 1980, 138)

Guy Debord a souligné l'importance de l'idéal à l'ère de la « contraction » de l'espace (Yearly, 1996, 5), en remarquant que la « société qui supprime la distance géographique recueille intérieurement la distance, en tant que séparation spectaculaire » (Debord, 1967, 5), signifiant que l'espace n'est pas uniquement expérimenté de façon immédiate, mais aussi structurée cognitivement dans l'esprit humain, qu'il soit replié sur soi où en constant mouvement : « être saisi ou transporté par la beauté d'un paysage, avoir peur d'être ici ou là,

etc. sont autant de ses manifestations chez chaque habitant ainsi, directement, mis en cause » (Lazzarotti, 2006, 92). La représentation sociospatiale permet de comprendre un apport, un champ de l'identité, dont l'approche géographique peut être considérée « comme le rapport de soi à soi qui passe par le monde » (*ibid.*, 91).

#### 2.1.4 La sociologie des mouvements sociaux

D'un autre côté, hormis les représentations, il faut considérer l'origine, la mise en place et la portée de ces « forces de changement »<sup>30</sup> : les mouvements sociaux et leurs unités organisationnelles. Pour cette étude, il est pertinent de porter un œil attentif sur les sources de motivation et les formes organisationnelles des mouvements sociaux en tirant profit des principaux courants théoriques à cet effet. D'une part, le paradigme de l'identité des nouveaux mouvements sociaux met de l'emphase sur la nature culturelle des mouvements, les interprétant comme des luttes pour le contrôle du processus de la production symbolique (le sens), la constitution de nouvelles identités collectives, la réinterprétation des normes et la redéfinition des rôles sociaux. D'autre part, la théorie de la mobilisation des ressources s'attarde à la nature politique des acteurs sociaux, ceux-ci étant « rationnels » : l'économie des ressources, la forme organisationnelle, le recrutement, etc.

Pour le paradigme de l'identité des nouveaux mouvements sociaux, il s'agit d'une identité essentiellement dialecticienne. Le mouvement social est défini comme la « combinaison d'un principe d'identité, d'un principe d'opposition et d'un principe de totalité, et considéré plus largement, comme un acteur d'un champ d'action historique » (Touraine, 1973, 361), liant identité, adversité et finalité (Castells, 1997, 113). L'identité y joue un rôle majeur, négative contre ce qui est établi et ne peut être réduite à la sphère institutionnelle, définie comme « la conscience du rejet de la signification » (Touraine, 1974, 195). Le paradigme de l'identité renvoi nécessairement à des conceptions (contre)culturelles des mouvements sociaux. Le discours, la rhétorique qu'ils produisent se veut à la fois « justificatrice » de ces mêmes organisations (i.e. pourquoi *nous* avons raison) et « polémique » (Touraine, 1972, 338) contre

---

<sup>30</sup> J'exclue ici les autres unités d'organisations sociales (ex. corporations, fédérations, partis, etc.).

l'ennemi externe (i.e. pourquoi *ils* ont tort).

Pour la théorie de mobilisation des ressources, l'acteur est premièrement rationnel, capable et porté à « identifier la trajectoire qui lui permettrait de maximiser la réalisation de ses désirs et balancer le coût relatif et les bénéfices de telle ou telle façon de faire » (Crossley, 2002, 58). Cette optique examine « la balance des coûts, bénéfices et incitatifs qui fournit aux agents la motivation de s'investir dans la lutte, et [...] mettre l'emphase sur la mobilisation en bloc de communautés entières » (*ibid.*, 12). Elle se penche aussi sur la nature des structures, des relations, des contextes et des réseaux imbriqués, « autant des produits que des producteurs de mouvements sociaux » (*ibid.*, 95).

Mais que retenons-nous? D'une approche plus synthétiste, il semble que ces deux courants (et leurs catégories) ne soient pas tout à fait contradictoires et qu'il soit possible d'emprunter à l'un et à l'autre, selon les sujets observés. Comme dans les travaux de Klandermans et Mayer sur les militants d'extrême-droite en Europe, j'admets que la diversité et la complexité actuelle des mouvements sociaux incite à croire que « toute théorie qui cherche à exclure une ou plusieurs de ces catégories est essentiellement erronée » (Klandermans et Mayer, 2006, 8). Par conséquent, on peut dire que trois motifs principaux peuvent animer les individus à s'intégrer comme acteurs des mouvements sociaux : l'identité, l'instrumentalité (utilité, fonction sociale) et l'idéologie. Autrement dit, les gens « peuvent vouloir changer le monde dans lequel ils vivent, faire partie d'un groupe ou vouloir donner un sens à leur monde et exprimer leur point de vue » (*ibid.*, 7).

Il reste cependant à définir les unités d'organisations des mouvements sociaux, principalement celle sur laquelle mon étude porte, le groupe. À prime abord, le groupe est formellement défini comme « la tension entre l'individu et la société, la distinction du général et du particulier », selon l'École de Francfort (Collectif, 1972, 54). Sa taille varie, mais nous portons une attention particulière au petit groupe, le *groupe primaire*, où chaque membre est capable de communiquer avec les autres, en personne, possiblement sans médiation et à l'intérieur d'un court laps de temps. On le dit primaire parce qu'il s'agit d'un élément primordial dans le développement de l'individu, la préservation de certains concepts et

idéaux. L'importance de ce type relève de sa fonction psychosociale, puisque le contact immédiat des individus avec les autres et avec le groupe permet l'identification et l'expérimentation de l'individu en tant qu'individu.

Dans notre recherche, les termes « collectif » et « groupe d'affinité » sont considérés comme synonymes de groupe primaire, quoiqu'on réfère généralement au groupe d'affinité pour désigner un plus petit groupe (moins de dix personnes). Le collectif *CrimethInc* propose une définition inclusive du groupe d'affinité : où « all members share history and intimacy with each other [...] free to adapt to any situation; they need not pass their decisions through any complicated process of ratification [...] they function without any need for hierarchy or coercion » (Collectif, 2004, 29).

Il n'est pas nécessaire de pousser plus loin la typologie des groupes primaires dans la sociologie des mouvements sociaux, il importe plutôt de constater à posteriori comment les groupes fonctionnent et s'affirment.

## 2.2 Écologie et environnementalisme

Écologistes et environnementalistes sont les deux grandes catégories qui divisent ce qu'on pourrait désigner de façon générique comme membres du « mouvement vert ». L'écologie est définie par le généticien David Suzuki comme étant la volonté de réorganiser le mode de vie des populations afin dans une optique de viabilité sociale et d'harmonisation des différentes formes de vie sur Terre (Suzuki, 2001, 19-20). Plus spécifiquement, l'écologie se base sur la prémisse de disfonctionnement dans l'interface société/nature, souvent explicitée comme une mauvaise gestion de ressources naturelles (limitées par définition) et menacées de ruptures immanentes (Bourrelier et Diethrich, 1989, 71). Les schismes émergents sont dus à l'interprétation de la nature du problème et des solutions pour assurer la pérennité de la vie sur Terre, tout spécialement la vie humaine.

L'environnementalisme serait plus jeune que l'écologisme, le premier étant issue autour de la notion de développement durable. La Commission des Nations Unies sur l'Environnement et

le Développement, publiait en 1987 sa pierre tournante : le Rapport Brundtland. Dans ce rapport, une définition officielle est déposée concernant le développement durable : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Alcoufe *et al.*, 2002, 4). Depuis, le développement durable est devenu un terme de plus en plus médiatisé, notamment via la Conférence de Rio (1992) et le Sommet de Johannesburg (2002) (Jakubec, 2004, 17). Dans les années 1990, on recensait non moins de trente-sept définitions différentes du développement durable dans la littérature (Alcoufe et Al, 2002, 3). Cela nous amène à distancer les deux catégories en s'inspirant de l'analyse de Dobson :

The principal difference between the two is that ecologism argues that care for the environment (a fundamental characteristic of the ideology in its own right, of course) presupposes radical changes in our relationship with it, and thus in our mode of social and political life. Environmentalism, on the other hand, would argue for a 'managerial' approach to environmental problems, secure in the belief that they can be solved without fundamental changes in present values or patterns of production and consumption (Dobson, 1990, 13).

L'écologisme comporte alors une critique sévère du capitalisme et une perspective holistique (Castells, 1997, 113). Quelque part en marge du lobbying corporatiste, ses incarnations sont diverses, parfois essentialistes, parfois radicales, déraisonnées ou autres : divergentes de l'environnementalisme comme code générique (Belshaw, 2001, 3).

Finalement, il faut préciser que l'environnementalisme et l'écologie radicale ne peuvent pas être décrits en suivant la même structure schématique. C'est-à-dire que ces deux mouvements doivent être décrits par rapport à leurs spécificités propres : l'environnementalisme étant beaucoup plus managérial, symbolique et législatif et l'écologie radicale étant essentiellement militante, ancrée tant dans les actions directes que dans des manifestes dialecticiens et polémiques. Je vais donc préciser l'origine de l'environnementalisme, ses concepts-clefs et certaines de ses mesures mieux connues, après quoi je tracerai l'historique de l'écologie radicale selon l'intensification de ses pratiques (de la désobéissance civile à l'attaque incendiaire) et ferai mention de quelques-unes de ses organisations internationales. Mon intention est, après tout, de différencier les deux mouvements.

### 2.2.1 L'environnementalisme

Les décennies 1960 et 1970 marquent la formation du mouvement vert à l'échelle internationale (Epstein, 1991, 21). Une mouvance plus claire s'est distinguée au point de vue organisationnel à la création de Greenpeace en 1969 (Scarce, 1993, 47), puis à la première journée de la Terre en 1970 et au décret de l'ONU de la décennie 1970 en tant que « décennie de la Terre ». Son essor depuis les années 1960 en tant que mouvement social a cependant été marqué d'un élargissement conceptuel et méthodique immense. Je tente ici d'éclairer la mouvance de l'environnementalisme à partir des années 1970, et de l'écologie radicale à partir de la fin des années 1980.

L'environnementalisme est un discours articulé à partir du concept de développement durable. Historiquement, on retrace l'émergence de ce concept à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Stockholm en 1972 (Jakubec, 2004, 16). On l'appelait alors « écodéveloppement », de concert avec la volonté de promouvoir une « limite à la croissance » (Goldsmith, 1972 et Meadows, 1972). C'est lors de cette Conférence qu'est créé le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Un groupe de travail y est joint : la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement. En 1989 elle publie la pierre tournante du développement durable : le Rapport Brundtland. Ce rapport contient une définition officielle du développement durable, entendu comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Depuis, le développement durable est devenu un terme de plus en plus médiatisé, notamment via la Conférence de Rio (1992) et le Sommet de Johannesburg (2002) (Jakubec, 2004, 17).

Évidemment, les termes *développement*, *besoins*, *compromettre* et *capacité* sont interprétables. La souplesse de la définition est une des raisons du flou actuel quand à ce qui peut être considéré à la fois « durable » et « en développement ». Référons-nous ici plutôt à une définition plus récente du développement durable : « un vaste jeu d'harmonisation où la poursuite des objectifs socio-économiques doit se faire en respectant la prudence écologique » (Élamé, 2002, 59).

Le développement tel qu'entendu dans cette définition est énoncé dans un contexte économique capitaliste. Le terme «durable» renvoie à l'équilibre temporel des écosystèmes naturels qui produisent les intrants et absorbent (ou sont obstrués par) les extrants du capitalisme. La totalité des écosystèmes est à la fois comprise en tant que matrice productrice des ressources et en tant que cadre structurant à l'intérieur duquel le capitalisme a lieu. Le terme «durable» sous-entend, dialectiquement, que l'équilibre de la totalité des écosystèmes naturels *peut* être débalancée suffisamment pour menacer l'usage qui en est fait. Ainsi, ce qui est durable équivaut à ce qui ne se dégrade pas dans le *temps court*, ou dont la dégradation n'est pas perçue comme ayant été ponctuée dans le temps linéaire par un moment qualitativement significatif.

Le développement durable, dans une perspective capitaliste, serait potentiellement un mode de régulation face à la rareté des ressources (Bourrelier et Diethrich, 1989, 71). Muller, poussant la logique, y voit un « champ d'opportunité valorisantes, d'avantages concurrentiels [dans lequel] les entreprises sont indispensables [...] une assurance contre les risques de boycott, blocage, etc. » (2002, 15). Certains spécialistes tentent de mettre d'avant de nouvelles hypothèses de développement durable, tel Jakubec, qui affirme qu'en « refusant les antinomies croissance ou répartition, croissance ou protection de l'environnement, la notion de développement durable propose une réflexion sur les stratégies de transition vers un 'autre développement' » (Jakubec, 2004, 16). Ceci entraîne nécessairement la question des moyens pour contrer cette négativité qui semble inhérente aux activités humaines par rapport à l'équilibre des écosystèmes.

Adoptant la notion de développement durable comme l'objectif de ses actions, l'environnementalisme se caractérise par un souci *managérial* de régler les problèmes environnementaux en influençant les instances décisionnelles en place, les gouvernements, les citoyens et les corporations à adopter des manières plus « vertes », par le haut (« top-down »). Les environnementalistes privilégient comme moyen d'action le lobbying, les campagnes de sensibilisation, les pressions politiques, les boycotts, les campagnes de lettres et le recours au droit environnemental (ex. protocole de Kyoto et les Agenda 21). L'approche

lobbyiste adoptée par le mouvement environnementaliste ne se compose pas uniquement de la volonté à faire adopter certaines mesures, mais aussi à les faire respecter. Ainsi, les différents organismes du mouvement vont parfois faire le suivi en mettant en place des « observatoires » face aux résolutions de l'État.

Par exemple, une méthode répandue est l'Évaluation d'impacts environnementaux (ÉIE) : un processus d'analyse de projet exécuté par un tiers-parti (i.e. firmes conseils) supposément neutre, constitué de spécialistes reconnus en la matière cherchant à déterminer la « durabilité » du projet selon une variété changeante de critères, possiblement pour suggérer de nouvelles pratiques aux entrepreneurs en question. L'ÉIE, qui revêt différents noms selon le pays, tente d'identifier des moyens pour réduire la quantité des déchets ou atténuer d'autres effets négatifs du projet. Pourtant, même si elle peut résulter en opposition explicite à un projet, elle ne dispose d'aucun pouvoir législatif ou exécutif (Leduc et Raymond, 2000, 312-313).

Une autre méthode préconisée par la mouvance environnementaliste est la certification environnementale, qui peut être considérée comme un processus continu d'évaluation environnementale. Il existe une panoplie de différents labels d'alimentation « biologique » ou « sans OGM » (organismes génétiquement modifiés), la certification industrielle ISO14000, l'exploitation forestière certifiée FSC (*Forest Stewardship Counsel*), etc.

### 2.2.2 L'écologie radicale

Tel que précédemment mentionné, l'écologie est plus vieille que l'environnementalisme. Il s'agit d'un courant qui tire ses racines depuis le 19<sup>e</sup> siècle, qui émerge comme mouvement social et global à partir des années 1960. Sa genèse théorique et pratique en tant que forme de radicalisme n'est pas totalement connue. Cependant, certains points se dégagent dans la littérature.

Une des premières assises théoriques de cette « nouvelle » écologie radicale se retrouve dans l'œuvre de Murray Bookchin, avec la publication de *Our Synthetic Environment* en 1962,

*Ecology and Revolutionnary Thought* et *Towards a Liberatory Technology* en 1965. Ces documents liaient les principes anarchistes anticapitalistes et antiétatiques avec comme préoccupation de réorganisation sociale et économique en petites communes autonomes. Ces communautés seraient symbiotiques avec les particularités écologiques de leurs localités, reliées par une fédération libre. Bookchin argumente plus tard pour un municipalisme libertaire dans le cadre duquel les soucis écologiques et sociaux convergent à l'échelle locale et qui aurait été beaucoup inspiré par Reclus et Kropotkine (Purchase, 1997, 72).

En 1969, un petit groupe se forme à partir de membres du Sierra Club<sup>31</sup> et prend le nom du *Don't Make a Wave Comittee*. Le groupe se lance à bord du bateau Greenpeace sur l'île Amchitka aux États-Unis où doit se dérouler un test nucléaire. Leur objectif est de faire arrêter le test en mettant leurs vies en jeu. L'action ayant atteint ses objectifs, la Fondation Greenpeace est fondée en 1972 et se fait connaître en faisant bon nombre d'actions directes pacifiques de désobéissance civile (Scarce, 1990, 47).

En 1979, Paul Watson fonde Sea Sheperd lors d'un schisme avec Greenpeace. L'ancien membre reproche à l'organisation ne pas être assez pro-active. À bord du bateau du même nom, lui et son équipage attaquent le baleinier Sierra au large du Portugal en le percutant de plein fouet, tentant de le couler. Lorsque le Sierra est réparé, une bombe éclate dans sa cale et il coule, après quoi quatre autres baleiniers sont ainsi coulés. Lorsque les autorités portugaises saisissent le Sea Sheperd, son ingénieur principal, Peter Woof, s'infiltrer lui-même à bord, la veille du jour de l'An, et le saborde manuellement, pendant que Watson déjoue les autorités et s'enfuit en Espagne (*ibid.*, 97-100).

En 1975, l'auteur Edward Abbey publie *The Monkeywrench Gang*, un roman où plusieurs écologistes commettent des actions directes de sabotage<sup>32</sup>, et affirment qu'ils vont faire exploser le barrage de Glen Canyon en Arizona. En 1980, Earthfirst! est formé et en 1981 Abbey, Dave Foreman et d'autres activistes vont au Glen Canyon dérouler une banderole de

---

<sup>31</sup> Le Sierra Club est une vieille institution américaine, dont les origines remontent à la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Le Club est un groupe qui pratique le lobbying environnemental.

<sup>32</sup> D'où le nom « monkeywrench », qui est un synonyme de sabotage.

plus de cent mètres le long du barrage pour simuler une craque. Le « Cracking », action symbolique, marque cependant l'amorce d'Earthfirst! comme organisation internationale décentralisée prônant l'action directe non-violente et le refus du compromis typique à l'environnementalisme.

[...] it was indeed the failure of the political system that gave rise to Earthfirst!. Dave Foreman, who had left his job as the Wilderness Society's Southwest regional representative nine months before, said at the rally following the Cracking, 'The main reason for Earthfirst! is to create a broader spectrum within the environmental community... The people who started Earthfirst! felt there was a need for a radical wing to the environmental movement. Somebody has to say what needs to be said [...]' (*ibid.*, 1990, 57-58).

En 1993, deux organisations soeurs émergent d'un schisme dans Earthfirst! au niveau de la question de la non-violence : le Front de libération de la Terre (ELF) et le Front de libération des animaux (ALF), qui se spécialisent uniquement en actions directes de dommage matériel (vandalisme, attaque incendiaire) et de libération d'animaux. Depuis, des groupes d'écologie radicale sont présents à plusieurs endroits du globe, mieux documentés en Australie, en Amérique du Nord et en Europe.

### 2.2.3 Les courants de l'écologie radicale

Je tenterai ici d'en discerner le discours et de faire ressortir trois tendances majeures, après quoi je vais tracer certains points de convergence qui puissent faire transparaître l'unicité discursive de l'écologie radicale. Je distingue les trois courants suivant : l'écologie profonde, l'écologie sociale et la critique anti-civilisationnelle.

Premièrement, le norvégien Arne Naess fut le premier théoricien de l'écologie profonde, concept qu'il introduit en 1972 (Watson, 1995, 201-203). Il s'agit de la critique de l'anthropocentrisme du mouvement écologiste populaire qui, selon Naess, ne voulait pas préserver la nature pour son propre bien mais bien uniquement pour sauver l'espèce humaine de l'extinction. À l'anthropocentrisme il oppose sa théorie du biocentrisme qui consiste à ne pas octroyer une valeur morale hiérarchisée entre les différentes formes de vie, peu importe leur degré de complexité, bref, de reconstituer l'unité du monde (Blais et Fillion, 2000, 262) et réconcilier la dichotomie culture / nature.

L'écologie profonde est effectivement très culturelle. D'une part, elle conçoit que la « réalisation personnelle du sujet humain et de la planète ne sont pas en compétition entre elles mais plutôt correspondent » (Watson, 1995, 224). Elle stipule qu'il est possible de créer une « famille » de cultures libres en harmonie entre elles et avec la Terre. Une certaine dualité demeure dans cette conception, au sens où l'être humain est considéré en unité avec la Nature, alors même qu'il constitue une force négative opposée à de son équilibre (*ibid.*, 227).

Earthfirst! revendique une conception de l'écologie profonde inspirée de Naess. Le journal explique qu'afin de défendre Mère Nature, il ne peut y avoir « aucun compromis ». Un certain apport spirituel est intégré au discours, où la vie, la Terre et l'équilibre des différentes formes de vie sont perçus comme sacrés. Une page du site Internet du journal de Earthfirst! résume l'essentiel de leur philosophie :

[...] we can never be the healthy humans that we were meant to be in a world without wilderness, clean air and the howling of wolves under the moon [...] Earthfirst! does not accept a human-centered worldview of 'nature for people's sake.' Instead, we believe that life exists for its own sake, that industrial civilization and its philosophy are anti-Earth, anti-woman and anti-liberty [...] To put it simply, the Earth must come first (*Earthfirst! Journal*).

Deuxièmement, le fondateur de l'écologie sociale fut Murray Bookchin, « mieux connu comme celui qui a introduit l'idée de l'écologie dans la pensée de la gauche » (Biehl, 1998, 19). *The Ecology of Freedom* (1982) établit clairement le discours de l'écologie sociale (*Green Anarchy*, 1994, 21). Celle-ci cherche à réévaluer la place de la société dans l'écosystème naturel afin de rendre son existence viable – cela passe par une remise en question qui suggère l'abolition de toute hiérarchie, selon la tradition anarchiste telle que décrite par Kropotkine ou Malatesta.

L'écologie sociale ne veut donc pas de révolution spirituelle ni de philosophie biocentriste absolue, pas plus que de rejeter complètement la civilisation et la technologie : « a rational ecological ethic can survive and flourish within hierarchical society, ultimately replacing it. [...] using appropriate technology arising from this » (*ibid.*, 23)

Bookchin introduit sa théorie du municipalisme libertaire en tant que guide pratique de l'écologie sociale appliquée. Le modèle consiste en une démocratisation à l'échelle communautaire (locale ou municipale) qui encouragerait l'implication des citoyens dans la prise de décision pour leur région, et renforcerait le tissu social qui permettra la mise en branle des changements nécessaires à la viabilité écologique. Le schéma global comprendrait l'élection de députés au pallier municipal qui servirait à réorganiser les communautés à travers la transition « verte ». Ultiment, l'État serait aboli pour être remplacé par une fédération libre et horizontale afin de relier les communautés libérées (Biehl, 1998, 20-21). L'optique de l'écologie sociale est donc révolutionnaire. Graham Purchase résume la position de l'écologie sociale après Bookchin :

[...] a stateless society consisting of federations of self-sufficient and self-governing communities. These communities would fully utilize locally-available energy resources, their agriculture and industry uniquely tailored to the ecological peculiarities of the region in which each village, town or city was located [...] a return to a more decentralized, ecoregionally determined lifestyle and the adoption of locally-based 'clean energy' systems would not only allow for greater levels of direct democracy, but had become absolutely necessary from the viewpoint of planetary survival (1997, 70).

Depuis *The Ecology of Freedom*, plusieurs ouvrages ont été rédigés à propos du municipalisme libertaire, notamment par Janet Biehl, et la popularité de l'écologie sociale a entraîné un mouvement significatif dans le Vermont, aux États-Unis. Depuis 1981, la *Vermont Institut of Social Ecology* attire annuellement plus de trois mille étudiants et étudiantes provenant des quatre coins du monde où différentes initiatives locales sont partagées et débattues<sup>33</sup>.

À remarquer que l'écologie sociale s'est beaucoup développée en opposition aux autres courants de l'écologie radicale. Hormis la parution d'un livre-débat entre Dave Foreman et Murray Bookchin, il semble qu'elle soit mise de l'avant comme la plus « viable » des discours de viabilité :

Aujourd'hui, dans le monde entier, les mouvements écologiques sont mis devant des choix inquiétants. D'une part on voit se diffuser, venant d'Amérique du nord, une

---

<sup>33</sup> Institute for Social Ecology « About the ISE »  
<http://www.social-ecology.org/staticpages/index.php?page=about&topic=about>

sorte d'épidémie spirituelle : au nom du retour à la nature, elle évoque des atavismes irrationnels, des mysticismes, des religions 'païennes'. Le culte de 'déesses', des traditions 'paléolithiques' ou 'néolithiques' [...] tout ce courant de l'écologie profonde se présente comme une nouvelle spiritualité. Le phénomène n'est pas innocent : il est souvent teinté d'un néo-malthusianisme perfide qui ne voit pas de mal à laisser mourir de faim les pauvres, surtout les victimes des pénuries dans le tiers-monde, pour 'freiner l'évolution démographique'. [...] la mythologie s'est diffusée parmi les écolo-mystiques, les partisans du primitivisme en version écologique [tandis que] le message de l'écologie sociale n'est ni primitiviste ni technocratique. Elle cherche à définir la place de l'humanité dans la nature – place singulière, extraordinaire – sans tomber dans un monde préhistorique anti-technologique [...] (Bookchin, 2003, 4)

Troisièmement, la critique anti-civilisationnelle est certainement la tendance qui se distingue le mieux au sein de l'écologie radicale, tant par son corpus littéraire que par la virulence de ses propos. J'y réfère en tant que critique<sup>34</sup>, au même titre que ses nombreux auteurs, puisqu'elle est principalement négatrice et s'oppose explicitement aux idéologies, constituant alors une critique intentionnellement fragmentaire plutôt qu'une doctrine. Elle s'inspire des recherches de certains anthropologues tels Sahlins, Lee, Lévi-Strauss, Fowlett, Wynn et Clastres. Elle réfère beaucoup à l'insurrection Luddite, aux écrits de l'École de Francfort (ex. Adorno), ainsi qu'au mouvement situationniste (ex. Vaneighem) et à certains nihilistes (ex. Beckett, Cioran). Elle constitue une opposition marquée aux notions de linéarité, d'autorité, de progrès, de domestication et de symbolisation par l'abstrait qui caractérisent la Civilisation. Elle ne se considère pas comme étant une « nouvelle » critique, mais bien un regard situé faisant suite au discours d'autres penseurs, tel l'anarchiste italien Bruno Filippi : « of course: our dear civilization of which we are so proud. We have abandoned the free and happy life of the forests for this horrendous moral and material slavery » (1919, 14).

On pourrait cependant distinguer l'émergence de cette critique à l'intérieur de l'écologie radicale avec le *Against His-Story, Against Leviathan!* de Fredy Perlman (1983). Perlman était à la recherche des racines de l'autorité qu'il cherchait à combattre en tant qu'anarchiste et décrit l'histoire de l'humanité comme un gigantesque dépotoir (« landfill ») servant à

---

<sup>34</sup> Je présente cette assertion à la suite d'un court entretien avec Jason McQuinn de C.A.L. Press, qui participe à l'édition du périodique américain *Anarchy, a Journal of Desire Armed* et de certains ouvrages de John Zerzan. Il était de passage à Montréal lors d'une conférence organisée par la Mauvaise Herbe au DIRA le 29 juillet 2006.

justifier la domestication et l'esclavage de toute vie sur Terre. La Civilisation comme système hiérarchique total et totalisant (le Léviathan), consiste en un revirement graduel et qualitatif de l'existence à partir de la révolution néolithique vers une quantification accrue de la vie, la rendant de plus en plus vide (Perlman, 1983, 27). En décrivant la vie et la parole de plusieurs tribus à travers le monde, il maintient la position que l'humain pré-civilisé était beaucoup et avait peu tandis que « nous » (les humains modernes, civilisés) sommes peu et avons beaucoup (Perlman, 1969, in Watson, 1995, 245). Il argumente que notre construction du monde matérielle et symbolique – c'est-à-dire notre amas de détritits – nous emprisonne et causera notre perte simultanément (Perlman, 1983, 134).

Morfus, de *Green Anarchy*, argumente que la vie « 'pré-civilisée' en général était beaucoup plus près d'une existence d'anarchiste que ce que nous avons vus dans les sociétés civilisées » (2006, 13) et commente la critique anti-civilisationnelle comme la recherche « d'une plénitude sans compromission, immédiate » (*ibid.*, 14) vers « l'inexistence d'institutions, l'absence de hiérarchie, la possibilité de conciliation de proximité, une véritable écologie des lieux de vie » (*ibid.*, 13).

De son côté, David Watson du *Fifth Estate* trace un portrait plutôt lyrique de cette même révolte en insistant sur le caractère tragique de la militance visant à renverser la Civilisation pour instaurer une nouvelle condition humaine.

Now that civilisation is engulfing the entire planet, the image of the fragile flower has largely wilted. Some of civilisation's inmates are remembering that the image was always a lie; other ways of seeing the world are being rediscovered. Counter traditions are being reexamined, escape routes devised, weapons fashioned. To put it another way, a spectre haunts the heavy equipment as it chugs deeper into the morass it has made: the spectre of the primal world. Devising escapes and weapons is no easy task: false starts and poor materials. The old paths are paved and the materials that come from the enemy's arsenal tend to explode in our hands. Memory and desire have been suppressed and deformed; we all have been inculcated in the Official History. Its name is Progress, and the Dream of Progress continues to fuel global civilization's expansion everywhere, converting human beings into mechanized, self-obliterating puppets, nature into dead statuary (Watson, 1995, 189).

C'est cependant l'œuvre incontournable de John Zerzan (1988, 1994, 2002, 2005) qui permet le mieux d'appréhender la critique anti-civilisationnelle. L'historien décrit, à l'aide d'une

impressionnante recension littéraire, le passage du mode de vie de chasseur-cueilleur à la sédentarité que fut la révolution néolithique, en tant que « blessure originelle » nous ayant coupé de la Nature – qui, au même titre que le temps linéaire, n’existait pas, explique-t-il, avant qu’on se sépare d’elle (1988, 20-27). Les constructions subséquentes sont les constituantes du processus totalisant et réflexif qu’il nomme la Civilisation – introduction de la symbolisation par l’abstrait<sup>35</sup> nécessaire à la division du travail, d’où originent les classes sociales, l’instrumentalisation de la technique en technologie, les mathématiques, le langage comme substrat de l’idéologie, et, ultimement, la domestication et l’aliénation des autres espèces, l’être humain non la moindre : « choséifié », relégué de plus en plus au stade de commodité quantitative et contrôlable. Il rappelle que le nombre a été inventé pour compter les impôts (1988, 49), que l’histoire, c’est-à-dire le temps linéaire, est une construction symbolique de paire avec l’industrialisation (*ibid.*, 28), que l’art nous distancie de la réalité (*ibid.*, 63), que l’agriculture, comme matérialisation de la domestication, constitue le principal point de rupture entre culture et nature (*ibid.*, 73), que le langage est inférieur à la conscience et sert principalement à mentir (*ibid.*, 42). Zerzan s’attarde sur l’histoire de l’industrialisation, plaçant Marx, les communistes et le mouvement ouvrier en ligue avec l’industrialisation et la répression (1988, 133, 165-167), pour ouvrir sur la futilité de l’existence contemporaine; la psychologie de masse de la misère (1994, 46) et la catastrophe de la postmodernité (*ibid.*, 101). Si, reprenant Perlman, « être moins ne compense jamais pour avoir plus » (*ibid.*, 160), Zerzan voit dans l’aliénation technologique, la crise écologique globale et le nihilisme contemporain des facteurs qui prouvent la nécessité de redonner à la vie « l’immédiateté » qu’elle a perdu (1988, 45). Il insiste sur la nécessité de nier les catégories pré-existantes de la communauté (1994, 161), faisant l’éloge des insurrections violentes et des émeutes urbaines spontanées où « the gleaming achievements of the unmediated / un-ideologized have all pigs scared shitless » (1988, 201).

Ceci dit, les trois courants de l’écologie radicale – écologie profonde, écologie sociale et

---

<sup>35</sup> La symbolisation par l’abstrait signifie l’emploi de médiation(s) dans l’activité humaine : la construction de points de repères statiques et externes aux individus, introduits comme modalités d’échange, de représentation, de culture, de ritualisation. Elle est la transformation de la communication vers le langage systématisé, de la technique en technologie, du temps cyclique en histoire linéaire, etc. Elle est la substitution d’un ordre conceptuel quantitatif à la subjectivité qualitative d’où origine l’expérience.

critique anti-civilisationnelle – ne sont pas homogènes. Leur analyse comparée révèle cependant une certaine cohésion discursive. Une synthèse des trois courants m’amène à identifier certains points de convergence, où ceux-ci énoncent des positions du moins partiellement similaires. Ces similarités s’expriment selon six points, c’est-à-dire l’institutionnalisme, l’anthropocentrisme, la technologie, l’action directe, la centralisation et l’individualisation de la crise écologique.

D’une part, ces trois discours sont critiques des institutions, qu’elles soient sociales, politiques, économiques, etc. Cette critique se base sur deux conceptions : la bureaucratie comme système d’aliénation et le droit comme forme de soumission à l’État. La bureaucratie comme façon inefficace, médiatrice, indirecte, coûteuse et abrutissante, qui distancie le sujet de son cadre originel et constitue une négation plus poussée de la Nature (Morfus, 2006, 13). Le fait de se positionner de façon critique par rapport aux institutions est aussi justifié du fait qu’une organisation incorporée est ouvertement redevable devant la loi, doit constamment être conforme à la législation, et les individus qui s’y rattachent sont aussi exposés plus facilement à la répression<sup>36</sup>.

Ensuite, les trois courants se posent, de façon nuancée, contre l’anthropocentrisme, c’est-à-dire qu’ils dénoncent la dynamique relationnelle de l’humain par rapport à la nature comme étant parasitique et souhaiteraient voir l’espèce humaine ‘recentrée’ sur un pied plus égal, non seulement avec les autres espèces mais avec le milieu naturel entier. Cette critique de l’anthropocentrisme est qualitativement différente d’un discours à l’autre, mais ces différents courants questionnent, dans un certain apport, le fait de centrer la nature autour du « nous » comme forme causale du déséquilibre écosystémique planétaire.

Puis, les trois courants sont plus ou moins critiques de la technologie, définie par Ellul comme la systématisation et universalisation de l’instrumentalisme de la technique et de la science appliquée dans la société (Ellul, 1977, 87-93). Cette critique est articulée à deux niveaux. D’une part, la technologie, comme part intégrante du progrès et de l’industrialisation

---

<sup>36</sup> Notamment, le *Green Scare* et les *SLAPP*.

est toujours déployée par et pour une accumulation de capital, de commodités; elle réitère la notion de croissance aux dépens de la nature (*ibid.*, 93). De plus, il y a une remise en question des solutions technologiques aux problèmes très « techniques » de la crise écologique. D'autre part, la technologie est perçue comme non-neutre (Watson, 1995, 176-177), systématisant l'être à l'intérieur du processus complexe, aliénant l'individu aux exigences de l'appareil. Elle est donc envisagée comme une division plus poussée du travail. Il faudra alors la repenser ou à l'abolir.

Un autre point de convergence est l'action directe. Celle-ci est perçue comme une façon immédiate de résoudre un problème, et sa simplicité, son efficacité et son accessibilité font d'elle une pratique très promue chez les militants anarchistes. Même s'il y a beaucoup de débats à son sujet, notamment sur la question de la violence (entre, par exemple, la désobéissance civile pacifique ou les attaques incendiaires anonymes) le fait d'entreprendre des actions concrètes est mis en valeur. Le problème de l'écocide<sup>37</sup> n'est pas seulement symbolique, les gestes posés pour le résorber ne peuvent être seulement symboliques. L'action directe est aussi moins facile à récupérer dans les médias parce qu'elle « parle pour elle-même », rejoignant ici l'idée de la propagande par le fait des insurgés européens du 19<sup>e</sup> siècle.

Aussi, un point de convergence identifié est la critique de la centralisation, qui peut être traduite comme quête d'autonomie locale. Qu'il s'agisse du municipalisme libertaire, de la biorégion<sup>38</sup> ou du nomadisme, les mêmes préoccupations reviennent dans les trois discours, celui de faire fi de la verticalité comme forme d'organisation et de re-échelonner (*rescale*) le mode de vie des communautés vers le local, non seulement pour établir des rapports sociaux moins médiatisés et plus directement démocratiques mais aussi pour vivre dans un meilleur rapport avec son milieu, produire et consommer localement, ce qui requiert moins d'énergie.

Un dernier point de convergence est le refus d'individualiser la crise écologique. Tous les

---

<sup>37</sup> Destruction des habitats naturels et de la vie qu'ils contiennent.

<sup>38</sup> Région délimitée (généralement à un bassin-versant) où la consommation et la production tendent à s'équilibrer, tant en diversité qu'en quantité : « on consomme localement ce qu'on produit localement ».

discours de l'écologie radicale refusent les approches individuelles (*lifestyle*) de l'environnementalisme qui axent constamment sur une certaine « ethos » de consommation personnelle. Quoique les trois tendances reconnaissent un rapport entre les choix personnels de l'individu et la viabilité de la communauté, ils reportent plutôt le débat vers ses formes sociales et le politiques, accusant soit l'idéologie dominante, la culture, l'industrialisation, la militarisation, etc. comme causes plus fortes et nettement plus déterminantes de la crise écologique. Quoique l'écologie radicale ne s'oppose pas directement aux initiatives environnementales actuelles (ex. recyclage, alimentation biologique, compostage, etc.) elle les perçoit comme étant non seulement incapables de répondre à la crise écologique en cours mais aussi comme étant l'expression de contradictions sociales marquées : par exemple, du fait qu'il faut beaucoup d'argent pour manger biologique ou s'acheter du papier recyclé, que les espaces propices au jardinage sont peu ou pas accessibles et que notre culture nous a séparé des notions d'agriculture respectueuse de la nature – et que toutes ces contraintes sont déjà les expressions d'une société capitaliste et, justement, individualiste.

#### 2.2.4 La géographie sociale et l'écologie radicale : une synthèse

Deux points convergent explicitement dans les préoccupations de la géographie critique et de l'écologie radicale : les notions de propriété et d'interface société/nature. C'est autour de ces deux axes qu'est le mieux illustrée la propension à la géographie sociale d'appréhender un phénomène tel que l'écologie radicale.

La tension société/nature est, comme remarque Veyret, commune aux écologistes et géographes sociaux (1993, 5-9). Tandis que de Koninck reconnaît que les « géographes prêtent de plus en plus leurs concours à la critique des conséquences de la croissance exacerbée » (De Koninck, 1998, 195), on ne peut oublier l'argument de Kropotkine selon qui l'entraide entre les personnes et entre les communautés, plus que la compétition et la hiérarchie, est la meilleur façon d'« évoluer » sur un environnement naturel qui est notre condition primordiale (Kropotkine, 2001, 203). Cette évolution, pour Reclus, deviendra synonyme de Révolution : « must not revolution necessarily follow evolution, as action follows the desire to act ? They are fundamentally one and the same thing » (Reclus, 1891,

1). Il reprend la question de l'interface société/nature dans une vision substantiellement holistique :

Voici donc la question sociale qui se pose de nouveau et dans toute son ampleur, il est impossible d'aimer pleinement le sauvage primitif, dans son milieu naturel d'arbres et de ruisseaux, si l'on n'aime pas en même temps les hommes de la société [...] 'cultiver notre jardin' terrestre, distribuer à nouveau et régler les ambiances pour favoriser chaque vie individuelle de plante, d'animal ou d'homme, prendre définitivement conscience de notre humanité solidaire, faisant corps avec la planète elle-même (Reclus, 1905, v.2, 842-846).

La tension entre la société et la nature est ainsi interprétée comme un schisme réflexif, qui peut simultanément détruire l'environnement et détruire l'humain. Même Harvey reconnaît que le progrès industriel est une dynamique systémique négatrice de la Nature, réducteur même de ses intrants, à la fois nature et humain.

Industrial capitalism, armed with the factory system, organized the worker and nature into a travesty of even its former very limited self. Because the worker was reduced to a 'thing', the worker became alienated from his or her product, from the manner of producing it, and, ultimately, from nature itself (1985, 53).

La propriété s'inscrit comme le second point de convergence entre la géographie critique et l'écologie radicale. Fidèle au précepte de Proudhon stipulant que « la propriété, c'est du vol » (1840, dans Guérin, 1999, 50), Reclus se prononce contre celle-ci, affirmant que les révolutionnaires, comme lui, « desire to put an end to the monopoly of land and capital, and to restore them to all, and in this sense, however glad they may be to secure to every one the enjoyment of the fruits of the earth, they are enemies of property » (Reclus, 1891, 10). Kropotkine se prononce contre les propriétaires mêmes: « Ceux-là, évidemment, nous n'en doutons pas, seront les ennemis de la révolution; ils sont déjà les ennemis de la liberté, les suppôts de l'inégalité, les piliers de l'exploitation » (Kropotkine, 1978, 129).

Cette opposition ferme des géographes anarchistes est plus amplement élaborée par Harvey, qui se concentre sur la question du loyer dans l'appropriation spatiale comme manifestation totalisante du capitalisme et justification matérielle des inégalités sociales.

Rent is that theoretical concept through which political economy (of whatever stripe) traditionally confronts the problem of spatial organization. Rent, we will later show, provides a basis for various forms of social control over the spatial organization and development of capitalism. This can be so because land serves not only as a means of

production but also as a 'foundation, as a place and space providing a basis of operations' – space is required as an element of *all* production and human activity [...] The ownership of private property in land confers exclusive power on private persons over certain portions of the globe. This entails an absolute conception of space, one of the most important properties of which is a principle of individuation established through exclusivity of occupation of a certain portion of space – no two people can occupy exactly the same location in this space and be considered two separate people. The exclusivity of control over absolute space is not confined to private persons but extends to states, administrative divisions and any other kind of juridical individual [...] (Harvey, 1982, 337-339)

La propriété serait alors considérée non seulement comme la spatialisation du capital mais comme canevas du pouvoir dominant, établi, situé, encre et aménageur de l'espace : acteur de territorialisation dans l'optique stricte d'une accumulation plus poussée de pouvoir. La propriété est donc révélatrice des rapports de force et des luttes de sens à l'intérieur d'une société inégale, nécessairement contestée par ceux qu'elle « exproprie », restreint ou interdit. Reclus voyait dans la paysannerie russe et européenne un mouvement territorial contestataire : « the peasants, one and all, claim the soil, the whole of the soil, and wish to expel their lords » (Reclus, 1891, 3). Kropotkine poursuit cette position, s'opposant dans *La conquête du pain* en affirmant que « l'appropriation individuelle », nécessairement au détriment de la collectivité, « n'est ni juste ni préférable » (Kropotkine, 1906, 14-15). Il explicite sa position dans *Paroles d'un révolté* :

Les lois sur la propriété ne sont faites pour garantir ni à l'individu, ni à la société la jouissance des produits de leur travail. Elles sont faites, au contraire, pour dérober au producteur une partie de ce qu'il produit pour assurer à quelques-uns la part des produits qu'ils ont dérobés, soit aux producteurs, soit à la société entière. [Elles] n'ont d'autre but que celui de maintenir cette appropriation, ce monopole, au profit de quelques-uns, contre l'humanité entière (Kropotkine, 1978, 180-181)

C'est pourquoi j'arrive à conclure, comme l'annonce Veyret, que l'écologie est épistémologiquement toujours à l'intérieur du cadre disciplinaire de la géographie (1993, 20). Celle-ci contient les prémisses et outils méthodologiques aptes à appréhender les discours, stratégies et pratiques des écologistes radicaux, puisqu'elle est elle-même alimentée par plusieurs préoccupations fondamentales – dont la propriété et l'interface société/nature – mais s'articule en tant que champ disciplinaire tandis que l'écologie radicale est, quant à elle, militante.

Aux origines mêmes de la géographie sociale, dans les écrits révolutionnaires des géographes anarchistes, on voyait déjà poindre à l'horizon la forme négatrice que prendra l'écologie radicale contemporaine à l'encontre de l'environnementalisme, de l'État, des institutions et du capitalisme : « political power is a worm eaten institution » (Reclus, 1891, 7), « all belongs to all » (Kropotkine, 1906, 14-15).

### 2.3 Démarche méthodologique

L'objectif principal de mon étude est de qualifier les pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux du Québec. Aussi, je veux sonder la cohérence de leurs discours, stratégies et pratiques en relation à quatre dimensions du territoire : idéelle, matérielle, vécue et politique, et analyser la critique qu'ils peuvent faire du mouvement vert. L'étude de ce sujet nécessite l'analyse de données. D'une part, il importe de déterminer la période de mon étude. Ensuite, il faut savoir qui sont ces groupes à travers une recension extensive dans la province : les situer, entrer en contact avec eux. D'autre part, il faut rechercher préalablement de l'information à propos des groupes eux-mêmes, ensuite mener des entretiens avec des membres des groupes écologistes radicaux pour alimenter les questionnements adressés par l'étude. Considérant qu'il y a très peu de littérature à ce sujet, ni de répertoire comme tel, il a fallu que j'assume moi-même toutes ces étapes.

#### 2.3.1 Les groupes écologistes radicaux

J'ai étalé cette recension sur la période actuelle en remontant jusqu'au Sommet des Amériques d'avril 2001, considérant que le mouvement écologiste radical du Québec a pris une forme substantielle à partir de ce moment hautement symbolique. Par forme substantielle, j'entends que plusieurs groupes se sont formés spontanément et ont existé simultanément à diverses localisations dans la province, militant pour une variété de causes, diffusant leur propre information et agissant selon les stratégies qu'ils ont conçues, et ce de façon autonome.

Ensuite, j'ai dû déterminer *qui* sont les groupes. J'ai procédé par boule de neige, c'est-à-dire en commençant avec les quelques groupes que je connaissais à Montréal, leur demandant à la fois de participer et de m'aider à retracer les autres, à qui j'ai fait la même demande, et ainsi de suite. Je me suis aussi présenté le 22 octobre 2006 à une des réunions de la Mauvaise Herbe, durant laquelle les membres m'ont aidé à identifier d'autres groupes. Cette recension préliminaire s'est poursuivie avec plusieurs recherches sur Internet et correspondances via courriel<sup>39</sup>. J'ai aussi reçu beaucoup d'aide du Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K). Il m'a fallu plus de six mois pour identifier, retracer et entrer en communication avec ce que j'estime être la totalité des groupes écologistes radicaux de la province<sup>40</sup>, entre septembre 2006 et mars 2007. Au total, j'ai recensé quatorze groupes qui peuvent être considérés comme des groupes écologistes radicaux et ayant été actifs pour une période quelconque entre 2001 et 2007 :

Nom du groupe	Période d'activité	Localisation
Pain, panais et liberté (PPL)	2002 -	Montréal
<i>Stop Huntington Animal Cruelty</i> (SHAC-Canada)	2003 -	Montréal
Liberterre	2003 -	Montréal
La Mauvaise Herbe	2001 -	Montréal
Le Collectif pour une université libre (CUL)	2005 -	Sherbrooke
Le Collectif de Minuit	2004 -	Québec
La Terre d'Abord	2003 – 2005	
Dada a faim	2002 – 2004	Québec
Les Jardins sans nom	2006 -	Non disponible
Les Jardins de la résistance	2004 -	Huntington
Agite-Bouffe	2002 – 2006	Montréal

<sup>39</sup> Notamment, avec des individus anonymes (dont *Lix*) sur la liste de diffusion du groupe Liberterre, qui comprend plus de cent membres.

<sup>40</sup> Compte tenu de la nature plutôt discrète ou clandestine des écologistes radicaux, il est probable que ma recension soit incomplète.

Les Récoltes solidaires	2005 – 2006	Rigaud
L'Action de solidarité paysanne (ASP)	2003 – 2004	Nicolet
La Forêt Noire	2005 – 2007	Montréal

Tab. 2.1 Groupes écologistes radicaux du Québec, 2001-2007

Durant mes recherches, les Récoltes solidaires ont fusionné avec les Jardins de la résistance. J'ai aussi appris que quatre de ces groupes étaient actuellement éteints (inactifs ou dissous) : Dada a faim, Agite-Bouffe, l'Action pour une solidarité paysanne (ASP) et la Terre d'Abord. Un des groupes d'agriculture, « les Jardins sans nom », ont participé à l'étude à la condition que ni le vrai nom du groupe ni leur localisation exacte soit révélée, en vertu de quoi ils portent le nom des « Jardins sans nom » et sont localisés simplement « en périphérie de Montréal ».

Ensuite, je n'ai pas réussi à avoir d'entretiens avec des membres spécifiques d'Agite-Bouffe, des Récoltes solidaires, de l'ASP et de la Forêt Noire. J'ai tenté d'entrer en contact avec eux, mais n'ai pas réussi à obtenir d'entrevues pour diverses raisons, principalement le manque de temps à cause des délais de l'étude. Cela restreint finalement ma liste de groupes à dix groupes dont deux éteints.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pain, panais et liberté (PPL)</li> <li>- <i>Stop Huntington Animal Cruelty</i> (SHAC-Canada)</li> <li>- Libarterre</li> <li>- La Mauvaise Herbe</li> <li>- Le Collectif pour une université libre (CUL)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Collectif de Minuit</li> <li>- La Terre d'Abord</li> <li>- Dada a faim</li> <li>- Les Jardins sans nom</li> <li>- Les Jardins de la résistance</li> </ul>
---	---

Tab. 2.2 Groupes répondants

### 2.3.2 Collecte de données et entretiens

La collecte de données s'est déroulée en deux temps. Premièrement, j'ai recherché toute l'information diffusée par les quatorze groupes : sites Internet, tracts, journaux, manifestes, bandes dessinées, vidéos, affiches, brochures, etc. J'ai trouvé beaucoup de documentation à la librairie libertaire l'Insoumise, au DIRA (le centre de Documentations, Informations, Références et Alternatives) ainsi que sur certains des sites Internet québécois tels que le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ) et A-Infos. Enfin, j'ai eu accès aux données du site Internet hors-ligne de Libertes par l'entremise du projet Reclaim<sup>41</sup>, sans quoi je n'aurais pas eu accès à leurs archives. À noter que j'ai trouvé très peu de documentation sur les Récoltes solidaires et l'ASP.

Deuxièmement, chacun des dix groupes ayant accepté de participer à l'étude ont envoyé une personne, homme ou femme, pour agir à titre de répondant. La réalisation d'entretiens avec les membres était primordiale afin de répondre aux questions de l'étude, puisque la plupart des propos de leurs discours ou pratiques touchant le territoire et l'échelle de leurs actions ne sont pas explicites dans la documentation produite par les groupes. Il était donc nécessaire de qualifier ces propos et de les rendre explicite en adressant directement les questions. Certains des répondants ont reçu un mandat spécifique de leur groupe pour agir en tant que délégué en répondant à mes questions. D'autres ont pris l'initiative de parler en leur propre nom. Les répondants ont répondu aux questions en précisant, pour chacune, s'ils répondaient en leur nom personnel ou au nom du groupe entier, signifiant que certaines analyses sont celles des individus comme membres de groupes et d'autres sur les groupes en tant que tel. J'ai fait la distinction dans les deux cas afin d'éviter une fausse représentation. Pour les groupes éteints, j'ai dû retrouver des personnes ayant déjà fait partie du groupe et en rencontrer une, à la discrétion des anciens membres du groupe. En somme, chacun des répondants a participé à une seule entrevue semi-dirigée de vingt questions (voir l'annexe B), d'une durée d'environ deux heures. Enfin, quoiqu'ils aient eu la possibilité de ne pas répondre à telle ou telle

---

<sup>41</sup> Reclaim est un projet libertaire visant la rappropriation de l'Internet par les groupes militants à affinités similaires. Il organise des formations en administration de site Internet et de l'hébergement de site Internet gratuit à plus d'une dizaine de groupes militants québécois, dont Libertes.

question, aucun des répondants n'a eu recours à cette option.

Chaque entrevue a été enregistrée en audionumérique et a été retranscrite sous la forme d'un *verbatim*. À noter que l'anonymat des répondants a été protégée, que toute information pouvant retracer un répondant a été omise et que des pseudonymes ont été attribués aléatoirement aux répondants cités. Ces pseudonymes ne tiennent pas compte du genre sexuel du répondant ou de la répondante.

### 2.3.3 Analyse des données

Une fois les données recueillies, j'ai synthétisé l'ensemble des informations en deux parties. La première partie est descriptive, construite à partir des informations que j'ai recueillies à propos des groupes, de leurs propres documents, que j'ai enrichie des informations recueillies dans la première partie de l'entretien (voir appendice B) qui ont eu lieu avec des membres de dix des quatorze groupes. Cette partie fait état du mouvement de l'écologie radicale entre 2001 et 2007, en décrivant, pour chaque groupe : la localisation, le type d'actions, les principaux enjeux, le nombre approximatif de membres, le financement, une historique du groupe, etc. L'essentiel de ces informations est contenu dans le chapitre 3, où je décris chacun des groupes.

La seconde partie consiste en l'analyse des pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux du Québec. Je tente de répondre aux questions de l'étude et de confronter mes hypothèses en synthétisant les informations recueillies durant les entretiens avec les membres qui ont participé à l'étude. C'est à partir de leurs propos que je tente de qualifier leur rapport au territoire et aux échelles, leur opinion du mouvement vert, leur conception du radicalisme, leur justification de telle ou telle conception sociospatiale, etc.

Variables	Indicateurs
Dimension matérielle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions / diffusion (type et échelle)</li> <li>- Réseaux et alliances (quelle échelle)</li> <li>- Conception des ressources / milieu naturel (multiscaleaire)</li> </ul>
Dimension idéale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception « écologiste » du monde</li> <li>- Enjeux (type et échelle)</li> <li>- Stratégie, revendications</li> <li>- Conception espace / territoire</li> </ul>
Dimension vécue	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bien-être ou malaise dans le milieu de vie actuel (urbain/rural)</li> <li>- Rappropration de lieux (squat)</li> </ul>
Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport à l'État</li> <li>- Rapport aux institutions</li> <li>- Expérience de répression</li> </ul>
Mouvement vert	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signification du radicalisme</li> <li>- Distinction entre environnementalisme et écologie</li> <li>- Relation avec les groupes environnementaux institutionnalisés</li> </ul>

Tab. 2.3 Variables et indicateurs de l'étude

Les variables de l'analyse sont quatre dimensions du territoire, bâties à partir de mon cadre théorique. À ces variables s'ajoute le mouvement vert en tant que tel, signifiant l'objet de l'environnementalisme. Chacun des indicateurs correspond à une ou plusieurs questions du guide d'entretiens. Pour chaque indicateur, j'insiste sur la notion d'échelle et sur la

justification de telle ou telle valeur. Durant les entretiens, l'emphase a été mise, par exemple, à savoir quel type d'action le groupe pratique, à quelle échelle et ce qui justifie ce choix. Évidemment, chaque indicateur peut révéler, par la négative, les contraintes et les pressions que subissent les groupes et leurs membres. Finalement, l'analyse de la valeur de ces indicateurs me permet de dégager clairement les discours, stratégies et pratiques inhérentes à l'écologie radicale au Québec et d'en sonder la cohérence par la dialectique. Durant cette analyse, je tiens toutefois compte des données récoltées à propos des quatre groupes non-répondants. L'essentiel de l'analyse est expliquée au chapitre 4, où je tente de répondre aux questions de l'étude et où je confronte mes différentes hypothèses.

## CHAPITRE III

### LES GROUPES ÉCOLOGISTES RADICAUX DU QUÉBEC

Dans ce présent chapitre, je présente les quatorze groupes écologistes radicaux du Québec dont les dix qui ont participé à mon étude. Je tente de tracer un portrait descriptif du mouvement écologiste radical au Québec entre 2001 et 2007 à travers ses organisations. Par la suite, j'identifie certains points de convergence entre les groupes.

Tel que je l'ai mentionné au chapitre 2, les informations présentées ici ont été récoltées à partir de deux types de source : l'analyse de la documentation produite par les groupes (site Internet, pamphlets, essais, tracts, affiches, vidéos et autres documents) et entrevues semi-dirigées avec les membres (pour les dix groupes à l'étude). J'aborde dans ce chapitre l'origine du groupe, ses intérêts principaux, sa localisation, le nombre de personnes impliquées, le fonctionnement, le financement et une historique du groupe. Il faut préciser que les données sont inégales et que certaines informations à propos de certains groupes ne sont pas disponibles.

#### 3.1 Discrétisation, radicalisme collectif et individuel

J'ai décrit au point 2.2.2 ce qu'est l'écologie radicale. Outre la description théorique de ce qu'est ce mouvement et des trois principaux courants qui le traverse, il est toutefois nécessaire de procéder à une discrétisation afin de déterminer quels groupes peuvent être considérés radicaux au Québec.

Le qualificatif « radical », généralement polysémique et péjoratif<sup>42</sup>, est employé ici comme

---

<sup>42</sup> Un emploi populaire et étymologiquement faux de radical consiste à situer un quelconque sujet à un quelque point d'un spectre modéré-extrémiste. Cet emploi relève d'une tautologie où l'argumentaire se résume à un quelconque « centre » blâmant toute extériorité du simple fait qu'elle est extérieure. On pourrait résumer cette position selon le paralogisme « ce qui est radical est différent, ce qui est différent est mal, donc ce qui est radical est mal ».

qualificatif relativement simple servant à ceux qui ont en commun les quatre aspects suivants :

Au point de vue structurel :

- ne pas être subventionné directement par l'État,
- ne pas être incorporé ou institutionnalisé
- fonctionner de façon informelle et autonome

Au point de vue discursif :

- revendiquer explicitement un discours qui inclut à la fois des éléments écologistes et anti-capitalistes

Cette discrétisation s'inspire de la conception de la révolte telle qu'explicitée par Stirner dans *l'Unique et sa Propriété* (1843 : 32), un des premiers théoriciens du concept. J'interprète le radicalisme comme synonyme de révolte. Le radicalisme se distingue du réformisme. Il vise directement et immédiatement les objectifs qu'il se fixe et l'abolition de ce qui l'en empêche. Dans la pratique, cela se résume au refus du système établi, ses normes, ses lois et ses conventions. Ses institutions, comme l'État, sont considérées comme des entraves à fuir ou abolir. Le radicalisme n'est pas non plus une forme subjuguée à une autre. Elle vise l'autonomie décisionnelle pour pouvoir (ré)agir spontanément. Ce qui fait qu'un groupe institutionnalisé ou incorporé (qui est enregistré comme personne morale au sens de la loi) ou qui est subjugué à un groupe plus grand, notamment en recevant directement des subventions de l'État, ne peut être considéré comme étant radical.

Cette discrétisation sert à distinguer les individus radicaux et les groupes radicaux. On pourrait argumenter, par exemple, qu'il existe peut-être des personnes sensibles à la théorie et la pratique de l'écologie radicale à l'intérieur d'organisations telles que Greenpeace, Équiterre ou les Amies de la Terre. On ne peut cependant parler que d'individus, puisque les groupes en tant que tels ne répondent pas à cette position. Il y aurait un conflit d'intérêt : on ne peut pas recevoir formellement des fonds du gouvernement tout en rejetant formellement l'État. Comme étape préliminaire à notre travail analytique, je tente alors un portrait du

mouvement radical par ses « regroupement d'individus ». Quoique les affinités écologistes radicales dans les institutions du mouvement vert seraient un excellent sujet d'étude, elles sortent toutefois du cadre de cette recherche.

C'est ainsi que certains groupes tels *Peoples' Potatoe*<sup>43</sup>, le *Midnight Kitchen Collective* et les éditions Écosociétés et La Plume de Feu (périodique Aube) sont exclus de l'étude, puisque malgré certains propos pouvant être interprétés comme écologistes radicaux<sup>44</sup> ils ne répondent pas à tous les critères de mon étude. Seuls les groupes qui répondent aux quatre critères présentés plus haut ont été retenus.

Nom du groupe	Période d'activité	Localisation	Mode d'action privilégié	Principaux intérêts
Pain, panais et liberté (PPL)	2002 -	Montréal	- Éducation populaire - Récupération, cuisine et distribution de bouffe	- Malbouffe - Végétarisme - Lutttes paysannes
<i>Stop Huntington Animal Cruelty</i> (SHAC-Canada)	2003 -	Montréal	- Action directe - Éducation populaire	- Cruauté envers les animaux - Végétarisme
Liberterre	2003 -	Montréal	- Action directe - Éducation populaire - Publication et diffusion	- Foresterie - Privatisation de l'eau - Capitalisme (vert)
La Mauvaise Herbe	2001 -	Montréal	- Publication et diffusion (zine, livres neufs et usagés)	- Contre-culture en général - Domestication (spécisme) - Militantisme
Le Collectif pour une université libre (CUL)	2005 -	Sherbrooke	- Récupération, cuisine et distribution de bouffe - Éducation populaire	- Malbouffe - Condition étudiante
Le Collectif de Minuit	2004 -	Québec	- Récupération, cuisine et	- Malbouffe - Condition

<sup>43</sup> Il est peut-être intéressant de noter que *Peoples' Potatoe* n'était pas institutionnalisé au tout début. Après seulement quelques mois d'existence en tant que groupe militant informel, la *Potatoe* est devenue une coopérative de travail membre du Concordia Student Union (CSU) en 1999.

<sup>44</sup> Par exemple, le site Internet de *Peoples' Potatoe* affiche une opposition à l'anthropocentrisme, le *Midnight Kitchen Collective* affiche des positions anti-autoritaires et contre l'anthropocentrisme. Pour leur part, les éditions Écosociétés publient des traductions de Murray Bookchin tandis que la Plume de Feu a déjà publié des essais sur l'anarchisme vert à travers son périodique Aube.

			distribution de bouffe - Éducation populaire	étudiante
La Terre d'Abord	2003–2005		- Action directe - Éducation populaire	- Foresterie (Forêt Boréale) - Anthropocentrisme
Dada a faim	2002–2004	Québec	- Récupération, cuisine et distribution de bouffe - Éducation populaire	- Pauvreté - Malbouffe
Les Jardins sans nom	2006 -	Non disponible	- Agriculture	- Condition autochtone - Autonomie
Les Jardins de la résistance	2004 -	Huntington	- Agriculture - Formation en agriculture	- Malbouffe - Autosuffisance - Aide communautaire
Agite-Bouffe	2002–2006	Montréal	- Action directe - Éducation populaire - Récupération, cuisine et distribution de bouffe	- Malbouffe - Lutttes paysannes
Les Récoltes solidaires	2005–2006	Rigaud	- Agriculture	Non disponible
L'Action de solidarité paysanne (ASP)	2003–2004	Nicolet	- Agriculture	- Autosuffisance - Aide communautaire
La Forêt Noire	2005 - 2007	Montréal	- Publication et diffusion - Soirées de création artistique libre	- Contre-culture - Critique anti-civilisationnelle

Tab. 3.1 Mode d'actions et intérêts des groupes écologistes radicaux du Québec, 2001-2007

## 3.2 Les groupes répondants

### 3.2.1 Pain, panais et liberté (2002-)

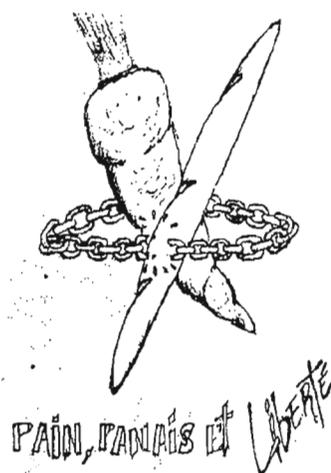


Fig. 3.1 Pain, panais et liberté  
Source : PPL

Pain, panais et liberté, aussi appelé PPL, était le comité « bouffe » de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal. Le comité apparaît en 2000, mais prend le nom de PPL à partir de 2002. À ce moment, il se consacre principalement à récupérer de la nourriture qu'il distribue durant diverses activités, ateliers ou manifestations de la CLAC. En 2002, les membres du comité sont las de s'appeler « comité bouffe de la CLAC » et décident de se trouver un nouveau nom et d'élargir leur discours et leur lutte. Le nom « pain et liberté » vient d'un groupe politique russe du début du siècle et « panais » (ludique) s'est rajouté à la suite de la première récupération de nourriture où le groupe avait reçu une très grande quantité de panais. Un de ses pamphlets indique :

[...] nous voulons mener une lutte radicale d'idées et d'actions, afin de faire barrage à l'exploitation sauvage de la terre et de ses habitantEs [...] notre collectif base sa lutte sur l'alimentation parce que c'est un besoin universel de première nécessité et que le capitalisme se l'approprie afin de soumettre les populations à ses diktats économiques et sociaux. Il vole les méthodes agraires ancestrales des peuples et met en danger l'équilibre écologique terrestre par son exploitation sauvage. En révolte à cette situation, PPL veut promouvoir une agriculture biologique en respect avec

l'écosystème, son équilibre et sa biodiversité, lutter pour la réappropriation populaire des moyens de production alimentaire, combattre les monopoles agroalimentaires, le gaspillage et la surconsommation. [...] nous dénonçons le principe de propriété corporatif [...] nous luttons donc contre les multinationales et les gouvernements qui nous étouffent!

Le groupe de dix à quinze personnes, dont un noyau composé entre six et sept personnes, s'est depuis dissocié de la CLAC avant que celle-ci ne s'éteigne en 2006. Libertaire, il fonctionne en tant que groupe d'affinité, c'est-à-dire de façon autonome, horizontale, et selon des pratiques de démocratie directe. PPL prend ses décisions et ses actions par consensus seulement. Le groupe est autofinancé et recueille parfois des dons ou des contributions volontaires. Il n'a pas de local officiel, mais se sert souvent des locaux de l'X<sup>45</sup>, du centre DIRA (dont il est un des principaux fondateurs) et la cuisine de *Peoples' Potatoe* à l'Université Concordia. Lorsqu'il organise des ateliers de confection de produits naturels, chaque personne présente à l'atelier s'acquitte de sa part de coûts reliés à l'achat de matériel.



Fig. 3.2 Extrait d'un document de PPL  
Source : PPL

<sup>45</sup> Salle de spectacle au centre-ville de Montréal, sur la rue Sainte-Catherine, qui a fermé ses portes aux environs de 2004 lorsque l'UQAM, qui était propriétaire du bâtiment, ait expulsé ses locataires avant de revendre à l'Église de Scientologie.

L'alimentation et l'environnement sont les deux grands axes de PPL, mais le groupe a parfois mené des actions féministes contre la publicité sexiste et supporté des causes militantes au Mexique (dont une manifestation en 2002 contre la répression à Oaxaca, Mexique, lors de contestations contre l'ouverture d'un McDonald où 91 personnes avaient été arrêtées).

PPL a organisé une manifestation avec Libterterre contre la coupe forestière sur l'Île René Levasseur par la compagnie Kruger, devant leur siège social dans le quartier Côte-des-neiges à Montréal, en mai 2003.



Fig. 3.3 Manifestation contre Kruger par PPL et Libterterre, 2003.  
Source : Libterterre.



Fig. 3.4 Bannière de la manifestation contre Kruger.  
Source : Libterterre.

Comme il a été dit précédemment, le groupe distribue de la nourriture dans diverses actions, manifestations et autres événements, dont le 6<sup>e</sup> Salon du Livre anarchiste tenu en mai 2005 à Montréal. Il a déjà distribué environ 150 sandwichs devant un McDonald, un 23 décembre, pour souligner la surconsommation et la malbouffe dans le temps des fêtes. Le groupe a

organisé d'autres manifestations pour dénoncer l'industrie agro-alimentaire, dont une au Marché Jean-Talon. Ces actions, qu'elles soient accompagnées de distribution de nourriture ou non, sont toujours accompagnées de diffusion de tracts pour expliquer les raisons de l'action et faire valoir une alimentation autonome, saine et accessible à tous.

Les luttes paysannes constituent l'un des enjeux principaux du groupe. PPL a été un des organisateurs de la Journée sur les luttes paysannes en 2004 avec Liberterre et l'Union Paysanne. Auparavant, le groupe avait fait une action dans les rues du centre-ville de Montréal. Les manifestants étaient déguisés en scientifiques, traînant un cochon en papier mâché dans un panier d'épicerie, distribuant des tracts pour appuyer les luttes paysannes et dénoncer l'exploitation capitaliste de l'environnement.

D'emblée, une des actions récurrentes de PPL est l'organisation d'ateliers « fais le toi-même » (*do it yourself – DIY*) de confection de produits domestiques naturels et biodégradables, mais aussi d'alimentation, dont de lait de soya maison, ainsi que des ateliers d'éducation populaire sur les organismes génétiquement modifiés, l'alimentation saine, les plantes médicinales, la récupération de nourriture. Il organise ces activités de façon ponctuelle, mais a déjà organisé une « Journée d'ateliers sur les alternatives écologiques radicales », portant aussi sur la permaculture, l'agriculture autogérée, les produits alternatifs pour les menstruations et la contraception.

**Journée d'ateliers**  
sur les **alternatives**  
**écologiques**  
**radicales**

**Dimanche,**  
**le 2 mai,**  
**de midi à 18h**  
**au Parc Lafontaine**  
au coin avenue du Parc  
Lafontaine et Napoléon  
(près du théâtre de la  
verdure) métro Sherbrooke  
ou Mont-Royal

Ateliers sur  
la permaculture,  
l'agriculture autogérée,  
les produits alternatifs  
pour les menstruations  
et la contraception,  
les OGMs et comment  
trouver de la bouffe  
à Montréal.

Organisé par Pain, panais & liberté  
Infos : 514.409.2049

Papier recyclé

Fig. 3.5 Journée d'ateliers, par PPL  
Source : PPL

### 3.2.2 SHAC-Canada (2003 -)



Fig. 3.6 Logo de SHAC-Canada  
Source : SHAC-Canada

La cellule canadienne de *Stop Huntington Animal Cruelty* (SHAC) est née en 2003, un peu après la formation de SHAC<sup>46</sup> en Angleterre en 1999. Le groupe s'oppose à la cruauté envers les animaux et les expérimentations animales. Il fait aussi la promotion du végétarisme et végétalisme.

La cellule qui m'intéresse est basée à Montréal, mais SHAC-Canada compterait environ 200 personnes actives au pays, selon la répondante. La ville où la cellule est la plus active est Montréal, mais des supporters sont présents aussi à Toronto et Vancouver.

Le fonctionnement de SHAC-Canada est substantiellement différent des autres groupes écologistes radicaux au Québec, puisqu'il emprunte le modèle autonome et décentralisé des « Fronts de libération » écologistes, tel le Front de libération de la Terre (ELF), le Front de libération des animaux (ALF), auquel s'apparente aussi Earthfirst!, signifiant que quiconque veut faire partie du mouvement n'a qu'à respecter les quelques lignes directrices de l'organisation et peut parler et agir au nom du mouvement, et ce à tout moment. SHAC mène

<sup>46</sup> SHAC est actuellement présent dans une vingtaine de pays à travers le monde. Son site Internet international et son bureau central, qui regroupe les subventions et l'équipe légale, est situé en Angleterre.

(et se limite à) une campagne pour faire fermer la compagnie multinationale *Huntington Life Sciences* (HLS) qui est réputée pour être le plus grand laboratoire à conduire des expérimentations animales en Europe. Pour ainsi dire, SHAC n'existe que pour cette cause et s'éteindra avec la corporation si la campagne réussit.

Chacune des cellules de SHAC fonctionne avec une stratégie qui se décline en plusieurs points. Chacune d'entre elles est organisée horizontalement. Le groupe est autofinancé mais reçoit aussi des contributions volontaires. Les frais d'avocats sont défrayés par le centre de SHAC en Angleterre qui reçoit les dons internationaux.

Premièrement, les membres tentent de conscientiser la population à propos de HLS et dénoncent ses pratiques qualifiées de « cruauté envers les animaux ». Ils organisent des tables d'information dans les lieux publics, les stations de métro, etc. où ils font notamment la promotion de produits non-testés sur les animaux et de mode d'alimentation végétarien ou végétalien. Ils diffusent leurs actions et bulletins d'information via leur site Internet et à travers de vastes listes de courriels. C'est pourtant en s'attaquant directement aux entreprises qui font affaire avec HLS que SHAC concentre ses efforts, spécialement en faisant des pressions contre les propriétaires de ces compagnies : présidents, vice-présidents, directeurs, etc. La pratique habituelle consiste à prévenir l'individu identifié, de l'informer de la campagne et lui annoncer un ultimatum. Si elle ne cesse pas de faire affaire avec HLS à l'intérieur d'une courte période (généralement 48 heures) des mesures seront entreprises contre elle.

Ces pressions visent la sphère privée de la personne. Par exemple, plusieurs manifestations bruyantes seront organisées devant sa demeure, à toute heure de la journée ou de la nuit. Des affiches seront placardées dans son quartier avec sa photo, l'accusant de participer à la cruauté envers les animaux. Selon la répondante, des membres de SHAC iront à l'école de ses enfants, devant l'église lors de la messe, et peuvent même « la suivre au jogging matinal ».

La « mauvaise » réputation de SHAC et la renommée que l'organisation s'est faite à travers

les médias dans les 20 pays où elle est active joue en leur faveur, selon la répondante. Une fois sur quatre, la menace au téléphone suffit pour que la compagnie se retire. C'est que, historiquement, le Front de libération des animaux (ALF) a souvent frappé les cibles que SHAC voit dans sa mire lorsque les méthodes pacifiques échouent. Dans ces cas-là, le ALF peut mener des actions de vandalisme ou d'attaques incendiaires. Il y aurait donc un certain lien entre SHAC et le ALF.

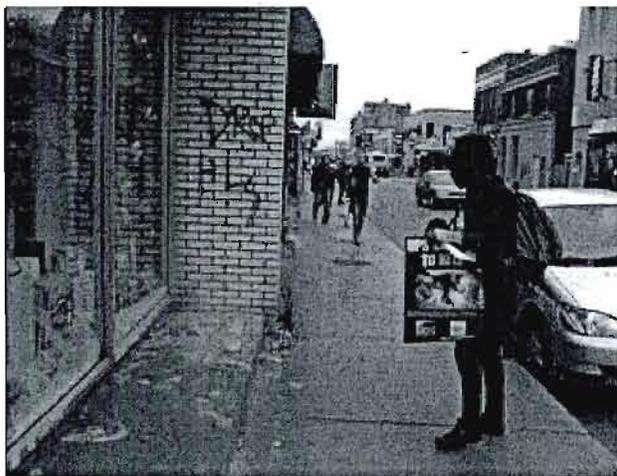


Fig. 3.7 Graffiti « Drop HLS » avec activiste de SHAC-Canada  
Source : SHAC-Canada



Fig. 3.8 Manifestation de SHAC-Canada, non-datée.  
Source : SHAC-Canada

Cette campagne est internationale. Les laboratoires de HLS sont situés en Europe et aux

États-unis. Pourtant, les membres de SHAC-Canada agissent localement en visant des présidents canadiens de compagnies internationales qui font affaire avec HLS.

À Montréal, SHAC-Canada a organisé un nombre surprenant de manifestations depuis ses tous débuts, plusieurs comptant entre 50 et 100 manifestants. Plusieurs de ces manifestations ont lieu dans les quartiers plus favorisés, surtout Westmount. En 2006, le groupe a été fortement réprimé durant ses manifestations. Un bon nombre d'arrestations et de cas de brutalité policière ont été répertoriés par leurs militants. Aussi, certains membres de SHAC-Canada ont été perquisitionnés dans leurs demeures et accusés de méfaits et d'attroupements illégal, un geste disproportionné qui n'avait jusque là jamais été entrepris au Canada, dit Arianne, la répondante.

Une manifestation de SHAC a clôturé le 8<sup>e</sup> Salon du livre anarchiste de Montréal, en mai 2007.

### 3.2.3 Libterre (2003 -)



Fig. 3.9 Logo de Libterre

Libterre<sup>47</sup> est né à partir du comité écologique de l'Association syndicale étudiante de l'Université du Québec à Montréal (ASÉ-UQÀM<sup>48</sup>) qui occupait des locaux à l'Université

<sup>47</sup> Dérivé de Terre et libertaire – i.e. anarchiste

<sup>48</sup> Anciennement Association générale étudiante des secteurs des Sciences humaines, Arts, Lettres et Communications de l'UQÀM (AGÉshalcUQÀM), qui s'effondra en 2002 à la suite de conflits

même. Une fois autonome de l'ASÉ, le groupe s'est constitué comme un collectif anarchiste et écologiste radical. La dernière version de leur manifeste (appendice C) affiche ces deux conceptions clairement.

Liberterre est né d'une révolte contre l'asservissement de la nature aux intérêts matériels des humains et contre l'idéologie productiviste qui justifie cette servitude. Basé à Montréal mais présent en campagne et dans les autres villes de la province, nous faisons partie du mouvement écologiste libertaire. Solidaires avec tous ceux et celles qui luttent pour la terre et la liberté à travers la planète, nos idéaux surpassent les limites de notre organisation et notre combat, de nature, est inclusif [...] Nous croyons à l'autogestion et l'organisation autonome des peuples avec un droit égal à la terre et une gestion égalitaire de la force de production. Nous ne reconnaissons pas la propriété privée [...] Un changement sociétair radical est impératif, et non quelque réforme. La révolution sociale et la guerre des classes doivent aussi s'attaquer à la logique d'exploitation de la nature. Le système ne peut pas être réformé, il est le problème (Liberterre, 2004).

Le collectif affiche les couleurs « vert et noir » et s'annonce, dans un tract, contre l'industrie capitaliste, l'État, le Patriarcat et l'Église, considérant ces institutions « fascistes ». Il propose « l'action radicale et décentralisée » pour reprendre et protéger la nature.

---

politiques internes après le Sommet des Amériques. Une campagne de désaffiliation à l'AGEsshalcUQÀM – à laquelle on reprochait d'être trop militante – a eu lieu et se conclut par un succès. Une occupation (*squat*) des anciens locaux de l'Association par plusieurs militants de gauche, anarchistes et communistes fut immédiatement organisée. L'occupation dura deux semaines et mena l'administration de l'UQÀM à donner de nouveaux locaux à l'Association, qui a pris alors le nom d'ASÉ-UQÀM Les locaux, A-2480 et A-2490, sont devenus un lieu commun des milieux anarchistes et écologistes radicaux de Montréal. Plusieurs groupes politiques émergèrent directement de l'effervescence entourant ces événements : Agite-Bouffe, Rebelles sans Frontière, Liberterre, Reclaim, le Plan de solidarité et d'accompagnement de Colombie (PASC) et l'Index et le Majeur – pour en nommer quelques uns. L'ASÉ-UQÀM est officieusement morte en 2005, et les locaux sont alors gérés collectivement par les groupes qui les occupent et les défendent contre l'expropriation par l'UQÀM et les nouvelles associations étudiantes. La continuité de l'espace collectif pourrait être qualifiée de précaire depuis l'hiver 2007. Le 18 août 2007, les Services à la vie étudiante ont profité de la saison estivale pour changer les serrures, sortir et faire entreposer tout le matériel du A-2480 : les livres de l'Index et le Majeur, les trois ordinateurs (dont le serveur de Reclaim) et les archives de l'ASÉ.

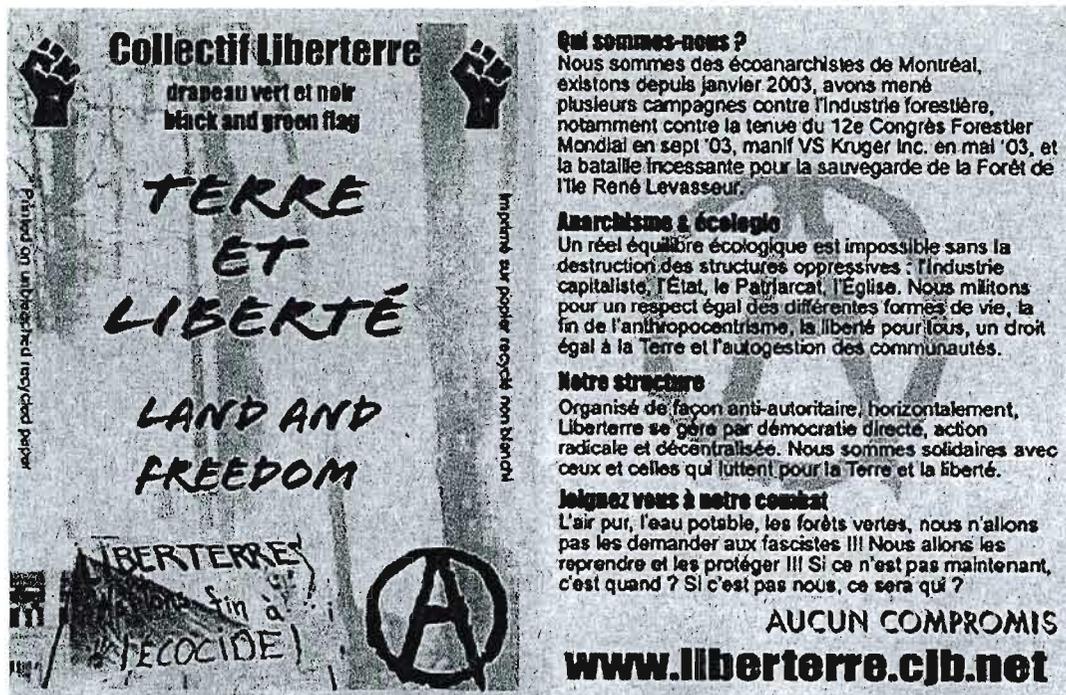


Fig. 3.10 Tract de Libterre, issu en 2003-2004  
Source : Libterre

Au fil des années, le nombre de personnes engagées régulièrement oscille entre trois et dix. En 2003 et 2004, jusqu'à trente personnes revendiquent une appartenance au groupe, après quoi leur nombre se réduit. Libterre fonctionne selon les principes de la démocratie directe, organise des réunions régulières et assure généralement un suivi entre les réunions par la rédaction de procès verbaux (voir appendice C).

Le groupe est très actif entre 2003 et 2005. Le collectif initie la lutte pour la sauvegarde de l'Île René Levasseur avec son « groupe-sœur »<sup>49</sup> la Terre d'Abord. Il organise une manifestation avec PPL contre le siège social de Kruger en mai 2003 pour s'opposer à l'exploitation de l'Île René-Levasseur. En septembre 2003 le collectif se rend (deux autobus

<sup>49</sup> La Terre d'Abord et Libterre font des actions conjointes pendant plus d'un an et organisent plusieurs événements ensemble, jusqu'à la dormance de la Terre d'Abord en 2005.

scolaires bondés de manifestants) à Québec pour contester la tenue du 12e Congrès Forestier Mondial, organisant un camp de formation tout près du Centre des Congrès de Québec avec les Amies de la Terre. Durant la journée de formation, il y a plusieurs ateliers sur l'action directe et l'action en forêt. Une manifestation réunit environ 200 radicaux durant la journée du 20 septembre où les manifestants ont « foncé » sur le Centre des Congrès (Kruzinsky et Guilbert, 2007, 15) avec des bâtons de bois.

En novembre 2003, Libérterre et la Terre d'Abord retournent devant Kruger pour faire une action de désobéissance civile, où plusieurs activistes s'enchaînent les bras dans des tubes à l'intérieur de barils de béton, bloquant ainsi l'entrée du siège social (voir appendice D). À ses débuts, le collectif fait partie de la Coalition SOS Levasseur en 2003 qu'il quitte vers la fin 2004 à cause de la nature trop « réformiste » de la coalition (Kruzinsky et Guilbert, 2007, 30-32). En 2004, il entre dans la Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC) jusqu'à la mort de ce réseau en 2006. Durant cette période, il participe activement aux événements du milieu anarchiste montréalais, représentant avec PPL la frange écologiste du milieu. Il participe aussi à la journée des *Luttes Paysannes* de 2004 où il tient un atelier. En 2005, il participe à la Coalition Anticapitaliste contre la ZLEA (CAC-ZLEA) qui tient une manifestation *Réclame ta rue* le 22 novembre.



Fig. 3.11 Manifestation précédant le Réclame ta rue; bannières de la CAC-ZLEA (droite) et de Libterterre (gauche)  
Source : Libterterre

En mars 2004 Libterterre organise avec La Terre d'Abord le premier Festival Écoradical du Québec, au Café la Petite Gaule. Plusieurs ateliers ont lieu ainsi qu'un spectacle bénéfique pour la sauvegarde de l'Île René-Levasseur avec les Vulgaires Machins. Plus de 200 personnes viennent à l'événement, considéré un succès. En mars 2004, il participe à la *Semaine de la culture libertaire* à l'UQÀM avec un atelier sur la coupe forestière au Québec. En mai 2005, Libterterre organise avec la Mauvaise Herbe le second Festival Écoradical, encore à la Petite Gaule, mais cette fois-ci comme événement de clôture du 6e Festival de l'Anarchie de Montréal, lors duquel Libterterre présentait également un atelier.

# le Festival ÉCO\_RADICAL

**> 26-27 MARS**

**AU CAFÉ-COOP LA PETITE GAULE**  
2525, rue Centre  
à deux pas du métro Charlevoix  
tél. (514) 931-1919

**de clôture avec les**  
**VULGAIRES MACHINES**  
**the Sainte-Catherines**

**VENDREDI LE 26**

- > 5-7 pm : lancement du 1er numéro du journal de Libérterre "Terre et liberté"
- > 7:30pm : Veillée boréale (présentée par La Terre d'abord vidéo sur l'action directe en forêt + débat)

**SAMEDI LE 27**

Conférence-atelier (traduction angl. et fr. offerte)

- > 12 am : Introduction à l'éco-féminisme
- > 2 pm : Écologie sociale et anarchisme
- > 4 pm : Anti-civilisationnisme - Théorie et pratiques

Exceptionnellement à l'ÉKO-CAFÉ, 1800 rue Centre

- > 6 pm : Panel sur l'action directe dans le mouvement vert

**SAMEDI 9PM**

> Show-bénéfice des **VULGAIRES MACHINES + the SAINTES-CATHERINES**  
(au profit du collectif Libérterre.)  
billets 15\$ à l'avance > info: 931-1919

**WWW.CAFEPETITEGAULE.COM WWW.LIBERTERRE.CJB.NET**  
**WWW.LATERREDABORD.ORG**

Fig. 3.12 Tract pour le premier festival éco-radical  
Source : Libérterre et la Terre d'Abord

**Second Festival Eco-Radical**  
dans le cadre du 6e festival de l'anarchie de Montréal

organisé par  
Liberterre  
et  
La Mauvaise Herbe  
http://anarchistbookshop.taktik.org

Salon du livre anarchiste

**Vendredi 27 mai**  
**Café la Petite Gaule**  
2525 rue Centre  
métro charlevoix  
**5\$+contribution**  
volontaire

◆ **15:00 - 18:00**  
**Défis du mouvement eco-radical :**  
panel - discussion avec  
• Liberterre  
• La Terre d'Abord  
• Les Jardins de la résistance  
• La Mauvaise Herbe  
• Agite Bouffe  
+ invités

◆ **18:00-20:00**  
Pause et bouffe

◆ **20:00 - minuit**  
Spectacle bénéfice avec  
**MASSEPOESIE**  
rock-funk-metal-reggae  
**VON BISMARCK 007F**  
punk-hardcore  
**HAANG ILUPPS**  
punk-hardcore

Fig. 3.13 Tract pour le second festival éco-radical  
Source : Liberterre

Entre-temps, Liberterre publie deux numéros de son journal « Terre et Liberté », suivi d'un numéro conjoint avec le journal la *Wawa* du comité CLAC-ZLEA et d'un quatrième numéro du journal vers la fin de l'été 2007. À partir de l'automne 2004, le groupe cesse de faire de l'action directe et se concentre dans des activités d'agitation, de propagande, de mobilisation et d'éducation populaire. Selon Judith de Liberterre, la priorité devint « d'écologiser les anars puis radicaliser les écolos ». Le collectif fait plusieurs actions et il est difficile de les retracer toutes. Seulement, le groupe organise des ateliers dans des cégeps, un autre avec le Collectif Reclus-Malatesta de Joliette, ainsi qu'à la Nuit de la Philosophie de l'UQÀM, à d'autres aux événements *Écofests*. Ponctuellement il participe aux actions du reste du milieu anarchiste. En 2005, il forme le contingent anticapitaliste d'une marche pour Kyoto pour lequel il publie un document contre l'environnementalisme réformiste. Finalement, il organise à l'été 2006 une « guérilla jardinière » dans le quartier Centre-Sud où plusieurs personnes vont planter des vivaces et autres plantes un peu partout sur des terrains publics ou privés. À partir de 2006, le Collectif participe au RÉZO anticapitaliste (à la suite de la mort de la CLAC) et mène plusieurs activités avec le collectif de la Rue Brique et de la Pointe Libertaire dans le Sud-

Ouest de Montréal. À l'automne 2007, Liberteerre sort d'une période d'inactivité s'étant étalé entre l'automne 2006 et l'été 2007. Le collectif s'affiche maintenant comme un groupe non-mixte de femmes.

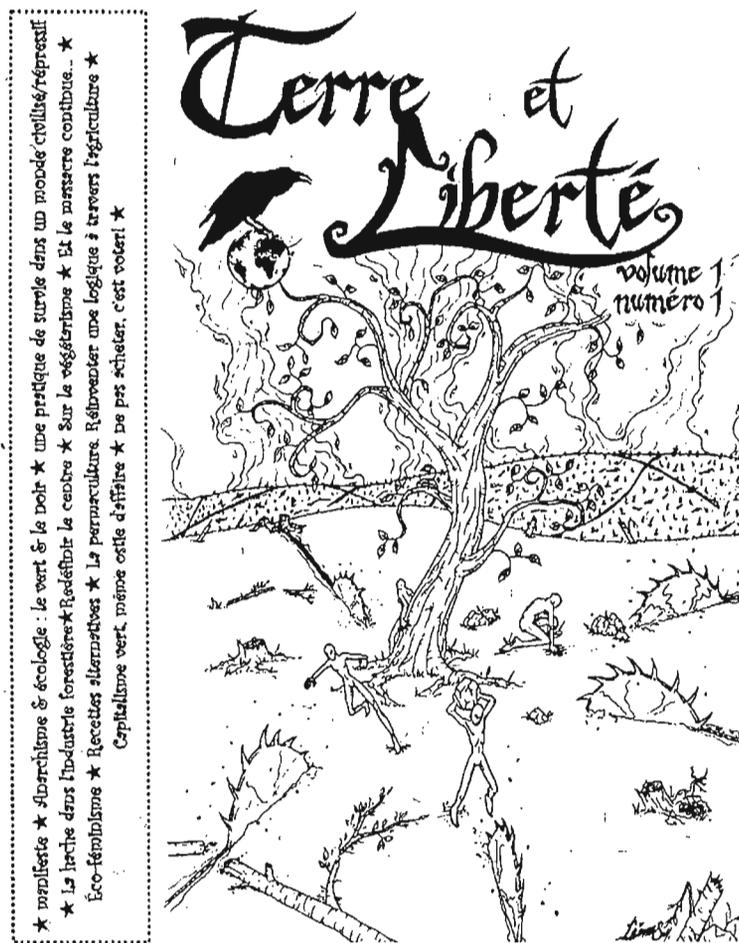


Fig. 3.14 Couverture du premier numéro de Terre et Liberté  
Source : Liberteerre



Fig. 3.15 Sketch humoristique, Terre et Liberté no. 1 vol. 1  
Source : Liberteerre

### 3.2.4 La Mauvaise Herbe (2001-)

La Mauvaise Herbe est né vers la fin 2001 avec l'idée de faire un fanzine (ou simplement *zine*) anarchiste, c'est-à-dire un petit journal artisanal de style « brochure » qui requiert peu de connaissance technologique pour le produire. Plusieurs membres du *zine le Point d'Exclamation* ont participé à la création de la Mauvaise Herbe lors de la disparition de ce premier pour fusionner avec d'autres journaux pour former le périodique anarchiste *Le Trouble*. L'idée à la base était de créer un tremplin pour diffuser diverses idées, sans plateforme. L'origine de la Mauvaise Herbe est marqué par les influences écologistes et insurrectionnelles. Le groupe est décrit par le CRAC-K<sup>50</sup> comme

[...] un collectif qui diffuse le journal anarcho-écologiste du même nom. Le collectif fait aussi la diffusion de livres neufs et usagés, mais aussi de brochures concernant l'anarchie, l'écologie radicale, la dé-domestication, les luttes autochtones, la libération animale, etc., ainsi que des critiques du capitalisme, de la civilisation, de la technologie/industrie et du fétichisme organisationnel. Il rassemble des anarchistes de diverses tendances promouvant ainsi la diversité que peut (et doit!) prendre l'anarchisme (CRAC-K, 2007).

---

<sup>50</sup> Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective du *Kébec* (CRAC-K) est un groupe d'étude qui recense et étudie les groupes militants anticapitalistes et coopératives de travail dans la province. Il compte plusieurs membres provenant de diverses disciplines à travers les sciences humaines, notamment Anna Kruzinsky, Amandine Guilbert et Catherine St-Arnaud Babin.

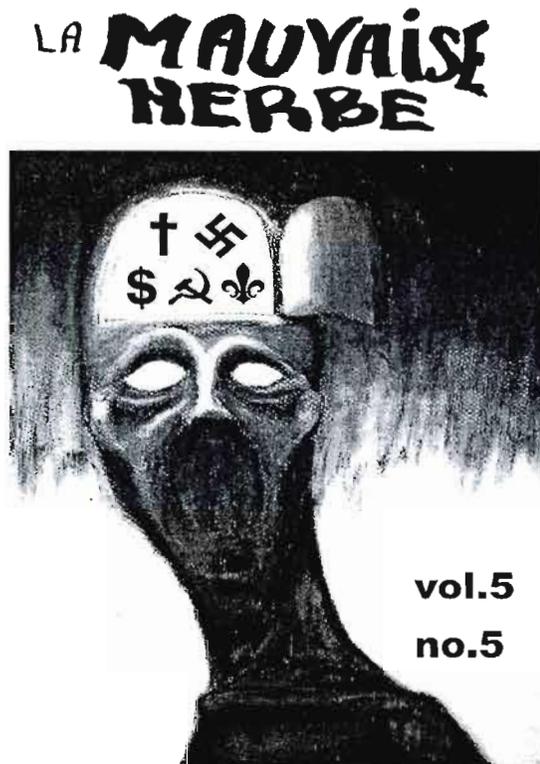


Fig. 3.16 Mauvaise Herbe, couverture du numéro d'automne 2006  
Source : La Mauvaise Herbe

Excluant les contributions extérieures et des sympathisants ponctuels, le groupe est composé de sept ou huit personnes environ. Il est principalement financé par ses membres, les contributions volontaires et les activités bénévoles. La Mauvaise Herbe se réunit deux fois par numéro et organise parfois des réunions extraordinaires pour discuter de sujets particuliers (ex. le Salon du Livre anarchiste).

Entre 2001 et 2002, la Mauvaise Herbe change de format<sup>51</sup> et stabilise sa production un peu plus à partir de 2003, tirant quatre numéros par année : un par saison, à un tirage oscillant entre 400 et 500. La diffusion n'est pas égale, mais elle se fait généralement à plusieurs points de chute à travers Montréal, dans les cafés, bars, locaux communautaires et associations étudiantes. Le principal point de chute est la Librairie l'Insoumise. Parfois, des

<sup>51</sup> La brochure passe du 11''x17'' au 8,5''x11'', pour des raisons pratiques liées à la production.

copies sont distribuées jusqu'à la librairie la Page Noire<sup>52</sup> de Québec. Dupuis-Déri (2005, 191) remarque qu'à partir de 2003, la Mauvaise Herbe s'affiche plus clairement de tendance anti-civilisationnelle, s'affirmant d'influences « anticivilisationnistes, autonomistes, insurrectionnistes, individualistes, écoanarchistes, anarcho-punks, anarcho-primitiviste, néo-lutte de classe, lutte contre les classes, luddistes, biorégionalistes, situationnistes et autres anarchistes sans étiquettes » (Mauvaise Herbe, 2003).

La Mauvaise Herbe réunit des textes de sujets très variés. Mis à part les textes sur l'écoanarchisme et divers articles à propos de la critique anti-civilisationnelle, on retrouve des recettes médicinales naturelles, d'autres articles contre l'extrême-droite, l'individualisme, les bidonvilles, l'expérimentation animale, les antibiotiques, les néonazis, le travail, les élections. On retrouve aussi des articles à propos du nihilisme actif, du militantisme, des squat... Le zine fait la promotion de plusieurs nouvelles internationales et d'événements locaux d'intérêts similaires, dont les activités de la Forêt Noire.

La Mauvaise Herbe comporte un volet diffusion de livres et participe à la librairie anarchiste l'Insoumise. Il s'agit d'un des diffuseurs locaux présents au Salon du Livre anarchiste annuel. Le groupe a déjà organisé des spectacles bénéfiques avec certains groupes de musique locaux, dont *Haang Uups*, *Von Bismark 007*, *Masse Poésie*, les *Sainte-Catherines* et *Tempête*. Il a aussi organisé une conférence en 2006 avec l'américain Jason McQuinn, un des éditeurs de *Anarchy: a Journal of Desire Armed*, les éditions Paleo et C.A.L. Press. Finalement, la Mauvaise Herbe a donné un atelier sur la critique de la civilisation durant le premier Festival Écoradical et organisa le second avec Liberberre.

À l'automne 2007, la Mauvaise Herbe publie son 25<sup>e</sup> numéro, totalisant alors plus de dix mille exemplaires depuis 2001.

---

<sup>52</sup> Librairie anarchiste à Québec.

## L'anarchisme post-gauchiste & L'édition anarchiste aux États-unis

### Présentation et discussion avec Jason McQuinn

L'anarchisme post-gauchiste met l'accent prioritaire sur des thèmes, valeurs et pratiques libertaires, plutôt que ceux de la gauche. Ni de droite ou de gauche l'anarchisme post-gauchiste n'a rien à avoir avec le post-modernisme non plus. L'anarchisme post-gauchiste se penche sur la critique de l'organisation (le « félicisme organisationnel ») de la civilisation; la critique de la technologie au delà des questions environmentalistes; la critique de la vie quotidienne. L'autonomie et la liberté de l'individu sont aussi des thèmes abordés.



McQuinn est l'un des fondateurs de la revue américaine *Anarchy*, de passage à Montréal. Il parlera également de l'édition anarchiste en s'appuyant sur son expérience de 25 ans avec *Anarchy magazine*, *C.A.L. Press* et *Alternative Press Review*. Une discussion et période de questions suivra les présentations.

Contribution volontaire; des rafraîchissements seront offerts.

**Samedi 29 juillet 19h**  
2035 St-Laurent, (bibliothèque DIRA)  
(en haut de la librairie anar l'Insoumise)  
métro St-Laurent



**Une présentation organisée par le groupe anarchiste-vert La Mauvaise Herbe**

Fig. 3.17 Affiche, discussion avec Jason McQuinn  
Source : La Mauvaise Herbe

### 3.2.5 Le Collectif pour une Université Libre (2005- )

Né durant la grève générale étudiante à l'hiver 2005 à l'Université Sherbrooke, le Collectif pour une Université Libre (CUL) s'est formé pour lutter contre le monopole de Chartwells, une compagnie privée qui opère la cafétéria de l'université. Le CUL dénonce le sous-financement du système d'éducation qui pousse les universités à faire des concessions avec le secteur de l'entreprise privée. De plus, elle dénonce le système agro-industriel et fait la promotion d'alimentation végétarienne de provenance locale. Entre cinq et six personnes constituent le noyau « permanent » du groupe mais jusqu'à 20 personnes participent à l'organisation. Le CRAC-K définit le CUL comme un

Collectif sans base d'affinité formelle. Prépare et sert de la nourriture bio et végétarienne (presque toujours) une fois par semaine à l'Université de Sherbrooke. D'autres activités ont aussi été organisées comme des lectures de poèmes engagés ou

la participation à différents kiosques (CRAC-K, 2007).

Marie, la répondante de ce groupe, affirme qu'il s'agit plutôt d'un groupe d'affinité, où il y a aussi de la musique et de la projection de films durant la distribution. Cette distribution a lieu chaque semaine dans un salon étudiant devant la cafétéria de Chartwells au sein de la faculté de lettres et sciences humaines (AFELSH).

Le groupe achète notamment des légumes d'agriculteurs locaux. La nourriture est cuisinée au centre-ville de Sherbrooke, dans les locaux du groupe communautaire Rassemblement autonome des jeunes (RAJ). Il est financé par les contributions volontaires et des subventions d'associations étudiantes.

L'Université de Sherbrooke a envoyé des gardiens de sécurité à chaque distribution, sommant les militants d'arrêter leurs activités. À l'automne 2006, cinq participants ont été convoqués à un comité disciplinaire. L'administration a même fait venir des inspecteurs du ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec (MAPAQ). Cependant, comme le groupe offre gratuitement la nourriture, les inspecteurs sont repartis. Plusieurs groupes ont supporté le CUL à la suite de la répression de l'administration, dont un journal local - *le Collectif* - et l'AFELSH de l'université.

### 3.2.6 Le Collectif de Minuit ( 2004-)



Fig. 3.18 Logo du Collectif de Minuit  
Source : Collectif de Minuit

Le Collectif de Minuit est inspiré du *Midnight Kitchen Collective*<sup>53</sup> de l'Université McGill. Né en 2004 et basé à l'Université Laval, il se consacre principalement à la distribution hebdomadaire (une à deux fois par semaine) de nourriture récupérée et végétalienne, généralement biologique (CRAC-K, 2007). Il se prononce contre l'industrie agroalimentaire et contre la compagnie Sodexo qui détient la majeure partie de la distribution alimentaire sur le campus. Comptant environ dix à quinze participants, il est organisé horizontalement, informellement (peu de réunions) et fonctionne selon des règles de démocratie directe. Cassandre, la répondante, affirme que l'objectif à la base était de « faire une distribution de bouffe à l'université » mais elle ajoute qu'il s'agit aussi « comme moyen d'action directement contre Sodexo qui détenait la concession des distributions alimentaires ». De plus, il s'agit aussi d'une façon de « créer des espaces qui sont conviviaux où on peut discuter de ces thèmes là, et ça peut mener aussi à l'action ».

Notre action principale consiste à distribuer de la nourriture moyennant une contribution volontaire. Il constitue une alternative aux services alimentaires présents

<sup>53</sup> Le *Midnight Kitchen Collective* est un groupe d'étudiants et d'étudiantes de l'Université McGill dans l'esprit du *Food not Bombs*. Les membres récupèrent, cuisinent et distribuent de la bouffe. Le groupe est officiellement financé par l'association étudiante qui prélève un certain montant en cotisation pour chaque étudiant de l'association à cette fin.

sur le campus, et ce à trois niveaux :

- Une alternative économique, en distribuant de la nourriture moyennant une contribution volontaire, ce qui amène les gens plus fortunés à contribuer pour le repas des plus démunis.
- Une alternative écologique et santé, en servant des repas entièrement végétaliens, ce qui favorise une culture beaucoup moins dommageable et cruelle que celle de la viande, en privilégiant les aliments biologiques, en compostant ses résidus et en évitant le suremballage.
- Une alternative sociale, en étant ouvert à tous et toutes, sans aucune discrimination, en prenant ses décisions démocratiquement et en prônant des valeurs sociales comme l'autodétermination, le respect des différences, le partage et l'implication

Principalement défini dans l'action, le Collectif de minuit s'est fait défenseur de la cause de l'autodétermination de manière beaucoup plus large, lors d'action de solidarité, par exemple en distribuant de la nourriture au syndicat des chargés de cours lors de leur grève à l'hiver 2004, et lors de manifestation étudiantes embrassant nos principes. Toutefois, le fait d'avoir embrassé ces causes, ne fait pas de nous un service de traiteur militant... (Collectif de Minuit, 2005)

Le collectif est composé de dix à quinze participants, mais ce nombre fluctue beaucoup au fil du temps. Il est presque entièrement financé par les contributions volontaires, puisque la nourriture leur est donnée ou récupérée. Les participants ne disent pas bénéficier d'autre aide financière. Le groupe distribue ses repas devant la cafétéria du Pavillon de Koninck et *squatte* un local étudiant pour entreposer le matériel. Ils distribuent de l'information, sur papier mais aussi avec des haut-parleurs et ont déjà projeté des vidéos sur Sodexho, dénonçant ses investissements dans les prisons privées, et ses pratiques anti-syndicales. Cependant, le groupe cuisine à l'extérieur du campus universitaire après avoir été chassé des résidences étudiantes par l'administration de l'université.

Précisons ici qu'une vague de répression a été initiée par l'administration de l'Université Laval à partir de 2005. Selon Cassandra, la répression a commencé à cause d'un tract anonyme affichant un clou et le message « faut ajouter du piquant à Sodexho ». Cassandra estime que jusqu'en 2006, un total de quinze étudiants ont été sommés en comité de discipline. Un café étudiant a reçu une mise en demeure parce que le Collectif en employait l'évier pour laver la marmite. En décembre 2005, une conférence de presse est tenue par le Collectif, où

Iseult Séguin Aubé, étudiante, Diane Lamoureux, professeure de science politique et

Jesus Jimenez Orte, président de la Ligue des droits et libertés feront le point sur les récentes procédures disciplinaires entreprises par l'Université contre huit étudiantEs pour avoir 'aidé, encouragé et/ou distribué de la nourriture sans autorisation' (*id.*).

Durant cette période, la police aurait été appelée plusieurs fois par l'administration de l'université. Elle aurait même tenté de saisir la marmite (dénommée « Emma »). Le Collectif est entré en négociation avec l'université pour tenter de cesser les convocations. Cependant, le Collectif a refusé toute concession. Cassandra affirme que le groupe « a toujours refusé de s'affilier avec l'université ». Elle rajoute, « on veut pas être institutionnalisés ». À l'hiver 2005, l'université fait une liste de demandes au Collectif sans pourtant s'engager à cesser les convocations ni à révoquer les accusations contre les étudiants.

Nous autres on a dit 'de la marde!'. Dans le fond, on avait toujours existé avant, sans leur permission, donc ça a pas donné grand-chose [...] on a décidé de renvoyer une lettre à l'université en leur disant qu'on continuerait à fonctionner comme ça, leur disant qu'on voyait pas de raison de négocier. Ça s'est terminé comme ça (Cassandra, Collectif de Minuit).

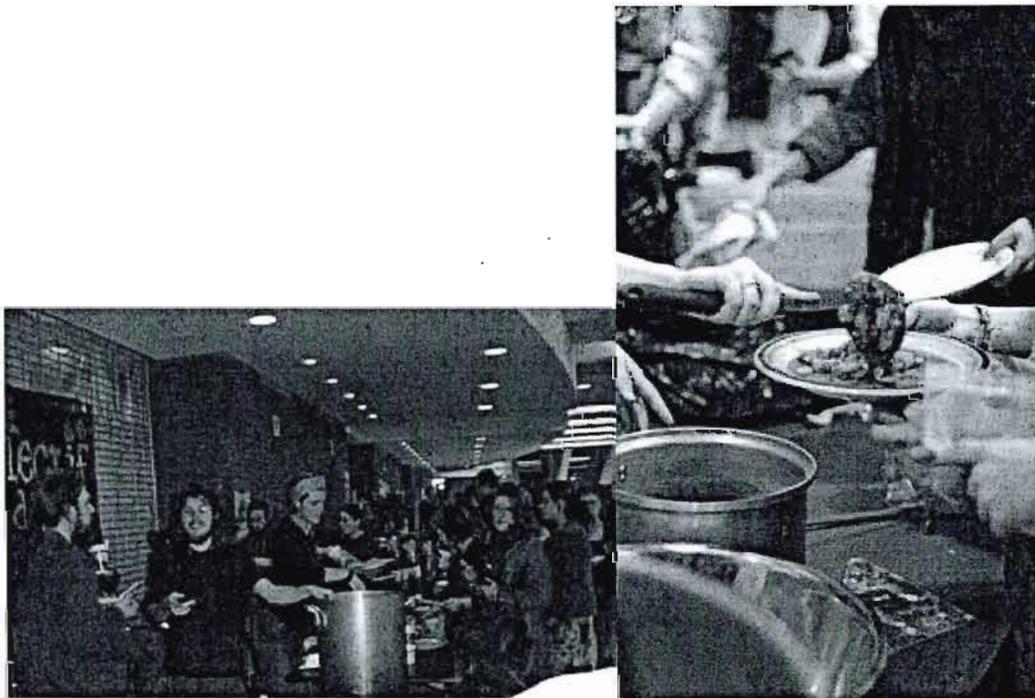


Fig. 3.19 Distribution de nourriture à l'Université Laval par le Collectif de Minuit  
Source : Collectif de Minuit

### 3.2.7 La Terre d'Abord (2003-2005)

La première cellule québécoise d'Earthfirst!, la Terre d'Abord, est active durant environ trois ans. La cellule est fondée en 2003. Plusieurs des fondateurs participent à l'organisation contre le 12<sup>e</sup> Congrès Forestier Mondial à Québec, après quoi la première action officielle de la Terre d'Abord est l'action conjointe avec Libterre au siège social de Kruger, le 26 novembre 2003.

Le groupe compte un nombre changeant de personnes, environ six ou sept pour le noyau central. À ses débuts, la Terre d'Abord tenait ses réunions aux locaux de Greenpeace à Montréal, mais Damien explique que le groupe a soudainement été expulsé :

pendant un temps on avait nos réunions dans les locaux de Greenpeace, mais Greenpeace nous a foutu à la porte à cause que ça pouvait leur faire une mauvaise image. Même si on avait rien à voir avec eux, on faisait juste utiliser une salle de conférence. Dans le fond, elle nous a été interdite. Pis après ça on se déplaçait d'une maison à l'autre, d'un resto à l'autre

Ensuite, le groupe se déplace constamment d'un endroit à l'autre pour des raisons de sécurité, craignant d'être mis sous écoute par la police.

Le mouvement Earthfirst!, qui fonctionne selon le modèle autonome et décentralisé d'autres groupes écologistes radicaux tels ELF, ALF et SHAC, comporte quelques lignes directrices : principalement la sauvegarde de toute vie (ce qui exclut donc les actions comportant de la violence aux individus), une conception de l'écologie profonde et des pratiques qui se résument généralement à des actions directes pacifiques (désobéissance civile) et du sabotage (i.e. *monkeywrenching*). Damien, répondant pour la Terre d'Abord, affirme qu'à l'origine, la constitution de la cellule était conforme au mouvement Earthfirst! : « on trouvait ça intéressant comme optique pis on a décidé de fonder une cellule à Montréal qui partageait le même genre de tactique pis le même genre d'idéologie ». La Terre d'Abord est presque entièrement autofinancée, mis à part un spectacle bénéfice lors du premier Festival Éco-Radical et la vente de chandails sérigraphiés.

Le groupe fonctionne sur des bases qu'on pourrait qualifier de libertaires, par démocratie

directe et horizontale, avec emphase sur le consensus. Cela est perçu par Damien comme « le seul mode de décision qui permet vraiment à tout être de prendre position » et qui respecte « le bien-être de chacun ». Cependant, il s'agit beaucoup plus d'un groupe d'action directe qui adopte un mode de groupe d'affinité fermé, c'est-à-dire qu'il n'accepte pas de nouveaux venus et ne diffuse d'informations relatives à son organisation. Le groupe se restructure d'une action à l'autre pour éviter l'infiltration par la police.

L'action devant le siège social de Kruger illustre bien cette particularité. L'action a été organisée par Liberte terre et la Terre d'Abord : la Terre d'Abord a coordonné et exécuté l'action directe, l'appel aux médias et les volontaires qui seraient attachés à des barils (et se feraient arrêter), etc. Pour sa part, Liberte terre, plus ouvert, a organisé la manifestation d'une centaine de personnes pour appuyer les dissidents et prévenir, par leur présence, la brutalité policière qui aurait pu survenir.



Fig. 3.20 Désobéissance civile devant Kruger  
Source : Liberte terre

À ses débuts, la Terre d'Abord est exclusivement centré sur la protection de la forêt Boréale, principalement par le biais de la campagne pour la sauvegarde de l'Île René Levasseur, qui a

été initiée collectivement par le mouvement écologiste radical du Québec (avec PPL et Libterre). Le groupe organise quelques manifestations, dont deux avec des sapins de Noël au rebus pour symboliser la déforestation.

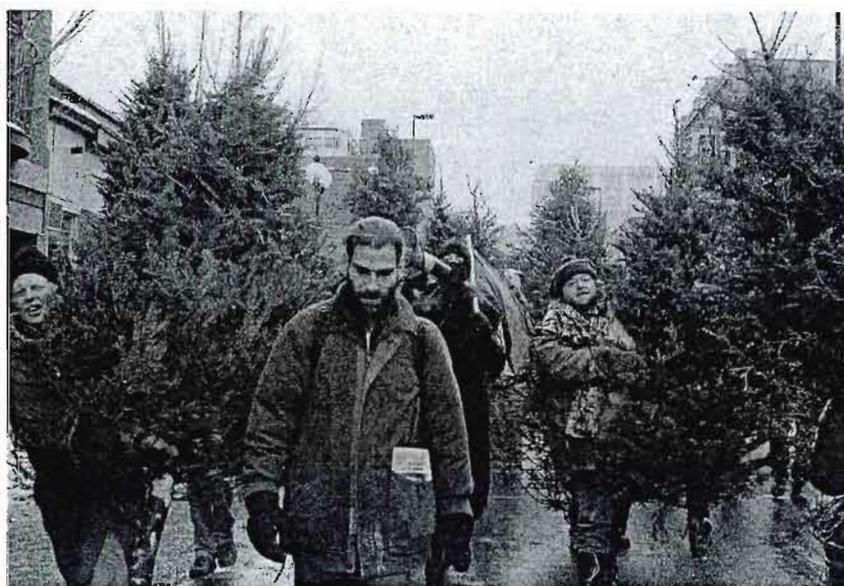


Fig. 3.21 Manifestation pour la sauvegarde de la forêt boréale, le 28 juillet 2004  
Source : Libterre

La Terre d'Abord poursuit les efforts pour la sauvegarde de l'Île René-Levasseur avec la récente Coalition SOS Levasseur. Le groupe initie la première expédition sur l'Île à l'été 2004.



Fig. 3.22 Première expédition à l'été 2004 sur l'Île René-Levasseur.  
Source : La Terre d'Abord.

Le groupe a organisé le premier Festival Écoradical avec Libterre en 2004. Il initie une série de *Veillées Boréales* au Café Chaos : des soirées mensuelles où sont projetés divers films (dont plusieurs référents à Earthfirst!) sur des enjeux environnementaux, centrés sur la sauvegarde des forêts. Les soirées sont suivies de discussions au sujet de l'écologie et de diverses expériences de pratiques écologistes, avec une emphase sur la radicalité du discours et des pratiques.

En 2005, le groupe organise une autre action directe, cette fois-ci contre la construction de l'incinérateur de Belledune par Bennet Environnement. L'action a lieu aux bureaux de circonscription de Paul Martin (qui était alors Premier Ministre du Canada), à Verdun. Les activistes entrent tôt le matin, expulsent les employés, s'attachent aux portes des locaux avec des cadenas liés autour du cou. Simultanément, Libterre organise une manifestation d'appui dont une bonne partie des manifestants demeure sur les lieux la nuit durant, pour être présent en cas de brutalité policière. Le lendemain, la police défonce un mur adjacent et scie les cadenas. Avec les procès qui ont suivi cette action, le groupe s'éteint.

## 3.2.8 Dada a faim (2002-2004)



Fig. 3.23 Extrait d'un document de Dada a faim  
Source : Dada a faim

Dada a faim s'est formé au printemps 2002 à la suite de l'expérience de comités de récupération et cuisine de nourriture qui avaient été organisés dans le cadre des manifestations contre le Sommet des Amériques en 2001. L'œuvre conjointe de ces comités de *bouffe* avait réussi à servir plus de 7,000 repas pour les gens hébergés à l'Université Laval durant la tenue du Sommet. L'expérience a inspiré des personnes à fonder Dada un peu avant le squat du 920 de la Chevrotière, à Québec. Le groupe a fait sa première action pour l'ouverture de squat<sup>54</sup>.

Il n'a pas de local fixe, plutôt, les réunions et la cuisine se font chez les personnes membres du groupe. Initialement, le groupe est composé de quatre personnes, mais en compte parfois jusqu'à dix. Le nom « Dada » est inspiré du dadaïsme, puisque le groupe souhaitait faire de l'action militante qui soit aussi ludique et communicatrice (d'où l'emploi d'illustrations et de bandes dessinées) pour changer un peu le visage du militantisme anarchiste intellectuel

<sup>54</sup> Action d'occupation initiée par le Comité populaire St-Jean-Baptiste dans le cadre d'une campagne du FRAPRU à l'été 2001, du 17 mai au 20 septembre, dans le quartier St-Jean-Baptiste de Québec (CRAC-K, 2007). On y réfère en tant que « Squat de la Chevrotière » parce qu'il était situé sur la rue du même nom.

« habillé en noir »<sup>55</sup>. Le nom a aussi été choisi parce qu'il peut signifier n'importe qui, comme le spécifie Alexandra : « Dada ça peut être n'importe qui, ça peut être Paul, ça peut être Jacques ». Elle insiste sur le fait que la faim soit choisie comme enjeu politique parce qu'elle est partagée : « 'la bouffe rejoint tout le monde, tout le monde peut avoir faim' » (Alexandra, Dada a faim).

Le groupe fonctionne selon les principes de la démocratie directe, de façon plutôt souple. Son œuvre principale est d'organiser, jusqu'en 2004, une « action bouffe » par mois devant la bibliothèque Gabrielle-Roy, en basse-ville, dans l'effort de s'approprier l'espace et d'en faire un espace politique de lutte sociale. L'hiver, la distribution a lieu au Tam-Tam Café, tout près. Chaque mois, un thème particulier est choisi, comme la question des femmes, du logement, du racisme, etc. Outre la distribution gratuite de nourriture végétarienne ou végétalienne, le collectif fait de l'éducation populaire en distribuant de l'information, des tracts, des bandes-dessinées, liant les enjeux de la faim, de l'écologie au capitalisme et au patriarcat.

Aussi, le collectif appuie plusieurs autres actions de groupes libertaires de Québec, mais aussi de groupes communautaires, en distribuant des sandwichs végétariens ou des biscuits dans les manifestations par exemple. Alexandra illustre le lien entre l'éducation populaire (*agit-prop*, pour agitation et propagande) et l'alimentation, en soulignant leur implication dans le milieu libertaire de Québec :

[...] agit-prop, avec les actions bouffe dans la rue, l'objectif était de créer un espace politique autour de la bouffe [...] Lutter contre le capitalisme et le patriarcat, par le biais de la bouffe, de l'agit-prop, dans la rue, appuyer les actions avec lesquelles on était solidaire, participer à l'espace libertaire, que ce soit avec la NEFAC, la RIX qui existe plus, le collectif des Bas-Quartiers qui existe plus non plus, qui étaient tous des collectifs libertaires [...] la récupération de bouffe s'inscrivait là-dedans, tsé, comme contre le gaspillage, contre la surproduction, contre le sur-emballage, Dada a faim avait une position végétarienne tendance végétalienne, donc contre l'industrie de consommation de viande... (Alexandra, Dada a faim)

Dada a faim est d'abord financé par des dons autour du Sommet des Amériques, puis par les contributions volontaires. Par la suite, le collectif a donné ce qu'il avait d'argent à la Journée

---

<sup>55</sup> Par exemple, la bannière de Dada a faim est en tissu de couleur orange.

Autogérée lors de sa dissolution en 2004.

En 2003, le groupe distribue de la nourriture au parc où se tiennent les deux journées d'ateliers populaires organisées en opposition au 12<sup>e</sup> Congrès Forestier Mondial par Libérterre et les Amies de la Terre. Le collectif participe aussi à la campagne contre la destruction du Bois de l'Escarpement avec les Amies de la Terre en faisant un barbecue végétarien à une journée d'ateliers au même endroit.

Une des actions significatives de Dada a faim est son rôle dans l'organisation de la Journée Autogérée de 2003 et 2004, que le groupe a initié avec le collectif des Bas-Quartiers et la NEFAC. La journée regroupe des ateliers de plusieurs groupes à tendances radicales (ex. Cyprine, les Sorcières, le PASC, Nooneisillegal, la Nuit), mais aussi des groupes communautaires citoyens. Plusieurs centaines de personnes y assistent, avec de la nourriture de Dada a faim, des spectacles de musique en plein-air. L'objectif est de diffuser les idées radicales mais aussi de se rapprocher l'espace qui a été un lieu important de l'opposition au Sommet des Amériques de 2001. Alexandra parle de l'initiative de la Journée Autogérée.

On s'est dit, 'on fait une journée autogérée', avec des ateliers, dehors, l'Ilot Fleuri, c'est vraiment un espace – ben là y'existe plus – c'était un espace symbolique, politique, vraiment important dans l'imaginaire, pas juste des militants, du monde à Québec en général [...] penser les expériences d'auto-organisation, des mouvements qui essaient de faire des brèches avec une perspective radicale [...] c'était vraiment d'avoir un espace de diffusion, de convergence, d'initiatives radicales, sous une bannière libertaire affichée (Alexandra, Dada a faim).



Fig. 3.24 Affiche pour la Journée Autogérée de Québec, 2005.  
 Source : Dada a faim.

### 3.2.9 Les Jardins sans nom (2006-)

Il y a peu d'information sur les Jardins sans nom. Cela est dû au fait que le groupe ne souhaite pas être connu du grand public. Le projet, situé simplement en banlieue de Montréal, est en territoire autochtone. Il est situé sur des terres de la Reine (i.e. de tenure publique) contestées, et occupe donc politiquement le site en question. Le groupe de tendance libertaire, fonctionne horizontalement et selon des pratiques de démocratie directe, est constitué de six à dix personnes, appuyées par plusieurs autres qui se greffent au projet de temps à autres, (surtout l'été pour les travaux sur le terrain). Les Jardins sans nom ont reçu de l'aide des Jardins de la résistance pour débiter la première saison en été 2006.

Le groupe est surtout autofinancé, mais reçoit aussi des subventions de certaines associations étudiantes. D'emblée, les Jardins sans nom veulent aider la communauté autochtone, localement et à Montréal. Cette aide se fait en deux temps. Premièrement, donner des

légumes biologiques gratuitement pour contribuer à la sécurité alimentaire et la santé de la communauté locale. Deuxièmement, faire participer des membres de la communauté locale et de Montréal pour leur permettre un contact direct avec la terre, le partage des connaissances menant à une autonomie accrue et contribuant à la restauration d'une culture ancestrale de culture du sol.

Selon Martin, le répondant pour le groupe, l'ensemble du projet vise à « faire des liens directs de solidarité avec la communauté, qui est un travail de base, qui prend du temps mais qui... que nous on fait à travers le travail collectif du jardinage ». Le projet s'ancre dans une lutte contre le colonialisme et de résistance culturelle. Il vise aussi à lutter contre la pauvreté et la dépendance au marché agro-industriel.

### 3.2.10 Les Jardins de la résistance (2004-)

Débuté à l'hiver 2004 en s'inscrivant comme la continuité de l'Action pour une solidarité paysanne (ASP), les Jardins de la résistance s'installent sur une terre dans les alentours de Huntington qui leur est prêtée et font de la production maraîchère biologique non certifiée à l'été 2005, 2006 et 2007. Les participants plus réguliers oscillent entre huit à dix le premier été, environ cinq pour le second et une douzaine pour le troisième été. Généralement, d'autres personnes s'ajoutent temporairement pour la période de l'été afin d'aider bénévolement aux travaux.

Le groupe fonctionne de façon horizontale selon les principes de la démocratie directe, visant le consensus. Les personnes qui assurent une permanence ont cependant un peu plus de contrôle sur l'ensemble des décisions, puisqu'elles assurent le suivi et ont souvent de meilleures connaissances techniques, qu'elles visent à partager. Maxime, le répondant, affirme que les Jardins sont

[...] un endroit pour apprendre, faire l'expérience de l'agriculture, souvent du monde qui ont pas tant d'expérience là-dedans... c'est un espace autant d'exploration sur d'autres façons de faire que l'agriculture conventionnelle, pis ça c'est quelque chose qui rallie beaucoup de monde; que ça soit un projet d'apprentissage pis de formation. Y'en a une autre partie que c'est rendre accessible les aliments biologiques, souvent c'est super cher pis c'est réservé à des milieux super aisés [...] (Maximè, Jardins de

la résistance).

Le groupe est financé par la vente de chandails et par l'obtention de subventions de différentes organisations étudiantes. Le reste de ses activités est financé par les participants eux-mêmes. Les trois grands objectifs des Jardins sont axés autour de l'autonomie : l'accessibilité à des aliments biologiques de qualité, la formation et le partage des connaissances, ainsi que le renforcement de liens avec des communautés précaires de Huntington et de Montréal. Ce dernier aspect est explicité par Maxime :

[...] utiliser la production de bouffe dans le cadre d'un processus plus large que ça d'organisation, de mobilisation, de changement. De montrer un exemple de projet plus autogéré, autonome, qui peut répondre directement des besoins sans attendre de l'État ou d'une compagnie, ça rentre dans de quoi de plus large : une volonté d'action sociale plus large (*id.*)

Les Jardins offrent une partie de leur récolte à des groupes militants de Montréal et des communautés ethniques plus pauvres à Montréal. Aussi, le groupe vend des paniers biologiques à coûts moindres et du « jus de terre » (tiré à partir de vermicompost). Cette pratique se veut complémentaire à la récupération de nourriture (*i.e. dumpsterdiving*) qui se fait beaucoup à Montréal, pour que des personnes à faibles revenus puissent au moins avoir des légumes biologiques de qualité durant l'été.

### 3.3 Les groupes non-répondants

#### 3.3.1 Agite-Bouffe (2002-2006)

Agite-Bouffe est né à l'hiver 2002 durant l'occupation (squat) des anciens locaux de l'AGEsshalcUQÀM, où le groupe s'est formé pour cuisiner afin de soutenir les militants dans l'occupation. Il traite principalement des enjeux d'agriculture industrielle, de malbouffe, de récupération de nourriture. Il se rassemble ponctuellement pour cuisiner et distribuer de la nourriture, souvent à l'UQÀM mais aussi durant diverses activités militantes, dont une manifestation étudiante à Québec. Il est basé principalement à l'UQÀM mais est actif à plusieurs endroits de Montréal.

Le groupe est composé d'environ six personnes, mais a déjà compté jusqu'à dix participants réguliers. Il est organisé en groupe d'affinité sur des bases libertaires et écologistes radicales,

En 2003 et 2004, le groupe fait de la distribution de paniers de légumes biologiques à l'UQÀM, au coût de cinq dollars, une fois par semaine. À deux reprises, Agite-Bouffe distribue devant la cafétéria des Entreprises Auxiliaires de l'UQÀM. Plusieurs distributions sont organisées ailleurs dans l'UQÀM, notamment à l'entrée métro et au pavillon Judith-Jasmin. Le groupe tient un atelier intitulé « La malbouffe et vous » à la semaine de la culture libertaire, à l'UQÀM en 2004. Il cuisine pour une fête de solidarité avec la Colombie en avril 2004. Il accompagne généralement ses distributions de tracts expliquant les enjeux visés et les raisons de l'action. Il est largement autofinancé, mais reçoit aussi les contributions volontaires et des subventions ponctuelles en provenance de certaines associations étudiantes.

Agite-Bouffe affectionne les actions spontanées. Peu de celles-ci ont été recensées, mais le groupe est allé plusieurs fois faire des action-théâtres dans des McDonalds en faisant semblant de vomir pour faire fuir la clientèle.

Il y a eu beaucoup de débats en 2004-2005 dans Agite-Bouffe à savoir si le groupe devait tenter de s'institutionnaliser et s'agréer dans l'UQÀM, tels l'ont fait le *Midnight Kitchen Collective* et *People's Potatoe*, respectivement présents dans les universités de McGill et Concordia. Mais le groupe tient sa position et refuse systématiquement de s'intégrer dans les structures. Il se contente de prendre avantage des locaux et de l'accueil de l'ASÉ-UQAM. Au printemps 2005, le groupe fait une large distribution gratuite de plantes de jardin que les membres ont fait pousser durant l'hiver. Ceux-ci aident la cause du Café Hubert-Aquin (le seul café étudiant autogéré de l'UQÀM) en s'opposant à l'ouverture d'un comptoir-café par les Entreprises Auxiliaires en face du Café Hubert-Aquin (qui résulte en la fermeture du comptoir l'automne suivant). En avril 2005, Agite-Bouffe participe à l'organisation de la Journée mondiale des luttes paysannes qui a lieu au CEDA, dans le quartier St-Henri, où il présente un atelier sur l'horticulture urbaine.

# Journée mondiale des luttons paysannes



Présenté par Agite-bouffe, CLAC-Comité  
Amérique latine, Libertérrer, Pain, panais  
et liberté, People's Potato, Social Justice  
Committee, Union paysanne Montréal

L'industrie agroalimentaire affame la paysannerie  
Réapproprions-nous nos terres  
et notre alimentation!

## MANIFESTATION festive

Pour dénoncer la main-mise des multinationales  
sur l'agriculture et les paysans  
Vendredi 15 avril à 15h

📍 Jean-Talon, rassemblement devant la tour

## Pique-nique

Dimanche 17 avril, à partir de midi  
au CEDA, 2515 rue Delisle

📍 Lionel-Groulx

## Bonne bouffe sur place

Amenez vos chaises, vos couvertures et vos  
couverts, on fournit le reste!

Ateliers, performances et animation  
Agriculture urbaine – Luttons paysannes d'ici et  
d'ailleurs – Alimentation alternative  
Et plus!

Parc pour les enfants

Programation complète : <http://www.1003.org>

Fig. 3.25 Affiche de la journée mondiale des luttons paysannes en avril 2004.

Source : PPL

Il aide à la création des Jardins de la résistance. Le groupe fait aussi parti du débat sur les « Défis du mouvement écolo-radical » lors du Second Festival Écoradical. Le CRAC-K fait une description du groupe inspirée de l'expérience de Sylvestro durant l'automne 2006. C'est durant cette période que le groupe cesse finalement d'exister en tant qu'Agite-Bouffe. Il ne reste plus aucun des fondateurs du groupe et les nouveaux participants ne souhaitent pas perpétuer le nom. Le groupe devient un projet similaire centré sur la récupération, la cuisine et la distribution de bouffe, appelé les « cuisines collectives de l'UQÀM ».

Avec des aliments principalement récupérés et biologiques, ce collectif prépare de la nourriture végétalienne une fois par semaine à l'UQAM et parfois pour des événements militants. Elles et ils font aussi de la distribution de nourriture récupérée à des gens du quartier lorsque les cuisines ne fonctionnent pas. Les principes guidant leurs actions sont l'autonomie alimentaire, l'accès à de la nourriture gratuite de bonne qualité et la création d'un esprit communautaire. Ce collectif dénonce le gaspillage du capitalisme et l'ingérence du secteur privé à l'université (CRAC-K, 2007).

### 3.3.2 Action pour une solidarité paysanne (ASP) (2003-2004)

L'ASP est le premier projet recensé d'agriculture biologique non-certifiée à tendances libertaires, quoiqu'il y ait peu d'informations relatives à son histoire. Le projet aurait existé deux ans : 2003 et 2004, c'est-à-dire deux saisons de culture, la seconde étant plus productive. Le groupe est basé à Nicolet sur une terre prêtée par le propriétaire. Le noyau du groupe était composé de trois à huit personnes, mais jusqu'à quinze personnes participaient au projet durant l'été.

En 2004 il opère simultanément sur trois terres dans la région. Visant l'autonomie alimentaire et l'autogestion, le groupe fonctionne avec les principes caractéristiques des collectifs libertaires : horizontalité, démocratie directe, consensus, etc. La production – strictement maraîchère – était biologique mais non certifiée et la culture s'orientait selon les principes de la permaculture<sup>56</sup>. Les légumes produits étaient destinés au groupe en soit, mais surtout à des communautés précaires – à la fois dans la région de Nicolet et à Montréal – ainsi qu'à des groupes militants de Montréal pour certains événements et manifestations. Le groupe était principalement autofinancé mais fonctionnait aussi avec des dons dont les sources sont inconnues.

Le groupe a participé à la Journée sur les alternatives écologistes radicales de mai 2004 au parc Lafontaine à Montréal, organisée par PPL pour le 5<sup>e</sup> Festival de l'anarchie de Montréal. Il a présenté un atelier sur l'agriculture autonome en présentant leurs expériences, accompagné d'un segment sur la permaculture présenté par PPL.

### 3.3.3 Récoltes solidaires (2005-2006)

Il y a peu d'information disponible sur les Récoltes solidaires. Le groupe aurait existé de façon informelle durant un an, à Rigaud. Vers décembre 2006 il a fusionné avec les Jardins

---

<sup>56</sup> C.-à-d. une culture biologique échelonnée à long terme visant le moins d'intervention possible et comportant, comme but ultime, l'autoproduction perpétuelle du sol, ce qui requiert des années de travail.

de la résistance. Maxime du groupe des Jardins affirme qu'ils ont des affinités similaires. Une annonce en juin 2006 sur la liste courrielle de Act-Montréal fait mention du groupe lors de la promotion d'une soirée bénéfice à la Coopérative Griffintown pour financer le projet durant l'été.

Le Projet Récolte Solidaire est une initiative collective et communautaire qui prendra racine ce printemps sur une ferme près de Rigaud, située à environ 60 km au sud-ouest de Montréal. Concrètement, nous y cultiverons en grande quantité des légumes, fruits et céréales selon une méthode d'agriculture respectant et reflétant le plus explicitement possible les cycles et agissements de la nature. Le projet s'inspirera de cette technique portant le nom d'Agriculture sauvage (mieux connu sous le nom de Natural Farming). Notre projet vise également à être un espace démonstratif de résistance et d'alternatives face aux idéologies Agro-industrielles; à susciter le contact entre individus et familles 'de la ville' avec les espaces naturels; ainsi que d'offrir un support aux organisations communautaires à Montréal, en partageant une partie des récoltes avec les gens et communautés dans le besoin.<sup>57</sup>

### 3.3.4 La Forêt Noire (2005 - 2007)



Fig. 3.26 Logo de la Forêt Noire  
Source : La Forêt Noire

La Forêt Noire est née lors de l'adaptation du roman *L'Aube Noire* de Massé en 2005 en pièce de théâtre. Il s'agit d'un « groupe d'affinité informel composé d'artistes »<sup>58</sup> basé à Montréal. Le groupe est peu actif mais produit occasionnellement des événements artistiques

<sup>57</sup> *Môvêz-zêrb!!!; Soirée festive en support avec Récoltes solidaires*, Act-Montréal, 7 juin 2006. Source Internet consultée le 7 juillet 2007 : <https://masses.tao.ca/pipermail/act-mtl/2006-June/002646.html>

<sup>58</sup> Forêt Noire (la), *Forêt Noire*, Source Internet consulté le 4 juillet 2007. <http://www.foretnoire.yi.org/foretnoire.html>

politiquement engagés : entre février 2005 et septembre 2007, deux pièces de théâtre et quatre soirées « micro-ouvert »<sup>59</sup> au Café Chaos. En décembre 2007 le collectif se dissous pour cause de conflits internes. Le groupe vise avant tout la diffusion d'idées.

Le groupe est composé d'une dizaine de personnes et est financé largement par ses membres mais aussi par les contributions volontaires et la vente de macarons. L'Association facultaire des étudiants et étudiantes de sciences humaines (AFESH) de l'UQÀM leur a donné deux subventions. Leur site Internet stipule que leurs « influences politiques vont de l'anarchisme au nihilisme actif, au postgauchisme, au queer, à l'écologie radicale et à la critique anti-civilisationnelle » (*id.*). Les membres font aussi la promotion de certains événements du milieu anarchiste montréalais, dont les Salons du Livre Anarchiste et le Second festival de théâtre anarchiste où ils ont présenté une pièce tirée du roman de Massé (2007) *The Noxious and the Daemon Flower*. Toutes leurs publications sont imprimées sur du papier 100% recyclé. Leurs propos sont fortement influencés par des idées anti-capitalistes et par l'écologie radicale – surtout la critique anti-civilisationnelle.

[...] nous luttons activement pour l'abolition de l'autorité et de la domination - sous toutes ses formes [...] l'abolition des conceptions anthropocentristes [...] de la symbolisation par l'abstrait, et donc, de ce que l'on appelle "civilisation" [...] nous croyons qu'il est possible de vivre dans un monde basé sur d'autres valeurs, où la nature ne soit plus écrasée par l'humanité [...] Nous voulons la fin de l'Histoire, la fin du Nombre, la mort définitive du Progrès. Nous voulons la Révolution. Et nous n'arrêterons jamais (*id.*).

### 3.4 Points de convergence

Cette description des quatorze groupes qui composent le mouvement écologiste radical du Québec permet d'observer quelques similitudes entre les groupes. À prime abord, j'observe que tous les groupes ont des affinités implicites ou explicites avec la pensée anarchiste. La plupart des groupes la revendiquent, tandis que d'autres (SHAC-Canada, la Terre d'Abord, le Collectif de Minuit) démontrent un fonctionnement fortement influencé par les principes

---

<sup>59</sup> De l'anglais *open-mike*. Il s'agit d'un spectacle où les membres de l'audience peuvent performer librement au micro.

libertaires, notamment en ce qui concerne la démocratie directe. La recherche du consensus, les tours de parole, l'absence de hiérarchie, l'horizontalité et le recours à des délégués plutôt qu'à des représentants sont toutes des méthodes de prise de décision à tendance libertaire. Les groupes ont tous un dédain plus ou moins explicite des structures conventionnelles d'organisation avec prise de note, procès verbaux, animation, médiation, etc. À ma connaissance, Liberterre est le seul des quatorze groupes qui a déjà produit des procès verbaux de ses réunions. C'est peut-être là où réside plus précisément cette *informalité* à laquelle la plupart des groupes font référence : l'absence de documentation pouvant retracer leur prise de décision, assurant par le fait même un anonymat presque complet devant les autres institutions (université, police, gouvernement, etc.).

Je remarque aussi que les groupes ont tous une autonomie financière relative, au sens où ils ne dépendent d'aucune source de financement externe pour fonctionner. Leurs fonds viennent de l'investissement personnel des membres, des contributions volontaires de sympathisants et de vente de différents produits: macarons, chandails et écussons sérigraphiés. Ces produits portent généralement le nom du groupe ou quelque slogan et ou image qui véhicule les idées du groupe<sup>60</sup>. Une autre source non négligeable de financement est l'appui des associations étudiantes, qui, lorsqu'elles subventionnent les groupes, ne demandent rien en retour. Il semble alors que les groupes du mouvement écologiste radical aient un rapport différent aux ressources, comparé aux autres organisations du mouvement vert. Les groupes écologistes radicaux semblent accorder moins d'importance à ces aspects, préférant se concentrer sur l'élaboration de leurs idées, la lutte et les actions directes que façonner et peaufiner leur structure organisationnelle.

Aussi, la taille des groupes est relativement petite, se situant généralement entre environ cinq et quinze personnes par groupe. D'autres personnes peuvent se rajouter de façon ponctuelle, par exemple pour les corvées d'été aux jardins, mais ils le font alors à titre de sympathisants et non en tant que membres permanents. Les groupes qui fonctionnent par cellules (SHAC-Canada, la Terre d'Abord) sont ceux qui comptent le moins de personnes. Finalement, il peut être pertinent d'apporter la nuance selon laquelle les groupes qui s'affichent en tant que

---

<sup>60</sup> Par exemple, un écusson (i.e. *patch*) de Liberterre a pour slogan « toute destruction planétaire aura une riposte libertaire » à côté duquel sont dessinés une clef anglaise et d'une bombe : deux symboles de sabotage.

collectifs sont généralement plus nombreux que ceux qui s'affichent en tant que groupes d'affinité.

Finalement, notons un trait intéressant : la question de l'alimentation semble prioritaire pour la plupart des groupes. Qu'il s'agisse de production (agriculture), surproduction (récupération), mauvaise consommation (malbouffe, transgénique) ou même sur le mode d'alimentation (végétarisme / végétalisme), presque tous les groupes touchent, de près ou de loin, à au moins un des aspects de la question de l'alimentation. Il s'agit là d'un élément à réflexion. Rappelons que ces groupes sont situés au Québec, c'est-à-dire dans un pays riche où la malnutrition n'est pas un phénomène répandu. La faim existe dans la province, certes, mais si les groupes traitent d'alimentation, ce n'est certainement pas pour enrayer un strict déficit calorifique. En termes d'alimentation, leur optique est certainement plus qualitative que quantitative. Pourquoi, alors, est-ce que les écologistes radicaux convergent sur la question de l'alimentation? Peut-être s'agit-il d'un point de rencontre entre les valeurs d'égalité sociale et de protection de l'environnement? En abordant ainsi la question de l'alimentation, les groupes semblent vouloir contrer une des conséquences de la pauvreté économique et proposer des alternatives de consommation qui soient plus en accord avec leurs valeurs, à la fois écologiques et sociales. Il est intéressant de remarquer qu'en questionnant ainsi la consommation et la production dans un contexte capitaliste par le biais de l'alimentation, les écologistes radicaux interpellent directement le rapport de la société à la nature.

## CHAPITRE IV

### PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIOESPATIALES

Dans ce chapitre, j'analyse les pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux du Québec. À partir de la documentation issue des groupes, des informations fournies par les membres en entrevue ainsi que de l'historique spécifique à chaque groupe. Il faut toutefois rappeler que le mouvement écologiste radical québécois n'est pas homogène. Le chapitre 3 démontre que les intérêts, structures et activités varient d'un groupe à l'autre.

Dans la partie qui suit, j'adresse les questions principales de ma recherche et teste mes hypothèses, à commencer par l'analyse des discours, stratégies et pratiques. À la suite de ces observations, je présente le regard adressé par les écologistes radicaux face au mouvement vert plus large, spécialement aux organisations qui le composent. Je termine par une analyse des pratiques et représentations sociospatiales des groupes via quatre dimensions du territoire : idéale, vécue, matérielle et politique. Voici un rappel des variables et indicateurs à la base de ce travail d'analyse.

Variabes	Indicateurs
Dimension matérielle	<ul style="list-style-type: none"><li>- Actions / diffusion (type et échelles)</li><li>- Réseaux et alliances (échelles)</li><li>- Conception des ressources / milieu naturel (multiscaleaire)</li></ul>
Dimension idéale	<ul style="list-style-type: none"><li>- Perception « écologiste » du monde</li><li>- Enjeux (type et échelle)</li><li>- Stratégie, revendications</li><li>- Conception espace / territoire</li><li>- Nature / culture</li><li>- Technologie</li></ul>
Dimension vécue	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport au milieu de vie actuel (urbain/rural)</li><li>- Réappropriation de lieux (squat)</li></ul>
Dimension politique	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport à l'État</li><li>- Rapport aux institutions</li><li>- Expérience de répression</li></ul>
Mouvement vert	<ul style="list-style-type: none"><li>- Signification du radicalisme</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Distinction entre environnementalisme et écologie</li> <li>- Relation avec les groupes environnementaux institutionnalisés</li> </ul>
--	--

Tab. 4.1 Variables et indicateurs de l'étude, version courte

#### 4.1 Le mouvement écologiste radical québécois

Une des questions de l'étude vise à sonder la cohérence de la praxis territoriale des groupes à la lumière de la géographie sociale, en comparant la qualification cognitive de leurs représentations sociospatiales avec la particularité de leurs pratiques, de leurs actions et de leur rapport au territoire. La relation entre les discours, stratégies et pratiques de ces groupes pourrait permettre de saisir la praxis en cours.

##### 4.1.1 Discours et représentations sociospatiales

Plusieurs éléments convergent à l'intérieur des groupes quant au discours et aux représentations sociospatiales tenus par les écologistes radicaux. Je dégage ici les principaux traits en tentant de résumer la position d'ensemble des groupes et individus.

Les écologistes radicaux mettent de l'avant un discours qui pourrait être qualifié de pluriscalaire et intersectionnel, c'est-à-dire qu'ils considèrent simultanément différentes échelles et différentes sphères de l'existence (économique, environnementale, politique, démographique, sociale, psychologique) comme parties intégrantes d'une même totalité systémique (la vie sur Terre). Leurs discours reposent sur l'assertion qu'il est non seulement possible de conceptualiser cette totalité systémique mais qu'il est surtout possible et nécessaire de la transformer puisqu'elle est actuellement défailante sur tous les points. Cette défaillance s'exprime en termes d'inégalités traduites par l'expression de la *domination*. Le discours des écologistes radicaux trace un portrait du monde en tant que couches multiples d'inégalités maintenues et renforcées par l'oppression et le capitalisme. Les pays riches dominent les pays pauvres. Dans les pays riches – dans ce cas-ci, le Québec – les villes dominent le reste du territoire (campagne, nature). Mais cette domination n'est possible que si les humains se dominent aussi entre eux, et cette même domination s'exprime sous plusieurs formes : patriarcat, classes sociales, hétérosexisme, racisme, etc. Cette aptitude à la

domination est renforcée par la culture de masse, et les humains en tant qu'espèce s'aliènent entre eux, après quoi ils exploitent et domestiquent toutes les autres espèces, des forêts sauvages aux animaux de laboratoire. Ultimement, toute vie est mutilée dans le processus. *A contrario*, les écologistes radicaux s'opposent au processus et souhaitent défendre la vie sous toutes ses formes afin de lui redonner ce qu'elle a de sauvage. Judith de Libberterre et Damien de la Terre d'Abord résumant cette conception.

- ˘ Disons qu'il y a un refus total des bases de la société dans laquelle on vit qui est très fortement basé sur la compétition pis sur les rapports dominateurs pis sur l'exploitation pis c'est non seulement humain versus autre espèce vivante mais humain entre humain. C'est une redéfinition totale des rapports relationnels à tous les niveaux, parce que le problème à la base se retrouve vraiment là-dedans. À la minute qu'on voit quelque chose qui n'est pas dans ces rapports relationnels là qui amène le bien-être, le respect mutuel du plus grand bien commun, de tout ce qui vit sur la planète, ben c'est quelque chose qu'il faut abolir pour amener des choses qui tiennent compte de ce respect là. (Damien, la Terre d'Abord)

[...] voir vraiment autrement les moyens d'actions qui peuvent être pris pis de voir vraiment autrement la source des maux, tsé, que ce soit les rapports de domination entre humains, de genre, différents sexes, différentes ethnies, différentes différences... ou entre l'humain et d'autres organismes, vivants ou non ou peu importe quoi, ça modifie beaucoup mon quotidien cette façon là de voir les choses... quand t'essaie de comprendre pourquoi y'a beaucoup de cas de dépression, ou pourquoi y'a beaucoup de cas d'asthmes, pourquoi les rivières sont noires au lieu d'être transparentes, ben t'arrêtes de vouloir individualiser pis de dire « ah, c'est la faute d'un tel, c'est la faute de ça » pis tu vois d'une façon plus globale ou systémique, peut-être. Ben c'est ça, la source de ce qui va pas bien, ou la source de ce qui faut... mais ça c'est une approche plus collective, plus politique, c'est comme une prise en charge politique des choses (Judith, Libberterre).

Voilà un résumé rapide de la prémisse discursive du mouvement. Mais comment s'articule ce discours? D'une part, la plupart des groupes ne revendiquent aucune appartenance à un des trois sous-courants de l'écologie radicale. La Terre d'Abord, en tant que cellule d'Earthfirst!, devrait se rapporter à l'écologie profonde (par association), pourtant Damien de la Terre d'Abord précise que l'appartenance de cette cellule tient davantage au discours de l'écologie sociale. Sinon, la Mauvaise Herbe et la Forêt Noire revendiquent de fortes influences anti-civilisationnelles, ce qui sous-entend que cette appartenance n'est peut-être pas unanime.

Aussi, la plupart des répondants ne distinguent pas l'écologie et l'environnementalisme. Ils les considèrent comme deux discours similaires traitant de l'environnement naturel

impliquant une certaine forme de balance. Les deux sont placés côte à côte dans le champ conceptuel du mouvement vert plus large. L'identification des groupes se fait dans le radicalisme. C'est lorsque l'écologie devient radicale qu'elle se charge de sa constituante sociale et de ses autres particularités discursives et contre-culturelles. Neuf des dix répondants ont offert la même définition du radicalisme : radical, du latin *radix*, signifiant la volonté d'aller au fond des choses, à la fois de combattre les causes du problème – capitalisme, État et anthropocentrisme – et de (re)trouver une façon d'être et d'habiter qui soit plus authentique, autonome et immédiate.

Je pense que oui... [...] si radical ça veut dire 'revenir à la racine de', je pense que ouais. On veut revenir à des bases qui ont déjà existé, on veut rien d'autre... on est pas réactionnaires. [...] On a des idées sur la vie, et on a des exemples que ça existe. [...] Si c'est ça être radical, revenir à l'essence même des choses; oui (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Cette volonté d'affronter directement les sources du problème et de refuser de passer par un intermédiaire (moyen) qui éloigne de la dissolution des causes (fin) est à la base de la praxis des groupes écologistes radicaux. Par conséquent, elle les positionne contre toute forme de réformisme : « on voulait vraiment des solutions radicales dans le sens d'aller à la racine des problèmes » (Alexandra, Dada a faim), « dans le sens où on pense que le problème c'est 'ça', on va aller régler le problème » (Marie, CUL).

Il y a un consensus par rapport aux « sources » du problème de la crise écologique globale. Tous les groupes et individus annoncent une volonté de lutter contre le capitalisme, l'État et à anthropocentrisme (ou aux conceptions anthropocentristes). Plusieurs groupes affichent cependant des refus d'autres formes de domination, identifiées comme le nationalisme, le racisme, l'hétérosexisme, l'Église, le patriarcat, l'espécisme et l'impérialisme. Pour Cassandre du Collectif de Minuit, « l'écologisme est au centre » du fait d'être « fondamentalement anticapitaliste ». Judith de Liberland perçoit toutes les formes de domination comme parties intégrantes de la crise écologique globale.

Ben, être radical, c'est aller à la racine des choses, c'est la racine, on peut la considérer comme étant par exemple le capitalisme... une structure idéologique [...] pis nous ça on les identifie justement, tsé... ces problèmes là, pis on essaie de travailler dessus, pis de les dénoncer, pis de construire d'autre chose à partir de ça, tsé. Ce qui est tout à l'inverse des groupes qu'on va dire du courant dominant, qui vont aller trouver un petit *plaster* temporaire pour le problème, ou qui vont

individualiser, encore une fois, la responsabilité de changement radical... pis qui va s'insérer dans la même structure idéologique, la même structure économique, la même structure politique, sans rien vraiment changer, ou bouleverser, ou renverser, (Judith, Liberteerre)

D'autres groupes expriment des interprétations de l'écologie radicale qui mettent l'emphase sur certains enjeux, tel l'alimentation, la foresterie, la privatisation de l'eau, etc. Par exemple, SHAC travaille exclusivement contre la cruauté faite aux animaux et la promotion du végétarisme / végétalisme. Pourtant, selon Arianne, il s'agit là d'un pôle rejoignant le reste de la lutte pour la sauvegarde de l'environnement.

C'est toute la même chose. L'élevage du bétail, si on parle de végétarisme, c'est une des industries les plus polluantes de la planète. Fait que... les vaches, ça pollue beaucoup, le cuir ou la fourrure, les étapes de tannerie, de peinture, tout ça, c'est toutes des affaires polluantes. On dit en fait que tu peux pas être écologiste sans être végétarien, c'est ridicule (Arianne, SHAC-Canada).

Ensuite, le discours de l'écologie radicale est un discours fortement social et politique. Il s'agit là d'un des traits distinctifs, selon les membres interviewés, entre l'écologie radicale et le reste du mouvement vert. Les différents enjeux de la crise écologique globale sont souvent perçus comme les conséquences d'inégalités sociales. Et quoique les groupes soient sensibles aux questions de consommation individuelle<sup>61</sup>, aucun de ceux-ci ne met d'avant les modifications de consommation personnelle comme étant des solutions adéquates aux problèmes écologiques actuels. La priorité demeure la lutte sociale et politique dont l'écologie est à la fois une raison et un apport discursif majeur. Par exemple, Dada a faim lie à la fois la malbouffe, la faim, l'écologie et la lutte des classes.

[...] c'était comme de dire que la faim c'était la cristallisation du fait qu'il faut que tu paie pour manger, pis c'est pas normal que du monde aie faim, pis c'est un exemple du pouvoir qui classe les gens riches et pauvres, pis si t'es pauvre faut que tu manges de la marde. C'est la meilleure façon de s'opposer au capitalisme pis proposer un projet de transformation social radical de la société (Alexandra, Dada a faim).

Plusieurs groupes font référence aux communautés (notamment aux communautés autochtones) et aux réseaux informels (clandestins) avec des références explicites au reste du mouvement anarchiste québécois.

<sup>61</sup> Par exemple, le CUL recommande d'acheter local, SHAC offre des listes de produits non-testés sur les animaux, PPL tient des ateliers de confection de produits ménagers biologiques.

#### 4.1.2 Stratégies

Le discours des écologistes radicaux converge sur plusieurs points. J'ai décrit les différentes oppositions énoncées par les groupes et individus. Le problème à la base est identifié. Mais comment est-ce que la « lutte » est-elle envisagée? Quelles stratégies sont énoncées pour justifier les pratiques des groupes? Quelles mesures sont mises en branle?

À prime abord, il est difficile d'identifier clairement une stratégie propre au mouvement écologiste radical. La question même d'une stratégie, au sens programmatique du terme, est problématique pour plusieurs d'entre eux, du simple fait qu'il s'agisse déjà d'une médiation entre leurs désirs (discours) et leurs actions (pratiques). Et, lorsque les groupes ou répondants font mention de stratégies, je réalise que celles-ci sont exprimées de façons très factuelles et diffèrent d'un groupe à l'autre. L'expression d'une vraie stratégie – programmatique – demeure assez abstraite. Aucun des groupes, mis à part SHAC-Canada, ne présente d'objectifs préétablis, purement concrets ou quantifiables. Les groupes n'ont pas de plateforme. Ils ne disposent pas de *membership* à accroître. Aussi, ils ne calculent pas leur succès en argent, en vote ou en couverture médiatique. Aussi, tel Scarce l'a observé dans le mouvement écologiste radical états-unien des années 1980, les personnes qui constituent le mouvement démontrent peu d'espoir de vaincre ce qu'ils tentent de renverser (Scarce, 1990, 5-6). Alors, comment est-ce que le mouvement écologiste radical compte arriver à ses fins?

En fait, je réalise (voir point 4.1.4) qu'il y a peu de décalage entre leurs discours et leurs pratiques, ce qui rend difficile la tentative d'isoler une médiation entre leurs idées et leurs actions qui pourrait servir de « pivot » ou de « pierre angulaire ». La quête de cohérence des écologistes radicaux veut que leurs fins coïncident avec leurs moyens. Et en ce qui concerne les modifications immédiates, par exemple la mise en pratique d'alternatives écologiques au quotidien ou l'entretien de relations sociales égalitaires avec les autres personnes du mouvement, on serait plutôt mal aisé d'isoler quelque stratégie entre l'idée et la mise en pratique de l'idée.

C'est cependant lorsqu'on tente de concevoir le « grand projet » du mouvement social

écologiste qu'on arrive à mieux comprendre pourquoi tous ces gestes sont entrepris. En fait, les pratiques et stratégies à court terme (ex. désobéissance civile pacifique versus action directe de vandalisme ou sabotage) varient mais convergent dans l'idée que le système en place (État, capitalisme, anthropocentrisme) est illégitime et à abattre, soit par renversement, destruction, insurrection, Révolution, etc. Les groupes et répondants du mouvement écologiste radical ne sont pas explicites quant à la manière exacte d'entraîner cette Révolution. Pourtant, l'idée de rupture totale avec le système en place est omniprésente. Néanmoins, si cette grande stratégie de lutte contre le système en place en vue de le détruire est plutôt abstraite, elle demeure primordiale pour le mouvement. Elle est sous-jacente à toutes les pratiques. Suite à mes observations, je réalise que la particularité de cette stratégie – et certainement, la difficulté de l'appréhender – relève surtout du fait qu'elle constitue en soit une décentralisation et une déconstruction, à la fois du mouvement et du système à détruire.

Les écologistes radicaux tentent d'instaurer les bases nécessaires pour détruire le système en place. L'attention qu'ils accordent envers l'éducation et l'autonomie sont des moyens qui témoignent de la finalité souhaitée, mais dans sa forme inachevée, puisque le mouvement doit croître avant de pouvoir constituer une réelle menace pour le système en place. Le manifeste de Liberland est un bon exemple.

La stratégie révolutionnaire de Liberland consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux (Liberland, 2004).

Par renforcement (ou consolidation) du mouvement, les écologistes radicaux signifient une croissance numérique décentralisée en groupes qui soient autonomes entre eux et envers le système. C'est aussi pourquoi les groupes ne cherchent pas tant à accroître le nombre de personnes qui participent à leur organisation que de véhiculer la possibilité de s'organiser comme tel afin que d'autres le fassent aussi. Plutôt que de créer un pouvoir d'affrontement similaire à l'État et au capitalisme, avec un parti ou une armée (à la manière des communistes), le mouvement écologiste radical cherche à promouvoir un processus d'autonomisation des individus ou des groupes qui puisse lui donner de la force tout en retirant des ressources au système en place. Ainsi, les écologistes radicaux ne démontrent

aucun désir de centraliser (ou fédérer<sup>62</sup>) leur mouvement. Sa construction ne passe pas par la centralisation de la prise de décision et des ressources, mais plutôt l'inverse : la décentralisation en groupes et individus autonomes. Leur effort est plutôt relatif à l'*empowerment* et la croissance personnelle des personnes, qui constitue en soit la possibilité qu'elles s'organisent entre-elles sous forme de petits groupes et reproduisent le schéma à leur tour, et ainsi de suite. C'est là aussi l'adage non-hiérarchique et anti-autoritaire du mouvement anarchiste en général<sup>63</sup>. Damien de la Terre d'Abord insiste sur la nécessité de construire un mouvement révolutionnaire plutôt que de chercher à corriger les dérives du système en place :

[...] ça peut être intéressant d'y aller sur le front, tout le temps, mais en même temps, qu'est-ce qu'on va faire? On va se battre une cause après l'autre, après l'autre, pis finalement on va juste être encore une fois, on va rester dans le correctif, on est pas dans le préventif pis on est pas dans la redéfinition, ni dans le radicalisme, en quelque part, donc c'est vraiment important que les actions soient stratégiques, pis liées avec une redéfinition totale... (Damien, la Terre d'Abord).

Dans cet apport stratégique, la transmission de la (contre)culture de l'écologie radicale joue pour beaucoup. Elle se fait tant par l'échange d'idées que par l'enseignement de pratiques quotidiennes. Cependant, l'éducation doit surtout être considérée comme instrumentale à l'idéal de l'écologie radicale. Elle est employée comme le moyen de rendre possible des pratiques réelles et effectives qui impliquent un rapport direct à la nature et au territoire. L'éducation est un intermédiaire pour parvenir à la finalité qui est réellement souhaitée, c'est-à-dire un mouvement décentralisé qui augmente, en croissant, la possibilité d'affaiblir et de renverser le système en place. La stratégie du mouvement écologiste radical pourrait donc être résumée par la tentative de mettre en place une situation révolutionnaire par la décentralisation et l'autonomisation de la résistance à l'État, au capitaliste et à l'anthropocentrisme.

---

<sup>62</sup> Au Québec, cette façon de faire des écologistes radicaux contraste avec certaines autres organisations anticapitalistes qui mettent l'accent sur les regroupements d'organisations. Par exemple, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et la Fédération Nord-est des anarcho-communistes (NEFAC) sont structurés de façon centralisée. Au sein du Parti ou de la Fédération, un quelconque organe de prise de décision (i.e. conseil central) dispose d'un certain pouvoir sur les autres organes.

<sup>63</sup> Par exemple, à la guerre civile Espagnole de 1936-1939, où les insurgés anarchistes ont souvent fonctionné par groupe d'affinité.

Ceci dit, j'expose ici quelques aspects de cette stratégie : la quête d'autonomie, la subversion de l'ordre établi, l'éducation et la structure du groupe primaire. Tous ces aspects peuvent être interprétés comme les assises permettant ce que les écologistes radicaux considèrent être leurs pratiques, et en ce sens, sont stratégiques.

Les groupes cherchent constamment une plus grande autonomie par rapport au marché capitaliste et à l'État. La récupération de bouffe, la cuisine collective, la distribution gratuite, ainsi que la confection autonome de produits domestiques, doublée de culture maraîchère en région, d'éducation populaire et de partage de savoirs sont toutes partie intégrante d'une quête de plus grande liberté, de plus grande autonomie. Autrement dit, les groupes souhaitent une rupture avec les façons conventionnelles d'habiter le territoire.

Personnellement je revendique que les gens essaient d'abandonner les chaînes artificielles qu'on a, de vivre en ville... les besoins de base devraient être satisfaits... ça devrait être accessible à tout le monde. [...] Mais c'est difficile à faire quand y'a tant d'obstacles. Y'a tellement de règlement et de lois, c'est *tough*. Tant que t'es dépendant de quelque chose, c'est hyper *tough* de le remettre en question parce que t'en dépend. Du moment où t'es capable d'être autosuffisant pis autogéré, tu peux te permettre ben plus, du moment où t'en bénéficie pas. C'est super important. Tsé, faut payer un loyer, donc faut travailler... mais c'est pour ça qu'on critique le travail. Donc, de pas dépendre du bon vouloir d'une personne qui nous offre un service, mais de se l'offrir nous-mêmes. Après on peut l'envoyer chier comme il faut [rire] (Stéphane, Mauvaise Herbe).

[...] savoir s'organiser pour mieux manger pis pas dépendre justement des grosses corporations qui nous font des produits toute faite qui sont dégueulasses pour nous, c'est pas juste que c'est pas bon pour l'environnement, c'est pas bon pour l'environnement pis c'est pas pour nous non plus (Valérie, PPL).

Les groupes cherchent une plus grande autonomie par rapport au salariat, à la consommation, aux contraintes de l'État. Cette quête se déroule pour la majeure partie sous le thème de l'alimentation (autoproduction, autoconsommation), après quoi les groupes partagent le savoir (par exemple, confection de produits artisanaux, médecine traditionnelle), à l'intérieur des groupes et entre eux. Par exemple, il y a plusieurs échanges entre la Mauvaise Herbe, Agite-Bouffe, PPL, l'ASP, les Récoltes solidaires et les Jardins de la résistance.

C'est beaucoup de soutenir des collectifs qu'on savait qui étaient à Montréal pis qui avaient une dimension un peu alimentaire, comme PPL pis d'autres groupes, pis d'être complémentaire à ça, vu que le monde qu'on était là, on était pas suffisamment

fort pour développer comme un autre bras urbain, si on peut dire, y'a des groupes qui sont passé là pour donner un coup de main... (Maxime, Jardins de la résistance)

À Québec, le Collectif de Minuit a participé à la Journée Autogérée dont Dada a faim était un des initiateurs. Liberterre et la Terre d'Abord ont souvent collaboré ensemble. Une des missions de Liberterre est explicitement d'« écologiser les anars puis de radicaliser les écolos » (Judith, Liberterre). Aussi, lorsque le CUL a été la cible de répression, le Collectif de Minuit lui a donné des conseils en citant l'exemple son propre cas datant de 2005 : « avec Minuit, ils savent ce qu'on fait, on sait ce qu'ils font, on échange des informations, des stratégies » (Marie, CUL). L'exemple des Jardins de la résistance est d'ailleurs très pertinent, il s'agit d'un véritable terrain d'expérimentation et d'éducation pour les personnes intéressées à apprendre ces techniques dans un but de plus grande autonomie.

Ça a amené un désir d'autonomie, une des choses à la base des jardins c'est de se réapproprier des savoirs, des modes de vie qu'on peut soit dire en voie de disparition ou desquels on est coupé quand on reste en ville pis on est dans le béton, pis qu'on a un mode de vie plus virtuel... de se remettre 'lifestyle' un peu, s'approprier des savoirs peut s'associer à de la paysannerie ou à des autochtones, autant à des savoir médicaux que des savoirs agricoles que des pratiques d'expériences... de vivre avec la terre (Maxime, Jardins de la résistance).

Ensuite, la subversion de l'ordre établi comprend d'abord un rejet des institutions, que Maxime des Jardins de la résistance désigne comme une tentative de « rupture avec les autres structures sociales autoritaires » (Maxime, Jardins de la résistance). Stéphane de la Mauvaise Herbe affirme que « si on veut bâtir de quoi, il faut déconstruire qu'est qui y a » (Stéphane, la Mauvaise Herbe). Alexandra de Dada a faim va jusqu'à étendre le rejet des institutions à une critique de la gauche québécoise réformiste.

[...] le collectif désirait travailler contre les institutions, contre les réformes qui permettent de maintenir le système en place, pis pour nous je pense qu'on voulait vraiment des solutions radicales dans le sens d'aller à la racine des problèmes, donc nécessairement pour nous le mouvement altermondialiste n'était pas une option valable (Alexandra, Dada a faim).

Puis, Maxime des Jardins de la résistance insiste sur l'importance de l'éducation comme façon de démontrer la possibilité de changement. Le cas de l'alimentation est particulièrement propice à ce genre de travail.

[...] utiliser la production de bouffe dans le cadre d'un processus plus large que ça

d'organisation, de mobilisation, de changement. De montrer un exemple de projet plus autogéré, autonome, qui peut répondre directement des besoins sans attendre de l'État ou d'une compagnie, ça rentre dans de quoi de plus large : une volonté d'action sociale plus large [...] garder ça comme un outil de lutte sociale. La stratégie est peut-être pas claire claire mais elle est en élaboration avec l'expérience, y'a beaucoup de choses nouvelles pour des gens qui ont toujours été en ville, y'a une adaptation autant dans le mode de vie pis des choses à apprendre, pis une fois – du moins moi je l'ai toujours senti comme ça – c'est qu'une fois que c'est approprié, ça peut devenir un outil plus fort (Maxime, Jardins de la résistance).

Tous les groupes estiment que l'éducation populaire constitue une partie substantielle de leur stratégie d'ensemble. Elle requiert une bonne part de l'énergie et du temps, puisqu'il faut « adapter son discours à chaque fois, en conséquence » (Judith, Liberland). Durant leurs actions, les groupes justifient leurs gestes en distribuant de l'information, que ce soit un simple tract ou un *zine* de plusieurs dizaines de pages : « tu peux pas juste faire de l'action sans de l'information, sinon les gens savent pas pourquoi » (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Ces activités requièrent une structure d'organisation permettant l'action. Le mode de fonctionnement des groupes écologistes radicaux du Québec est presque toujours le même. La forme du groupe primaire – soit du groupe d'affinité ou du collectif – est retenue. Elle implique un fonctionnement non-hiérarchique axé sur trois points communs : la démocratie directe, l'informalité et l'immédiateté.

La démocratie directe vise l'atteinte du consensus dans la prise de décision, c'est-à-dire que le vote est évité ou perçu comme un échec. Certains groupes, tel la Terre d'Abord, cherchent à tout prix le consensus, sans quoi ils retardent la prise de décision jusqu'à l'obtenir. La démocratie directe requiert aussi qu'il n'y ait pas de représentants mais seulement le recours à des délégués avec des mandats clairs et révocables en tout temps.

[...] les décisions sont prises tout le temps à l'unanimité pis si y'a obstination ou refus quelconque la décision peut pas être prise donc on va discuter pour savoir comment on peut réarranger les propositions (Damien, la Terre d'Abord).

Selon les répondants, la démocratie directe permet la possibilité de construire des relations sociales non-hiérarchiques, horizontales, où personne n'est exclu. Si la domination de l'humain face à la nature est problématique, la domination entre humains l'est d'autant plus,

et tous ces groupes fonctionnent avec comme priorité d'inclure des valeurs (pro)féministes, antiracistes et généralement libertaires. Il y a une sensibilité aux comportements autoritaires qui est sous-entendue dans les discours et stratégies des écologistes radicaux, et une volonté de déconstruire ces comportements<sup>64</sup>.

L'informalité signifie qu'il n'y a pas de « membership » en tant que tel. À cet effet, tous les groupes ont refusé l'emploi du terme. Les rapports entre les gens qui participent à un groupe ne sont pas régis par des codes, ils sont qualitativement différents de l'un à l'autre et ne sont donc pas uniformes ou coercitifs. C'est aussi pourquoi le nombre des adhérents oscille de temps à autres et pourquoi on se réfère souvent à un noyau de personnes plus impliquées, avec d'autres qui se rajoutent selon leurs disponibilités, de façon ponctuelle. L'individu est considéré comme un individu et le fait d'insister sur l'apprentissage et l'acquisition de connaissances sans hiérarchisation le met en valeur à travers son groupe. Des groupes tels que SHAC et la Terre d'Abord insistent beaucoup sur cet aspect. Ils précisent l'importance de l'informalité, à la fois comme façon plus humaine de militer, mais aussi comme facteur d'efficacité, puisqu'elle met l'accent sur l'initiative autonome et décentralisée.

[...] le membership en tant que tel est une espèce de forme d'autorité [...] En fait, ça souligne l'importance d'avoir une stratégie décentralisée qui est vraiment importante parce que c'est plus beaucoup plus simple comme ça de pouvoir agir à différents niveaux sans se faire contrôler pis éliminer parce que dans le fond, une des faiblesses du système hiérarchique c'est qu'il y a trop de dépendance d'une seule personne. Pis les gens vont chercher à taper sur la tête du membre organisateur [...] pis ça déstabilise beaucoup les forces de l'autorité, nos société, parce qu'ils sont toujours en train de chercher un leader, pis y croient même pas qu'il y ait pas de leader (Damien, la Terre d'Abord).

On essaie de passer les barrières que t'habites loin pis qu'y a rien par chez vous [...] avec pas de membership, tu peux être partout dans le monde, y'a pas de frontière, y'a pas de 'loin'. Pas besoin d'être approuvé (Arianne, SHAC-Canada).

---

<sup>64</sup> À cet effet, il peut être intéressant de remarquer les affinités « queer » de certains groupes écologistes radicaux, dont le collectif Liberterre (à ses débuts). Le mouvement queer, souvent représenté comme la « troisième vague du féminisme » (notion contestée), se définit comme une critique issue du féminisme qui affirme que le problème du patriarcat repose beaucoup dans la construction des genres sexuels, hommes et femmes, et de préconceptions excluant les non-hétérosexuels, ou voulant « hétérosexualiser » les autres préférences sexuelles (hétérosexisme). Le queer, de plus en plus manifeste dans le milieu libertaire, vise la déconstruction des genres sexuels et l'intégration de la diversité sexuelle.

Cet aspect introduit l'aspect de l'immédiateté, de la spontanéité dans les groupes primaires. Avec une démocratie directe et un faible de nombre de personnes, il est possible d'agir rapidement sans besoin de coordination avec une autorité supérieure. En réduisant les intermédiaires symboliques et en outrepassant la formalité des institutions, les groupes sont capables de réagir rapidement aux situations et ont un contact direct, non seulement entre eux mais avec leur espace. Cette structure permet de penser, d'organiser et de faire des actions directes et spontanées. Elle est stratégique parce qu'elle est la condition préalable de la pratique.

Tsé, des fois c'est nous qui décidait 'on va faire une action tel jour'. C'est pas très rigide, c'est plus comme une gang de chums qui se réunis (Valérie, PPL).

Notre but c'est pas d'entreprendre des démarches avec les structures administratives, tant la fédération étudiante que l'administration, où on va se perdre des années à construire des projets, tsé, c'est pas ça qu'on veut. À titre d'implication, on fait de la bouffe, on s'en fou des réactions. On fait notre chose, pis c'est ce qui nous semble le plus concret, parce que c'est visible (Marie, CUL).

#### 4.1.3 Pratiques

Les pratiques des écologistes radicaux du Québec sont très diversifiées. Ils organisent des ateliers d'éducation (sous la forme de panels, tables d'information, conférences, discussions de groupe, etc.) et de la distribution de nourriture gratuite tant en public que dans un espace restreint (i.e. pavillon d'université) ou pour une activité festive ouverte (i.e. *party militant*). Cette distribution est souvent précédée d'une session de cuisine, soit dans des locaux empruntés (ex. cuisine de *Peoples' Potatoes*, cuisine de résidence étudiante) ou au logis même de quelque participant. Presque tous les groupes produisent de la documentation (du simple tract recto au journal / zine), dont les articles sont rédigés parfois en collectif, mais généralement de façon individuelle. La diffusion se restreint généralement à la ville du groupe (avec quelques points de chute), mais dans le cas de la Mauvaise Herbe, il y a un effort de diffuser à plus petite échelle, même jusqu'à Québec. Certains groupes récupèrent de la nourriture l'espace d'une soirée, d'autres passent cinq ou six mois de l'année à faire de l'agriculture sur des terres dont ils ne sont pas propriétaires. Aussi, certains groupes organisent des manifestations mais plusieurs se joignent aussi à d'autres manifestations,

organisées notamment par d'autres groupes étudiants, anarchistes ou environnementalistes. Les manifestations des écologistes radicaux se déroulent toujours dans un milieu urbain, mais elles peuvent avoir lieu n'importe où à l'intérieur de celui-ci : au centre-ville, dans un quartier riche comme tel Westmount, devant le siège social d'une grande compagnie ou le bureau d'un député dans un quelconque quartier reculé. Les groupes auront parfois recours au vandalisme (graffiti ou autre dommage matériel) durant celles-ci, ou simplement lors d'actions directes autonomes.

Pour ainsi dire, les groupes inventent et mettent en oeuvre des pratiques de façon ponctuelle, à volonté, et ceci dépendamment des idées, des ressources, du contexte, etc. Il y a plusieurs types et elles varient toujours en fonction des circonstances. Il s'agit souvent d'expérimentations et peu d'entre elles (ex. *Reclaim the Street*, squat, désobéissance civile) sont répétées plus de deux ou trois fois, comme il en va pour les habituelles manifestations dans la rue. De cette observation se dégagent deux conclusions évidentes. Premièrement, les pratiques des groupes écologistes radicaux ne sont jamais idéales, elles sont plutôt organisées en fonction de leur stratégie, de leurs moyens et de leurs contraintes<sup>65</sup>. Deuxièmement, parce qu'elles sont souvent spontanées et de court terme, les pratiques se définissent plutôt par les aspects qui les relient, les traits communs permettant de les réunir en « ensembles pratiques » typiques. Ces trois ensembles pourraient être considérés comme l'éducation, l'action directe et la réappropriation. Une pratique peut réunir un, deux ou trois de ces aspects. Un exemple de pratique qui réunit les trois ensembles serait la distribution du Collectif de Minuit devant Sodexho : il s'approprie l'espace devant la cafétéria, nuit au profit de celle-ci en distribuant gratuitement de la nourriture (contre la volonté de l'université) et défie les gardiens de sécurité, tout en éduquant des centaines d'étudiants sur le végétarisme, l'agro-industrie et la privatisation du système d'éducation à l'aide de tracts, vidéos et discussions informelles.

[...] quand on distribue ouais, ok, c'est en soit, c'est juste d'avoir l'estomac rassasié, dans une manière alternative par rapport à Sodexho qui est là, mais aussi de mettre sur la place publique toute l'idée du droit fondamental à manger, tous les enjeux politiques autour de l'alimentation, tsé ça touche les esprits et en ça c'est quand même subversif, et ça a une profondeur de radicalité par les idées qui sont soulevées,

---

<sup>65</sup> Certaines personnes dans les groupes ont insisté sur la nécessité de modifier les pratiques pour garder une longueur d'avance sur la police et ainsi éviter les arrestations, intimidations et autres formes de répression.

là-dedans... (Cassandre, Collectif de Minuit)

L'aspect éducationnel a été discuté en tant que stratégie au point précédent. Quoiqu'il s'agisse aussi d'une pratique effective nécessitant de l'organisation en temps et en ressources, un certain nombre de personnes et qu'il constitue un risque potentiel, surtout lorsqu'elle a lieu dans un endroit réapproprié. Tous les groupes incluent une part d'éducation dans leurs pratiques, que ce soit par des moyens écrits ou oraux. Il s'agit aussi d'affirmer, par le fait, la possibilité de telles pratiques : « en allant sur la place publique tu montres qu'y a d'autres choses qui existent » (Cassandre, Collectif de Minuit).

Cela introduit la pratique d'appropriation de l'espace qui situe les actions directes et activités d'éducation des groupes pour la durée où ils fixent leurs pratiques. Les entrevues menées avec les écologistes radicaux révèlent qu'ils ont parfaitement conscience de l'acte de réappropriation. Il s'agit parfois d'un des objectifs principaux : « le lieu où on est, en soit, c'en est une [revendication], parce que c'est une communauté qui a su montrer sa résistance et sa fermeté par rapport à l'invasion » (Martin, Jardins sans nom). Pour le Collectif de Minuit, il s'agit aussi d'un préambule à d'autres pratiques, cherchant à « créer des espaces qui sont conviviaux où on peut discuter de ces thèmes là, et ça peut mener aussi à l'action » (Cassandre, Collectif de Minuit). Plusieurs autres groupes affichent explicitement la volonté de se réapproprier l'espace.

[...] aller mettre des plantes dans des rues plutôt grises dans le Centre-Sud où y'avait comme du béton, et du béton, et du béton, pour nous c'est une forme de réappropriation des lieux donc... avoir des activités dans ce quartier, avoir envie de dire qu'on va pas attendre après la Ville pour qu'elle nous donne euh... ou après un programme de réinsertion de jeunes en mal de vivre pour aller planter, mettre du vert dans notre quartier. (Judith, Liberte terre)

Les idées étaient présentes de réappropriation de cet espace là, tsé, que la cafétéria c'est notre milieu pis on voulait changer... que l'Université appartient aux étudiants [...] c'était une façon de montrer la reprise par les étudiants, que l'université est aux étudiants et non pas aux multinationales (Marie, CUL).

Dada a faim qui occupait l'espace devant la bibliothèque Gabrielle-Roy à tous les mois a choisi consciemment ce lieu.

Parce que c'est au centre-ville. Parce que le Carré d'Youville a été nettoyé par les

flics, donc le nouveau centre-ville c'est beaucoup plus devant la bibliothèque Gabrielle-Roy, parce que c'est central... pis c'est vraiment au cœur de la gentrification, qui est terminée, mais à ce moment là pas encore. Parce que c'est central. Quartier centraux, quartier populaire. On cherchait au début, on voulait se déplaçait de quartier en quartier, mais tsé, y'a des *Food not bombs* qui distribuent tous les jours à la même place, mais nous une fois pas mois on s'est dit qu'on commencerait pas à mêler le monde. (Alexandra, Dada a faim)

Pour SHAC-Canada, le lieu à occuper est en fonction de l'action. Lors de tables d'information, les participants vont occuper des lieux publics (métro, trottoir). Pour les actions, ils iront là où la « cible » se trouve.

On peut être n'importe où. On a été dans le métro, déjà. Sur la rue, n'importe où. On a pas vraiment de place où on a pas le droit d'aller, dans le fond. On va faire signer des pétitions, soit qu'on est juste avec notre petit 'pad' pis on est debout dans le métro, soit qu'on a une table... on va porter le message n'importe où, n'importe quand, que ce soit à quatre heures du matin, à la résidence de quelqu'un, ou bien au chalet de cette personne là, le dimanche matin à l'église, on va être là, tsé. Le but c'est toujours de jamais jamais lâcher une cible en particulier, jusqu'à temps que... on va toujours la suivre, si elle s'en va en voyage on va être là, si elle s'en va en marathon, on va aller courir avec elle. C'est vraiment très achalant. C'est vraiment bon... l'église, ou l'école de son enfant, même si c'est illégal [...] Les rues nous appartiennent pis on a le droit de faire une manifestation 24 heures sur 24 (Arianne, SHAC-Canada).

Toutes ces expériences d'appropriation sont à court terme, l'espace de quelques heures tout au plus. Par contre, la régularité de plusieurs expériences de réappropriation (jusqu'à deux fois par semaine pour le Collectif de Minuit) permet de croire qu'il y a effectivement une réappropriation symbolique à moyen et long terme de certains lieux. Les expériences de jardins n'ont jamais été situées sur des terres squattées, il y a toujours eut une certaine entente entre les groupes et les habitants ou propriétaires en question. Par contre, d'autres exemples moins directs, comme l'utilisation des locaux de l'ASÉ-UQAM par plusieurs groupes dont Agite-Bouffe et Libterterre durant plusieurs années, démontrent aussi qu'ils ont un intérêt marqué pour la réappropriation de lieux.

[...] c'est comme plus ou moins squatté, dans le sens que personne est vraiment heureux de nous voir là et qu'on reste quand même... ça a été un moment un espace politique assez important à l'UQAM de la gauche radicale pis on en faisait partie (Judith, Libterterre).

Après tout, Agite-Bouffe et Dada a faim sont tout deux nés de squats – même si ceux-ci se

sont terminés après quelques semaines ou quelques mois, les groupes ont survécu plusieurs années.

Ces exemples de rappropriation découlent souvent à eux seuls des expériences d'action directe. Il existe un consensus à l'intérieur du mouvement écologiste radical autour de l'action directe. Elle est mise de l'avant comme façon de confronter directement les causes de la crise écologique globale, non seulement à cause de son efficacité mais par l'accessibilité et la particularité valorisante (*empowering*) qu'elle comporte. Selon Arianne de SHAC, « c'est la meilleure façon d'arriver à nos fins [...] les paroles et les papiers ça avancent pas à grand-chose » (Arianne, SHAC-Canada). Aussi, il y a une nette préférence pour la non-violence lors d'actions, celle-ci étant cependant conçue comme le respect de toute forme de vie, le vandalisme et la destruction de propriété privée n'étant pas perçues comme étant violentes (puisqu'elles concernent des objets et non des personnes, animaux ou plantes). Selon Libterre et la Terre d'Abord, il s'agit plutôt d'autodéfense contre la destruction de la vie : « c'est un type d'action directe qui met directement en confrontation ce qui détruit la planète pis les gens qui le font, ça permet en fait de ralentir la progression destructrice d'un système capitaliste » (Damien, la Terre d'Abord). Il demeure que malgré l'affection qui lui est vouée, le recours à l'action directe est limitée, tant par les stratégies, les moyens et les contraintes que vivent ces groupes : « on adore tous l'action directe mais on a pas toujours les moyens ou la possibilité d'en faire » (Judith, Libterre). Ces contraintes peuvent être le manque d'effectifs ou le manque de temps, mais il s'agit souvent de la peur de la répression : soit l'action entraînera de lourdes conséquences pour les participants (amende, restriction, casier judiciaire, etc.) ou alors les participants sont déjà aux prises avec le système judiciaire pour des actions directes passées et ne veulent pas risquer de briser les conditions imposées à la suite d'une arrestation antérieure (ex. interdiction de participer à une manifestation).

#### 4.1.4 Cohérence entre discours, stratégies et pratiques

En analysant les particularités et les ressemblances des discours, stratégies et pratiques des groupes écologistes radicaux du Québec, la question de la cohérence des groupes semble d'autant plus pertinente. En observant l'histoire du mouvement, je remarque que la cellule de la Terre d'Abord est morte durant les procès qui ont suivi sa deuxième désobéissance civile,

que simultanément Libterre a choisi de cesser les actions directes pour se concentrer à l'éducation et la propagande. De façon parallèle, les collectifs de bouffe de Minuit et du CUL ont été fortement réprimés par les universités où ils agissent. La cellule de SHAC a récemment été la cible de plusieurs arrestations et plusieurs personnes ont été perquisitionnées et traînées en cour pour méfait et attroupement illégal. Les Jardins sans nom refusent même de divulguer leur localisation de peur d'être réprimés. Depuis ses tout débuts, les articles de la Mauvaise Herbe ne sont pas signés, ou alors ils portent des pseudonymes afin que leurs auteurs ne soient pas retracés.

La question de la cohérence est donc tout à fait pertinente. Il y a effectivement un certain décalage entre le discours, les stratégies et pratiques des groupes, mais je réalise par mes observations que ce décalage entre, disons, le vouloir et le faire, n'est pas dû à une incohérence ni à une praxis incomplète. Leurs discours, stratégies et pratiques sont peut-être très symboliques, mais elles n'ont rien d'identitaire. Elles visent effectivement beaucoup plus l'affirmation et l'expression contre-culturelle plutôt que des constructions matérielles et politiques à long terme. S'il y a une différence entre le discours (lutte de la crise écologique globale et restauration d'une vie sauvage par la destruction du capitalisme, de l'État et de l'anthropocentrisme) et les pratiques (action directe, réappropriation, éducation) des groupes, il existe aussi une conscience explicite de cette divergence qui est d'autant plus marquée dans la stratégie des groupes. Les groupes écologistes radicaux présentent une praxis complète dans la mesure où cette praxis même constitue une quête de cohérence en construction.

Ça implique au moins d'impliquer ce que tu dis dans ton discours [rire] [...] C'est ça qui est souvent le plus difficile, c'est d'arriver à la fois à avoir des objectifs et à la fois que la façon de les atteindre reste vraiment encrée dans les principes que t'as donné pis de pas se laisser prendre, surtout dans le contexte de projet de même où t'aurais plus un mode productiviste, ça peut aussi être un piège (Maxime, Jardins de la résistance).

Mais radicaux dans le sens qu'on est prêt à prendre les moyens nécessaires pour notre propre libération, ben ça, le temps nous le dira [rire]. Je pense qu'y a la rhétorique radicale pis le fait de l'être. C'est deux choses complètement différentes. [...] j'ai toujours pensé que le fait de vouloir être radical, fallait que t'aies de la suite dans tes idées, pis avoir de la suite dans tes idées c'est l'appliquer dans le concret (Martin, Jardins sans nom).

De façon surprenante, tous les répondants ont eux-mêmes introduit la question de la cohérence. Le thème de la radicalité a été largement interprété comme une quête de cohérence en situation de domination, où le fait même de reconnaître l'incohérence est le premier pas vers la cohérence. Le fait de « chercher les racines » du problème de la crise écologique, ainsi que d'une meilleure façon d'habiter le territoire, est aussi une assertion de commencement rappelant qu'il faut avant tout faire fi de la culture de masse, des constructions sociospatiales dominantes et des institutions politiques. Ce commencement – ce début – implique que tout est à faire. La conception même de l'écologie est souvent remise en question par ceux-là même qui en défendent les principes et les pratiques. Pour Stéphane de la Mauvaise Herbe, l'écologie est un terme déjà récupéré par l'État, c'est « juste un qualificatif, ça veut rien dire ». Pour Judith de Liberterre, « c'est juste un discours ». Ces activistes sont critiques de la symbolisation du langage, même celui qu'ils reconnaissent porter ces valeurs.

En ce sens, les écologistes radicaux sont aux prises avec un idéal qu'ils ont très peu de chance de réaliser à court ou moyen terme – qu'importe la cohérence de leur praxis – et ils le savent. Les raisons sont exogènes : la répression étatique, les lois du marché et l'utilisation actuelle du territoire (ex. industrie agricole). Leurs pratiques actuelles recouvrent ou englobent la tentative d'occuper le plus possible le territoire contre l'appropriation qu'en font les acteurs dominants (État, corporations privées, propriétaires), contre la répression qui punit leurs transgressions face à ces délimitations. Une distinction est faite entre, d'une part, la mesure de choses qu'il est possible de changer dans sa vie personnelle, par ses pratiques quotidiennes, locales et résidentielles (autoproduction / autoconsommation) ou les protestations agressives contre certaines corporations, et d'autre part, l'aspect plus sociétaire de la crise : l'État, le marché capitaliste, les conceptions anthropocentristes, l'industrie de la culture, l'industrie agricole, l'élevage de bétail, etc. sur lesquels ils ont très peu d'emprise, vu la taille et les moyens du mouvement.

Judith de Liberterre souligne ce fait en critiquant les manifestations : « on en a fait aussi plusieurs, mais un moment donné... on le sait tous que des manif ça donne pas grand-chose,

sauf peut-être aller boire de la bière au Chaos<sup>66</sup> après, ou... prendre une marche dehors, prendre de l'air, sinon c'est pas plus exaltant que ça... » (Judith, Liberterre). Ces contraintes font déjà partie du discours du mouvement écologiste radical, cette « blessure » contenue dans le divorce entre culture et nature est à la base même de leurs représentations sociospatiales. Elle se répercute dans leurs stratégies en mettant l'emphase sur l'éducation.

On a pas vraiment de revendications, quand on fait des activités on essaie d'interpeller les gens, genre 'agir au lieu d'élire' dire, y'a moyen de faire des choses, de prendre des initiatives, de réaliser des trucs, que ça ait un impact direct... autant sur un milieu ou dans ta vie personnelle [...] (Maxime, Jardins de la résistance)

[...] on fait de l'essai-erreur. [...] Mauvaise Herbe essaie de faire une critique de qu'est-ce qui se passe, pis je trouve que c'est radical parce qu'il essaie de trouver les vraies causes... d'aller à la racine du problème, d'essayer de voir ce qui faut rediscuter, remettre en question [...] moi je veux qu'on se casse la gueule quelque part, pis on le saura après. (Stéphane, la Mauvaise Herbe)

Du moins, une partie de mon hypothèse s'avère affirmée : le mouvement écologiste radical du Québec souhaiterait effectivement passer de la résistance (contestation symbolique) à la transgression (contestation territoriale, réappropriation, etc.). Le mouvement tente d'y parvenir en gagnant en importance. Cette croissance a lieu tant dans la dimension idéale, par l'éducation et la subversion, que dans les dimensions matérielles, politiques et vécues, en posant des actions directes et des expériences de réappropriation visibles qui ont non seulement l'avantage d'avoir des impacts réels mais comportent aussi l'avantage implicite de montrer la possibilité même d'une telle transformation. Ultimement, le mouvement aspire à la création d'une situation révolutionnaire qui puisse permettre une transformation radicale de la société et de l'interface société-nature. Il sera cependant impossible d'y arriver sans une quête constante et autocritique de la cohérence au quotidien, à l'échelle locale. Un extrait du manifeste de Liberterre illustre bien cette volonté :

La stratégie révolutionnaire de Liberterre consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux [...] La révolte est une

<sup>66</sup> Le Café Chaos, un bar-spectacle au 2031 St-Denis à Montréal. La coopérative de travail est réputée pour être fréquentée par les anarchistes locaux. Il y a souvent des spectacles de musique engagée et des soirées de financement pour certains groupes radicaux. C'est notamment là où la Terre d'Abord a organisé les Veillées Boréales et où la Forêt Noire présente régulièrement ses soirées.

construction perpétuelle (Liberterre, 2005).

Ces deux axes convergent dans une seule et même quête, celle de l'autonomie. C'est, en analysant les données de l'étude, une des conclusions que je peux tirer. La quête d'autonomie se déroule tant par rapport à soi, aux proches, à la communauté et à quiconque partage les mêmes affinités. Elle appelle à une distinction entre ce qui est voulu à long-terme (idéal) et ce qui est possible à court-terme (pratique). Elle invite à l'humilité quant aux actions (pour éviter la répression), mais surtout à ce que les pratiques reflètent les stratégies sans trahir les valeurs du discours. La quête d'autonomie est à la fois affirmative et négatrice : elle vise la construction de solidarité avec les précaires sous le thème d'un meilleur rapport avec la nature tout en créant une opposition plus ferme à la coercition de l'État et aux impératifs du marché. L'idée de renforcer les liens avec une communauté locale qui puisse vivre en harmonie avec la nature est renforcée dans la conception qu'une telle autonomie peut aussi affaiblir à la fois l'État et le capitalisme tout en confrontant directement la conception anthropocentriste du rapport société-nature. L'application de cette idée demande une constante critique à la fois de la société et de soi. En ce sens, le moyen devient la fin : la praxis est complète.

#### 4.2 Relation des écologistes radicaux face au mouvement vert

Dans cette partie, j'explore la relation des écologistes radicaux par rapport au reste du mouvement vert. Je tente de démontrer que leur « radicalisme » comporte une conceptualisation géographique dans leur interprétation de l'écologie qui soit une critique du mouvement vert. Il s'agit à cette fin de synthétiser et analyser leurs positions et critiques pour tenter de trouver quelques éléments méritant d'être soulignés pour ouvrir un débat sur l'avenir du militantisme « vert ». Mon hypothèse à cet effet veut que ces groupes se révèlent être une forme potentiellement subversive et discordante à l'intérieur d'un mouvement social plus large ayant établi des relations de pouvoirs avec une multitude d'autres types d'acteurs dotés de pouvoir coercitifs. Une marge de manœuvre plus grande due à leur affranchissement des exigences médiatiques, de l'électoratisme ou du support étatique, leur permettrait de formuler une critique dialectique de l'environnementalisme en général, ce qui les distinguerait nettement des réseaux formels constitués d'une pluralité de groupes, d'acteurs et

de nombreuses institutions qui traitent d'environnement dans une perspective diamétralement opposée.

L'étude démontre que les groupes écologistes radicaux sont effectivement très critiques du mouvement vert, tant de leurs discours que de leurs stratégies et pratiques. Tous les répondants soulignent la distance qui existe entre eux et le reste du mouvement vert, une distance qui est pourtant réfléchie et souhaitée. Les relations sont difficiles entre les deux types, au mieux il s'agit d'indifférence. Quelques confrontations verbales ont été rapportées, tant dans des actions et manifestations que des ateliers ou lors de discussions publiques.

[...] on a nullement envie de faire ce genre de compromis là avec les groupes réfos, fait que la relation est pas vraiment bonne, elle est pas vraiment... entre individus on est capable de se parler, mais on en est venu à faire des running gags sur les hippies [rire] c'est lamentable finalement. Mais... je pense qu'y a découlé quelques escarmouches, des microconflits entre différents groupes, pis en plus c'est difficile quand t'as un mode d'organisation non-hiérarchique, vraiment horizontal où t'essaie de déconstruire les relations de pouvoir, pis tu tombes avec d'autres, en coalition, avec d'autres modes de fonctionnement, ça peut être vraiment vraiment difficile (Judith, Libertesre).

La distance semble s'être creusée au fil du temps. Les quelques groupes qui avaient des liens avec des organisations environnementalistes se sont dissociés de celles-ci pour en faire une critique explicite. Rappelons l'exemple de la Terre d'Abord qui a été expulsée des locaux de Greenpeace<sup>67</sup>. Un bon exemple est le cas de Libertesre qui s'est dissocié de la Coalition SOS Levasseur après avoir été un des principaux initiateurs de la campagne pour la sauvegarde de l'Île. Un peu après leur dissociation de la coalition, le dernier manifeste de Libertesre se prononce en autodéfense à l'institutionnalisation et la récupération (Libertesre, 2005) et stipule qu'un «changement sociétaire radical est impératif, et non quelque réforme». À cet effet, Judith de Libertesre commente la dissociation de leur implication à la coalition, puis du mouvement vert en général.

Ça a été plus ou moins une bonne expérience pour la plupart d'entre nous, ce qui fait qu'on a décidé officiellement de se retirer de cette campagne là [...] on était plus capable de faire des compromis [...]... les méchants radicaux [rire]. C'est fou, c'est nous qui sont ostracisés par les réfos, faut pas oublier [rire] [...]... maintenant, ils

<sup>67</sup> La date exacte de cette expulsion est inconnue, mais Damien indique qu'elle a eu lieu au début de la cellule. On pourrait donc situer l'expulsion vers la fin 2003 ou tôt en 2004.

nous détestent [...] je sais que pendant un bout de temps ils voulaient même pas avoir à faire à nous (Judith, Liberteerre).

#### 4.2.1 Discours

Deux éléments du discours des organisations environnementalistes sont critiqués. D'une part, les dernières excluent systématiquement le radicalisme de leurs propos jusqu'à ignorer l'existence des groupes. Si elles mentionnent les radicaux, c'est plutôt pour les dénoncer. Ceux-ci refusent pourtant que la praxis « verte » soit totalisée et que les grandes organisations, spécialement Greenpeace et Équiterre, aient le monopole de l'écologie. En les excluant, elles contribuent à marginaliser et exclure le mouvement de l'écologie radicale.

Pis plus on met de l'eau dans notre vin, plus on aseptise le discours, on finit par voir la radicalité comme quelque chose d'extraterrestre, dire 'ça vient d'où les idées radicales, j'ai jamais entendu parler de ça'. Faut parler de ce qui est possible. Des façons d'être. [...] Le problème avec le réformisme c'est de penser que c'est l'aboutissement de ta lutte, que c'est ta conclusion [...] 'atteindre monsieur madame tout le monde' c'est un peu les prendre pour des cons (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Souvent ils vont être contre les groupes plus d'action directe. Ils sont contre la forme plus efficace d'action, tsé (Arianne, SHAC-Canada).

C'est plus qu'on est radical parce qu'on veut aller au fond des choses [...] ça implique souvent qu'on se fait renier par beaucoup de monde [rire] [...] les groupes officiels comme ça, ils s'autocensurent beaucoup parce qu'ils veulent continuer à avoir un statut de groupe de pression (Valérie, PPL).

Pis comme ils ont une relation complètement différente avec les *massmedia* pis avec l'opinion publique, y'a un soucis hallucinant, genre obsessionnel-compulsif, avec l'opinion publique et avec l'image médiatique (Judith, Liberteerre).

D'autre part, il y a un consensus à travers les groupes écologistes radicaux que le discours du mouvement vert ne remet pas en question le capitalisme et les modes de productions. Ceux-ci sont considérés comme la base même de la crise écologique globale. Selon Valérie de PPL, le mouvement vert ne

[...] remet pas en question les modes de consommation [...] Je dis pas que les individus dans ces groupes là remettent pas ça en question, mais ils sont trop officiels pour remettre en question certaines choses... ils seraient considérés comme trop radicaux. (Valérie, PPL).

[...] ils veulent pas une transformation profonde, ils veulent pas renverser le

capitalisme [...] tant qu'on renversera pas le capitalisme, y'aura pas de capitalisme vert, ça existera pas (Martin, Jardins sans nom).

#### 4.2.2 Stratégies

La critique formulée quand aux stratégies du mouvement vert vise précisément la légitimation de deux des trois grands responsables de la crise écologique identifiés par le mouvement écologiste radical québécois : l'État et le capitalisme. La troisième cause, l'anthropocentrisme, est mentionnée dans la critique des médias de masse, mais il n'y a pas de rapprochement clair entre les organisations environnementalistes et le renforcement de ce type de domination.

Les organisations environnementalistes légitiment l'État en s'adressant constamment à lui pour entreprendre des changements, adopter de nouvelles lois, consacrer plus de terres publiques en aires protégées, etc. En d'autres mots, en cherchant à réformer le système, ces organisations accordent à l'État sa légitimité de planificateur territorial.

[...] je pense que jusqu'à un certain point ça donne une légitimité au système dans lequel on vit, parce qu'en ayant des groupes de pression ça fait semblant qu'on est dans un jeu démocratique, mais c'est pas pantoute ça qui se passe. Ils vont faire de la pression pour ratifier le protocole de Kyoto qui veut ramener les émissions de gaz carbonique à ce que c'était dans les années 1990, mais en même temps ils vont continuer leur plan économique pour exploiter les sables bitumineux. Ça fait que... ça fait de la politcaillerie, pis ça ça fait croire au monde qu'en étant dans des groupes de pression pis en signant sur leurs pétitions pis etc. etc., ça va changer des choses, mais ça changera pas des choses. Ça prend un mouvement de base avec plein de monde qui sont conscientisés, pis justement des pratiques réelles pis concrète qui créent une alternative à ce système là, pis qui permettent au début de fortifier ces alternatives là pis ensuite d'essayer de les renverser... mais ça, on est loin de ça (Martin, Jardins sans nom).

On est comme sceptiques par rapport à ça, parce que veut veut pas ces groupes là sont subventionnés, c'est juste un petit chien de garde qui jappe un peu fort quand le gouvernement fait tel truc, mais le gouvernement, il fait ce qu'il veut. [...] c'est parce que souvent ces groupes là remettent pas en question certaines choses du système, tsé, que si ça continue, quand bien même que tu fais des manifs, que tu dis au gouvernement qu'il est pas fin, ça changera pas (Valérie, PPL).

Pour les écologistes radicaux, les pressions publiques et les actes purement symboliques ont peu de valeur. Non seulement sont-ils perçus comme étant inefficaces mais la stratégie même

d'employer un intermédiaire pour apporter des changements dans les rapports entre la société et la nature est un non-sens justement parce que ce rapport ne doit pas être médiatisé. Dès que la revendication est adressée à l'autorité, elle est vidée de son contenu effectif. Ce non-sens devient une contradiction ouverte lorsque les organisations environnementalistes font la promotion de différents modes de consommation, soit par la certification biologique, l'alimentation locale ou le boycottage de grandes compagnies (ex. Esso). Les écologistes radicaux argumentent que la stratégie d'une éthique de consommation reproduit le système qui cause la crise écologique globale. Judith de Liberland commente à cet effet : « ...on a beau dire t'achètes local et bio, ostie, t'achète pareil ».

Ça m'a toujours fait rire, 'acheter c'est voter', tsé. Achète achète achète, pis tu vote en achetant, moi je suis d'accord que si on boycott toutes les grandes corporations ça va mettre beaucoup de pression, mais c'est tout le temps dans l'optique de continuer à consommer, pis on remet jamais vraiment ça en question (Valérie, PPL).

[...] eux, ils vont prioriser un changement environnemental dans la mesure où ça ne met pas de bâton dans les roues du système capitaliste actuel, alors que le système capitaliste est à la source totale de la problématique actuelle, pis il est totalement impossible d'avoir quoique ce soit d'écologique et équitable tant qu'on est dans une optique d'un système comme celui qu'on a en ce moment. Pourquoi? Parce qu'un des buts principaux c'est l'amas du capital. L'amas du capital, tu le fais comment, tu le fais en augmentant la consommation. Comment tu fais pour augmenter la consommation? Tu fais des biens les moins durables possibles. Fait que la courbe de la croissance économique en dollars, en capital, est directement opposée, inversement proportionnelle à la courbe de la crise écologique. Y'a aucun moyen de régler la problématique dans un système comme celui-là (Damien, la Terre d'Abord).

#### 4.2.3 Pratiques

Les pratiques du mouvement vert sont critiquées sous deux angles principaux : l'inefficacité et l'infantilisme. D'une part, les organisations environnementalistes sont perçues comme étant à peu près incapables de parvenir à quelque réalisation concrète que ce soit. Leurs succès, leurs résultats sont perçus comme minimes comparativement aux moyens dont elles disposent. Elles ont des locaux stables, des employés salariés, l'appui des médias. Cependant, leurs actions ne se distinguent pas de la bureaucratie, leurs énergies se perdent dans les procédures et les campagnes médiatiques. Cette critique est surtout soulignée par Arianne de SHAC-Canada, qui affirme qu'un groupe autofinancé et décentralisé comme SHAC est

[...] plus efficace que PETA pis d'autres groupes comme Greenpeace, que eux y'ont des millions pis des millions [...] Ils ont des budgets immenses qu'ils sont pas capables d'avancer des résultats au bout de la ligne. [...] mais comme Greenpeace, je sais pas qu'est-ce qu'ils font, y'a personne qui le sait [...] généralement je dirais qu'ils sont pas efficaces (Arianne, SHAC-Canada).

Selon Damien de la Terre d'Abord, ce genre d'organisation est

[...] comme une charrette en arrière du système économique du système établi actuel [...] ils vont accepter certaines positions du gouvernement, des positions disons très abrégées... très incomplètes par rapport à la situation, pour aller chercher les fonds, pour garder l'image de ce qu'ils ont besoin (Damien, la Terre d'Abord).

Valérie de PPL affirme que de telles organisations agissent comme « un espèce de petit chien du gouvernement, [qui dit] 'fais pas ci fais pas ça' mais le gouvernement fait ce qu'il veut, les grandes compagnies font ce qu'elles veulent » (Valérie, PPL).

De plus, les organisations environmentalistes sont présentées comme des structures hiérarchiques et centralisées qui souffrent de rapports de dépendance, freinant à la fois leur intuition et leur marge de manœuvre. Cette structure infantilise les personnes qui en font partie et les pratiques expérimentées ne permettent pas aux gens de devenir plus autonome. Ainsi, les pratiques mêmes auraient pour résultat de perpétuer l'impuissance des individus.

C'est justement ça que les gros groupes mainstream font, tsé, ils attendent que le gouvernement agisse. Mais nous c'est 'non, toi en tant que personne, dans ton milieu, avec d'autres, tu peux toi-même t'organiser pour changer les choses. [...] ça fait partie implicitement de notre discours, c'est plus 'organise-toi toi-même, attends pas que les autres t'organisent' [...] (Valérie, PPL).

Je pense qu'y a beaucoup d'écologistes qui s'enfoncent là-dedans, dans les revendications à l'État ou à différents niveaux de gouvernement... mais je pense que ce qui fait la différences des anarchistes c'est que tu gardes en mémoire et en trame de fond principal que tu travailles pour une autonomie pis pour te débarrasser de l'État (Judith, Libertes).

#### 4.2.4 Ouverture

La critique du mouvement diffère quelque peu d'un groupe à l'autre, mais aucun n'est ouvertement hostile aux organisations plus réformistes. Les groupes et individus les critiquent, mais tous se rangent dans la position où il est probablement mieux d'avoir de telles organisations qu'aucune. « Mais on est pas contre. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, mais nous ça nous intéresse pas de participer avec ces groupes là non plus » (Valérie, PPL). Judith affirme que les écologistes radicaux vont se réjouir de chaque petite victoire, aussi infime soit-elle, « [on est] quand même contents quand le gouvernement fait des aires protégées, d'arrêter de distribuer les CAAF<sup>68</sup>, arrêter de drainer le fleuve, etc. » (Judith, Liberland).

#### 4.3 Pratiques et représentations sociospatiales

Dans cette section, je tente d'éclairer la façon dont les groupes écologistes radicaux québécois perçoivent leur rapport au territoire en analysant leurs pratiques et représentations sociospatiales selon quatre dimensions du territoire: matérielle, idéale et vécue et politique.

##### 4.3.1 La dimension idéale

Les seules échelles désignées dans le discours des groupes écologistes radicaux se résument aux mondial et local, avec un peu d'emphase sur l'échelle résidentielle.

[...] nos actions ont une portée locale, mais nos enjeux qu'on adresse ont une portée vraiment globale, internationale [...] la raison de ça, c'est en terme de moyens, jusqu'où on peut porter notre action [...] pis c'est les enjeux sur lesquels je peux avoir le plus d'emprise probablement, qui sont ici. Ça va dans le sens que ici c'est mon territoire pis c'est aussi celui que je connais le plus (Judith, Liberland).

Les représentations et narrations d'expériences sont toutes situées à l'échelle locale, par exemple les universités et campus universitaires, le centre-ville de Montréal, le quartier Westmount, le centre-ville de Sherbrooke. Les actions sont toujours à une échelle restreinte.

---

<sup>68</sup> Contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier : entente entre l'État provincial et les compagnies forestières où l'État garantit des droits de coupe sur terres publiques.

La quasi-totalité des actions ont lieu dans la rue, sur un trottoir ou dans un corridor d'université. Martin des Jardins sans noms insiste plutôt sur la communauté locale, de maison à maison.

[...] on allait voir tout le monde qui nous supportait dans la communauté pis on allait leur donner de la bouffe à toutes les maisons, fait qu'on faisait du travail maison par maison [...] notre travail c'était comme plus directement avec le monde [...] ça ouvre la porte à ce qu'on appelle un travail territorial, ça veut dire prendre un endroit pis par le visualiser comme de quoi d'abstrait, comme souvent à Montréal des manifs pis toute, on se voit pis c'est tout le temps le même monde... mais quand tu fais un travail de maison à maison, tu découvres du nouveau monde, t'as une interaction au niveau communautaire... y'a pas des résultats instantanés pis toute mais je pense que c'est une des façons de faire que je trouve intéressante (Martin, Jardins sans nom).

Pourtant, la plupart des discours se projettent dans une conception mondiale, stipulant à la fois que tous les expériences et conflits locaux comportent tous quelque chose d'intrinsèquement relié. Pour cause, les trois cibles-clefs du discours de l'écologie radicale – État, capitalisme et anthropocentrisme – sont présents partout dans le monde. Aussi, le mouvement de l'écologie radicale est déjà, en soit, international. Les groupes du Québec démontrent en avoir conscience. À prime abord, il faut rappeler que la Terre d'Abord fait partie de Earthfirst!, SHAC-Canada fait partie de SHAC (présent dans 20 pays) et fait la promotion du ALF. Mais aussi, Liberland faisait partie de la CLAC, elle-même membre de l'Action Mondiale des Peuples. La Mauvaise Herbe distribue de la documentation des États-Unis, diffuse les nouvelles du ELF, entretient une correspondance avec des groupes en Italie et présente souvent des nouvelles d'Amérique Latine. PPL a organisé une manifestation en support à des activistes d'Oaxaca (Mexique). Agite-Bouffe fait la promotion des luttes paysannes dans le monde. Inversement, la plupart de ces groupes luttent explicitement pour l'abolition de l'État. Ils ont peu recours aux échelles nationales, provinciales ou municipales. Lorsqu'ils y ont recours ce n'est jamais dans une perspective identitaire. Les quelques références à ces échelles font la critique des frontières douanières, la critique de la démocratie représentative ou de la démocratie participative « citoyenne ».

Nous croyons à une identité globale dotée d'une culture hétérogène, sans frontières mais naturellement diverse, c'est à dire une territorialité planétaire, contre toute forme de nationalisme (Liberterre, 2005).

C'est pourquoi ces groupes n'ont aucune identité territoriale, tant à une région, à un type de

terrain, à une municipalité, une province ou un pays : les individus choisissent leurs lieux par contrainte ou opportunité, aucun d'entre eux n'a affirmé être totalement bien là où ils étaient (ville ou campagne), ils ont plutôt justifié cette occupation dans un lien avec la terre.

[...] on veut pas 'avoir' un territoire, on veut 'appartenir' à un territoire, donc renverser les liens, la relation qui existe qui présentement. Le territoire ne m'appartient pas, je suis pas propriétaire du territoire, mais moi j'appartiens à un territoire, à un lieu, j'appartiens à un espace qui peut être encore là, la base physique, mais qui peut être culturel, social, politique, collectif... (Judith, Liberteerre).

Cet aspect est particulièrement révélateur. L'absence d'identité territoriale est aussi la conséquence d'une cause discursive. Étant anti-capitalistes et la plupart de tendance libertaire, ces groupes ne reconnaissent pas la notion de propriété (publique ou privée), du moins dans la dimension idéelle. Entre la conceptualisation écologiste qui requiert l'échelle du « global » et l'échelle de l'immédiat, du senti – c'est-à-dire du local ou du résidentiel – il n'y a que des construits de propriété, privée ou publique, qui semblent absurdes pour ces individus qui s'opposent aux frontières. Cette absence d'identité territoriale évoque étonnement les discours socialiste de la Première Internationale au 19<sup>e</sup> siècle. Puisque la donnée de base est la vie, son équivalence et son respect intrinsèque – toutes les échelles intermédiaires entre le local et le global perdent leur raison d'être politiquement. Les frontières seront alors ignorées ou dénoncées.

#### 4.3.2 La dimension vécue

Néanmoins, les groupes sont situés spatialement et expérimentent leurs milieux de vie de multiples façons. La grande majorité (dix sur quatorze) des groupes recensés depuis 2001 sont basés en milieu urbain, dont huit à Montréal. Même les projets de jardins entretiennent des liens périodiques avec d'autres groupes de la ville. Tandis que la plupart des groupes ont des positions officielles critiques face à l'urbanité et l'industrialisation du rural, presque tous les répondants ont avoué ressentir un quelconque malaise par rapport à la ville ou la campagne comme milieu de vie. Une des principales raisons évoquées est la perte d'autonomie.

L'appréhension qu'on a de l'espace et du territoire se traduit toujours dans le fait d'avoir un malaise avec la ville, en ayant aussi un malaise avec la campagne parce

qu'on a aussi une ostie de perte d'autonomie d'être en milieu rural, ou en forêt, ou en ce qu'on va appeler nature... (Judith, Liberland).

Mais c'est sûr que je pense que la Mauvaise Herbe a une critique de l'urbain, de la banlieue, qu'y a pas grand monde qui veut rester en ville... parce que le seul moyen de survivre en ville c'est d'avoir une job. Y'a pas grand-chose que tu peux faire pour auto suffire. Même la bouffe, les vêtements, tout ça. Recréer une communauté en ville c'est très tough. Une coop c'est limité. D'avoir des grosses coop et un gros espace... y'a pas beaucoup d'espace de libre à Montréal de toute façon (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Vivre dans la nature sauvage n'est pas envisagé comme étant une option, et aucun des groupes n'y a recours, invoquant le fait de ne pas avoir (encore) les savoirs nécessaires. « On est pas capable de se repérer. Si on était plongés dans le bois demain matin on crèverait... avant midi [rire] » (Judith, Liberland). L'aspect culturel est aussi très important. Plusieurs des répondants ont peur d'être isolés culturellement en milieu rural : de se retrouver seuls et marginalisés à cause de leurs valeurs et de leurs pratiques, de ne pas pouvoir créer de liens forts avec les habitants locaux. Pour Arianne de SHAC, quitter la ville serait insensé, la lutte contre la cruauté animale étant selon elle un phénomène exclusivement urbain.

[...] je pense pas qu'on pourrait être aussi actifs en dehors de Montréal. Surtout qu'en dehors le monde 'sont pas super informés sur la cause des droits des animaux, fait que je sais pas trop si on aurait un impact en dehors de Montréal. En campagne, on peut pas vraiment avoir d'impact... y'a pas personne. 'Un végétarien, c'est quoi?' [rire]. Végan, oublie ça, ça existe pas dans le vocabulaire (Arianne, SHAC-Canada).

Pour Marie du CUL, le fait même que le Collectif œuvre dans un campus d'université en retrait du centre de la ville de Sherbrooke est problématique. Elle estime que le fait de garder le Collectif à l'intérieur du campus restreint le potentiel politique du projet. « On essaie de faire des déplacements vers la ville, vers le local [du RAJ], parce que c'est là qu'il y a les gens » (Marie, CUL). D'ailleurs, le CUL et le Collectif de Minuit ont tous deux exprimé le désir profond de distribuer la nourriture à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur, même si des raisons logistiques leur en empêchent, en expliquant que le lieu serait à la fois plus inclusif et plus « agréable ».

En solution aux différents malaises exprimés, les répondants présentent deux attitudes distinctes. La première, plus active, consiste soit à fuir la ville pour construire un projet

alternatif en campagne, soit à tenter d'améliorer les conditions de vie urbaine en constituant des alternatives écologiques. Valérie affirme que le fait d'être en ville est un choix : « ...on [PPL] est vraiment tous très urbains et on aime la ville quand même [...] c'est pas parce que t'es en ville que tu peux pas pratiquer des alternatives (Valérie, PPL). »

[...] y'a des jardins communautaire, des jardins sur les toits, y'a des manières de faire de la récup, de faire de faire du plein-air, à Québec c'est quand même pas si pire... tu prends ton vélo... je pense pas que la ville était vue comme l'incarnation de l'urbanisation du mal, du tout (Alexandra, Dada a faim).

On verra selon la représentation de la dimension matérielle que ces alternatives sont cependant limitées. La deuxième attitude, plus passive, consiste à s'accommoder des ressources existantes et de tenter d'accroître son autonomie en réduisant sa dépendance aux lieux fixes, c'est-à-dire qu'il y a un refus de s'enraciner. C'est pourquoi plusieurs groupes s'organisent à partir des domiciles mêmes des membres, font de la récupération de nourriture (ce qui est plus rapide que de la faire pousser!). Tel que l'expliquent Cassandra du Collectif de Minuit et Stéphane de la Mauvaise Herbe : « on a pas lieu [...] nos AG c'est dans nos salons » (Cassandra, Collectif de Minuit), « on prend des lieux qui existent déjà, selon les disponibilités, si y'a des ordis. Nos lieux de travaux respectifs, aussi, pour le montage. Pourquoi pas les utiliser? » (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

Les groupes écologistes radicaux ont aussi tendance à se servir ponctuellement de lieux qui ont été réappropriés politiquement et où des groupes d'une autre constituante idéologique, priorisant d'autres luttes, occupent et assurent la permanence. Je fais ici référence aux locaux de l'ASÉ-UQAM, de l'X, du DIRA, du RAJ et occasionnellement du CEDA. Les écologistes radicaux s'en servent et participent quelques fois à la gestion des lieux, mais n'en sont ni les initiateurs ni les responsables exclusifs.

#### 4.3.3 La dimension matérielle

La critique des espaces urbains et ruraux est plus explicite lorsque les groupes expriment leurs représentations de la dimension matérielle du territoire. Le territoire matériel en tant que tel – aménagé, bâti, modifié, structuré – leur apparaît restrictif et objéifié. Ces deux

représentations s'étendent tant à l'espace urbain qu'à l'espace rural : d'emblée, les répondants des groupes écologistes radicaux accusent la terre d'être rendue inaccessible, polluée et dénaturée sous la forme de « ressource naturelle ». Le bâti est fondamentalement problématique.

En ville, l'usage du sol se veut surtout exclusif. Et lorsque des terres sont accessibles, elles sont souvent contaminées. Les répondants citent alors l'exemple de plusieurs jardins communautaires pollués et dont le produit serait nocif pour la santé : « on est du monde qui ont pas accès à la terre en ville, ou sinon c'est à travers un jardin communautaire sur des terrains contaminés... » (Martin, Jardins sans nom). La guérilla jardinière de Liberland était justement une tentative de transgresser les limites normatives du territoire bâti et de forcer l'embellissement d'un territoire conçu pour être « gris ». De façon similaire, Valérie de PPL résume le désir de son groupe à outrepasser les limites de l'exclusion et les frustrations de ne pas y parvenir.

On avait un fantasme un moment donné de pogner un terrain vague pis planter dessus, on voulait comme récupérer un terrain pis planter dessus mais je pense que c'était pas réaliste, souvent ces terrains là sont contaminés. [...] On veut toujours à chaque été, pogner une place pour planter, pis les jardins communautaires à Montréal y'en a quasiment pas, t'es tout le temps pogné... y'a comme pas de place. On avait vraiment réfléchi longuement à ça, tsé, récupérer un terrain pis inviter les gens du quartier à s'en venir planter pis tout ça, mais c'est compliqué, faut analyser la terre pour la contamination, on veut pas planter n'importe quoi non plus [...] nous c'était vraiment de trouver une place pour avoir un gros potager, pis en même temps faire une vie de quartier autour de ça, pour inviter le monde aux alentours à venir (Valérie, PPL).

En campagne, les terres sont inaccessibles parce qu'elles sont trop coûteuses pour qu'une culture respectueuse de l'environnement puisse subsister. L'agriculture doit être axée selon un mode productiviste intensif sinon elle n'est pas viable économiquement. Paradoxalement, c'est justement en n'étant pas productiviste qu'elle peut être viable écologiquement. Le résultat veut que le territoire rural soit consacré à l'exploitation, son potentiel relégué en terme de ressources objéifiées, quantifiables et dénaturées, dont la production est planifiée à court terme seulement. Les exigences du marché capitaliste impliquent qu'il ne peut y avoir aucune amélioration.

Les meilleures terres du Québec sont vraiment occupées par une agriculture qui vise

juste à produire du maïs pis des cochons pour un système d'exportation [...] c'est pas vraiment possible pour quelqu'un qui veut pas travailler tout le temps pour payer sa dette de s'installer dans ce coin là, pis c'est ça. L'utilisation du territoire c'est plutôt déprimant [rire] [...] ça fait dur dans les régions du Québec en général, tsé autant en environnement que dans la dimension sociale du travail, du monde, c'est quand même la grosse déprime, y'a pas vraiment une vision d'avenir (Maxime, Jardins de la résistance).

Ben, le terme ressource en dit déjà long. [...] on a commencé à insérer le nom dans les médias de 'région-ressource', par exemple, pis l'espèce de structure centre-périphérie se développe d'une façon que tu renforcis fortement, j'entendais des gens de la Côte-Nord me parler de leur région comme une région-ressource et y'en étaient fiers. Je me suis dit 'ok, c'est rendu loin en ostie'. Fait que toute cette question de ressources naturelles, premièrement, c'est clair que c'est la reproduction de l'anthropocentrisme [...] quand tu vois les ressources naturelles comme quelque chose qui peut fitter dans les colonnes comptables et pu comme quelque chose que tu peux nourrir ou qui peut te nourrir aussi [...] ça entraîne ce type de valeur là, ce type de pensée là, de vision là de toutes les choses, pis les ressources naturelles devient un enjeux de propriété privée pis de brevet de propriété intellectuelle, sur la biodiversité... c'est un massacre, un écocide, qu'on appelle. Les ressources naturelles, non... c'est vraiment n'importe quoi (Judith, Liberterre).

#### 4.3.4 La dimension politique

À la restriction et l'inaccessibilité du territoire s'ajoute la dimension politique du territoire sous la forme de répression sociospatiale, c'est-à-dire de restrictions intentionnelles qu'exercent les acteurs dominants sur l'accès et l'usage de l'espace en imposant leur propre vision de ce qui est « propre » et « impropre ». Les répondants du mouvement écologiste radical expriment des témoignages très intimes à ce sujet. Ils affirment que la façon dont le territoire est bâti – tant rural qu'urbain – et les politiques de l'État (spécialement la police) et la propriété privée des corporations ou des particuliers constituent des formes répressives de territorialisation. Cette répression est représentée sous deux formes : l'une passive et l'autre active.

D'une part, les groupes et répondants commentent la façon dont ils se sentent opprimés par les rapports de forces pré-existants dans le territoire, invoquant une certaine violence structurelle du bâti opérant au quotidien, dans les limites du senti à l'échelle locale et résidentielle. Cette oppression est omniprésente, elle est le résultat de la construction

sociospatiale des différentes facettes du pouvoir contesté (État, capitalisme et anthropocentrisme).

[Montréal] c'est la ville, c'est la pollution, aérienne, de la vue, de l'air, du bruit, d'une perte d'autonomie assez hallucinante, t'as pas de jardins, pas de légumes, pas de plantes médicinales, t'achètes, tout le temps, tu sors de chez toi, tu consommes [...] et encore, j'ai pas parlé du quadrillage de la ville, en rues, tsé, spatialement parlant, c'est comme rushant en ostie, pis les autoroutes [...] cette idée que le progrès et le béton c'est vraiment mieux pour les humains... (Judith, Libérterre).

Damien de la Terre d'Abord souligne la particularité cognitive du quadrillage spatial, contraignant dans la façon même dont le territoire est aménagé. Selon lui, l'organisation du territoire reproduit implicitement les catégories, signifiant « ce qui est à sa place » et « ce qui n'est pas à sa place ».

La preuve, intéressante, c'est une preuve du contrôle psychologique... y'a ben des places, t'es même pas obligé de mettre une clôture autour d'une place pour qu'une personne marche pas sur la pelouse, elle va passer par l'entrée. Pour moi c'est une preuve du contrôle psychologique, parce que tu pourrais très bien passer par plein d'autres côtés mais on passe toujours par la petite porte qui nous a été indiquée sous peur de faire de quoi à quelqu'un (Damien, la Terre d'Abord).

Le témoignage de Stéphane de la Mauvaise Herbe est particulièrement explicite à ce propos. Il lie directement l'État et le capitalisme dans la territorialisation totale de l'espace en une sorte de canevas lignifié, exclusif et privé, à la manière d'une prison. La propriété est étendue comme phénomène de plus en plus qualitatif à l'échelle globale, dont la description évoque une sensation de suffocation.

On aimerait ça aller à plus de place, mais on est limité, tout est arpenté, quadrillé. Des propriétés, y'en a partout. On essaie d'aller dans des espaces communs, collectifs, même si légalement, ils le sont pas tout le temps. Comme ici, mettons l'école, appartiens à l'État [...] Oui, c'est sur qu'on soutient tout qu'est-ce qui est appropriation de terrain ou d'espace, tout ce qui peut être squat... c'est parce que tout le territoire est légiféré, y'a des règlements, y'a toujours une municipalité, un gouvernement qui s'approprie... qui veut tout planifier, tout gérer, alors tout qu'est-ce qui peut être comme des espaces autonomes qui se créent, partout, on soutient ça, parce que ça peut permettre l'épanouissement de formes de vie ou de faire qui nous intéresse... c'est fou comme l'espace est géré... c'est quand même urgent qu'y ait autre chose, parce que bientôt ce sera plus possible. [...] Avant ça, y'avait du monde qui pouvait vivre dans une société parallèle... du temps des colonies, y'avait des colons qui sont partis vivre ailleurs. Pis qui ont vécu des fois des centaines d'années comme qui voulaient avant que les frontières de l'État prennent toute la place. C'est ça le problème, presque partout à travers le monde y'a des États, y'a pu de place...

pis avant le gouvernement disait 'ça, ça nous appartient' mais dans les faits c'était pas tellement vrai. Là maintenant tu peux plus partir de communautés pis pas avoir de problèmes, là. Ils vont savoir que t'es là. Même quand t'es propriétaire, va encore falloir que tu paies tes osties de taxes (Stéphane, la Mauvaise Herbe).

D'autre part, certains groupes dont les pratiques sont plus axées sur la transgression territoriale et expérimentent de la répression territoriale active, soit par l'intimidation (ex. gardiens d'université) ou par la violence physique, le viol de leur domicile, les interdictions territoriales et les poursuites judiciaires. La force exercée par ces institutions résulte en la construction de frontières sociospatiales qui indiquent l'usage réservé à tel ou tel lieu, qu'il soit publique ou privé, académique ou non. Cette sorte de contrôle policier est une forme de territorialisation : elle révèle intentionnellement à la fois la représentation et l'appropriation de certains espaces selon une structure idéelle précise et l'affirmation d'une force politique tant symbolique que matérielle pour légitimer ce territoire.

Par exemple, le CUL et le Collectif de Minuit ont vu plusieurs participants ou sympathisants appelés en comités disciplinaires par les administrations de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke, qui ont du répondre de leurs actes, les conséquences pouvant aller jusqu'à l'expulsion du campus. Cette intimidation psychologique s'étendit à plusieurs dizaines de personnes. Elle a été dénoncée par certains professeurs et la Ligue des droits et libertés. À Québec, la police a tenté même de saisir *Emma*, la marmite du Collectif de Minuit. Ultiment, l'enjeu n'est pas restreint à la distribution de nourriture. C'est bien la lutte de conceptions divergentes, traduites sous forme politique, qui oppose les représentations sociospatiales dominantes et émergentes. Selon Marie, la vague d'intimidation est la conséquence d'un conflit autour de représentations sociospatiales. Elle indique, en visant l'administration : « l'université, ça les dérange particulièrement parce qu'on est en train de faire vivre une autre vision de l'université » (Marie, CUL).

La répression active est plus poussée dans le cas de SHAC-Canada. Ce groupe, contrairement à la Terre d'Abord, ne planifie pas ses actions en visant les arrestations. Leurs manifestations n'étaient pas des expériences de désobéissance civile, mais bien de perturbation, signifiant que leur objectif était de troubler et confronter une cible en particulier, sans pourtant mettre en danger leur propre intégrité physique ou consentir à se faire arrêter par la police. Durant

les désobéissances civiles, c'est généralement le corps même de la personne impliquée qui sert d'entrave – physique – à la cible, par exemple en s'enchaînant à la porte d'un bureau. En allant devant la résidence de certains directeurs ou présidents d'entreprises ou d'institutions en faisant du bruit avec des sifflets ou autres instruments et en criant à tue-tête, les participants visaient plutôt à transformer les rues normalement paisibles de Westmount en lieux de contestation, autant sonore que visuelle. L'objectif implicite est de renverser l'usage normatif qui en est fait et ainsi troubler le quotidien de leurs cibles. À l'automne 2006, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées durant une série de manifestations. Quelques participants auraient aussi été violentés. Certaines personnes ont été perquisitionnées à leur demeure et sont poursuivies en cour pour méfait et attroupement illégal. Parmi les conditions que la police leur impose, on retrouve l'interdiction d'organiser ou de participer à des manifestations dans un grand périmètre de la Ville de Montréal. Cette interdiction est à la fois symbolique et matérielle : elle est la réponse du pouvoir dominant quant à l'usage « propre » ou « impropre » des rues, spécialement celles du quartier riche de Westmount. Quelques mois après la vague de répression (c.-à-d. durant les procès) Arianne commente les événements :

[...] les manifestations, ça prend pas cinq minutes que les polices arrêtent tout le monde, pis ils sont super arrogants avec les manifestants, tsé ils leur font peur, ils prennent des photos, ils leur parlent bête, ils les arrêtent... le monde a pu le goût d'aller dans des manifestations, y'ont pu le goût de se faire harceler de même. C'est comme si la police était 'contre' nous. On fait pu de manifestations. C'est rendu à ce point là. Tu te pointes, pis ils t'arrêtent... automatique. La dernière fois qu'on est allé, ils nous ont couru après parce qu'ils voulaient trois personnes. En plus y'a comme des polices 'undercovers' qui ont infiltrés le groupe. On veut pas que le monde aille dans les manifis si c'est pour se faire arrêter. La police fait exprès pour pousser le monde dans la rue, pis y leur donnent des tickets pour pas traverser à l'intersection. Ils jouent avec ça pas mal. Ils sont vraiment rats (Arianne, SHAC-Canada).

Elle conclut, en soulignant l'aspect dramatique de la situation, un sentiment de détresse : « on sait plus où se lancer, on sait plus où se mettre, on sait plus quoi faire » (Arianne, SHAC-Canada).

#### 4.3.5 Conclusion

Mon hypothèse principale concernant les pratiques et représentations sociospatiales des

groupes écologistes radicaux veut qu'ils entretiennent des rapports généralement séculaires avec l'espace et le territoire, signifiant que leur façon d'habiter, ainsi que leur façon de s'incarner en tant qu'acteurs du changement, est inégale, hésitante et ponctuée de fragmentations organisationnelles, ce qui révèle, à la base, une « angoisse territoriale » irrésolue. Cette assertion signifie que les acteurs ne prennent pas rationnellement en charge la réalité du territoire qui leur sert de cadre d'action. L'abstraction serait alors leur mode ultime d'appréhension du territoire et des conflits qui le parcourent et serait alors la principale source de leur motivation à discourir et à agir.

Ceci dit, l'analyse de leurs pratiques et représentations ne permet pas d'affirmer ou d'infirmer clairement l'hypothèse. Certes, les répondants appréhendent le territoire en usant d'abstraction via l'échelle globale, cependant leur sensibilité demeure ancrée dans le réel. En jouant d'affirmation et de négation, les dimensions idéale, vécue, matérielle et politique sont représentées comme des facettes multiples et intercroisées de la vie mutilée. Il y a dans leurs pratiques et représentations la même séparation contenue dans leur discours : la distance entre ce qui est et ce qui devrait être. Simultanément, les répondants affirment leur malaise quant à l'espace rural et l'espace urbain alors que leurs tentatives de briser ce malaise sont activement réprimées par l'État. Ils pensent et agissent à l'échelle locale et résidentielle parce que c'est là qu'ils sont confinés. Leur attitude quant aux lieux et à leur transformation diffère d'un groupe à l'autre. Cependant, exemptes d'identité territoriale, toutes leurs expériences ont lieu à court et moyen terme. Le désir d'autonomie est transfiguré dans la spontanéité et une hésitation ponctuée à s'enraciner.

Cette angoisse territoriale, irrésolue, est explicitée par les répondants. Il serait cependant faux de concevoir cette angoisse comme résultant de la praxis des écologistes radicaux. En considérant les propos des répondants je crois plutôt que ce « malaise d'habiter » est une constante de leur activisme. Le territoire comme construit est problématique dans toutes ses dimensions, cependant la résolution de ses failles est contestée par la force politique liée au pouvoir qui le veut ainsi. Alors jaillissent une fois de plus les trois cibles-clefs de l'écologie radicale : l'État, le capitalisme et l'anthropocentrisme.

Les répondants démontrent qu'ils prennent en charge rationnellement la réalité du territoire

dans toutes ses facettes. Ils affichent une conscience géographique soutenue qui comporte l'avantage de l'expérience immédiate et sensible de l'espace et du territoire. S'il ont effectivement une certaine hésitation – du moins, une difficulté – à s'incarner comme acteurs du changement sociospatial, les répondants démontrent que cette angoisse est la conséquence d'influences exogènes au mouvement – matérielles, certes, dans le bâti urbain et rural jugé opprimant, mais surtout politiques lorsqu'ils osent démontrer clairement leurs pratiques. Ce ne sont pas seulement les manifestations effectives du pouvoir qui sont problématiques : le simple fait que le pouvoir réagisse est en soit une donnée constante introduisant le risque d'empirer une condition existentielle déjà difficile. La menace de répression est omniprésente et ses formes dormantes sont pourtant visibles.

Donc, si les écologistes radicaux n'ont aucune identité territoriale, c'est qu'ils rejettent à priori les catégories sociospatiales construites. Si les groupes écologistes radicaux axent davantage leurs pratiques sur la résistance symbolique que la transgression territoriale ce n'est pas qu'ils n'osent ou ne désirent faire plus – ils affirment après tout que l'action directe est libératrice – mais bien qu'ils en craignent les conséquences, aussi absurdes soient-elles. Leur quête est avant tout une quête d'autonomie. Ils sont contraints dans le territoire, voilà ce qui motive leurs pratiques de réappropriation, voilà aussi pourquoi ces pratiques sont éphémères. Elles ne suffisent pas à briser les contraintes de façon permanente, seulement à prouver qu'il est possible de vivre autrement.

Ainsi, le mouvement écologiste radical apparaît comme la conscience rigoureuse et soutenue de l'aporie entre culture et nature, dont les manifestations dialectiques sont empreintes d'une poussée révolutionnaire constamment avortée. L'acte en soi contient déjà tout ce qui est souhaité dans un vivre-ensemble libéré de la domination, il erre en marge du devenir, jusqu'à maintenant incapable d'être transfiguré complètement de la théorie à la pratique pour la simple et bonne raison qu'il demeure – encore – du camp des opprimés. Ce divorce est l'adage même du mouvement écologiste radical : le monde est rejeté au même moment où on voudrait le transformer. Simultanément, ses constructions sont problématiques alors même qu'on voudrait restaurer ce qui persiste en-dessous : ce que le monde contient encore de naturel, de sauvage. Ultimement, le mouvement est un *mouvement* pour la raison – très géographique – qu'il n'y a justement nulle part où s'enfuir.

Ce que je dis desfois, c'est que si tout irait bien, j'aimerais ça être dans un petit chalet, un petit *shack* dans une montagne, dans une forêt. Mais la montagne c'est fait détruire pour les mines, la forêt y'en a pu, parce que les compagnies forestières les coupent à tout bout de champ. Fait que je suis rendu en ville, parce qu'il faut faire de quoi. C'est là que ça se passe, dans les grands centres. C'est là où le système à ses centres, là où il faut être pour être capable d'agir... sinon je serais très heureux en dessous des étoiles en train de jouer de la musique sur le bord d'un ruisseau avec des montagnes merveilleuses [rire]... mais c'est pas la réalité (Damien, la Terre d'Abord).

## CONCLUSION

Peut-être la société vraie se lassera-t-elle du développement et – toute à sa liberté – laissera-t-elle des possibilités inédites au lieu de se précipiter sous l'effet de contraintes démentes vers des étoiles lointaines. Une humanité qui ne connaît plus la détresse commence à comprendre la nature illusoire et futile des efforts entrepris jusqu'à présent pour échapper à la nécessité, et qui utilisèrent la recherche pour reproduire la détresse sur une plus vaste échelle. La jouissance elle-même en serait atteinte dans la mesure où son schéma actuel est inséparable de l'activisme, de la planification, de la volonté qu'on impose, de l'assujettissement. *Rien faire comme une bête*, se laisser aller au fil de l'eau et regarder tranquillement le ciel, 'être, rien de plus, sans autre détermination ni désir d'accomplissement', voilà qui pourrait remplacer l'action, l'accomplissement et remplir effectivement la promesse de la logique dialectique : la réactivation de ses propres origines.

Theodor W. Adorno, *Minima Moralia*, 1945, 212

Élisée Reclus conclut qu'il ne pouvait y avoir d'autre évolution que pour la Terre entière, précisant par la suite qu'évolution et Révolution ne sont en fait qu'un seul et même processus. Cette assertion se base sur la certitude que la façon dont le monde est administré est méprisable et devrait être abolie, que l'anarchisme et l'entraide sont des formes supérieures de vivre-ensemble. Cette logique dialectique – « méthode pérenne de la critique » privilégiée des opprimés (*ibid.*, 329) – oppose les contradictions présentes dans la société et annonce leur réconciliation à travers l'affrontement et la déconstruction. Elle soutient implicitement que la forme et l'esprit du système dominant et des individus qui le composent sont réactionnaires et refusent d'être délogés. La lutte au nom de la vie devient la lutte pour la survie. Les problèmes sociaux et écologiques peuvent être résolus, mais il faut créer des solutions et en devenir les acteurs, même si cela nous place diamétralement opposés au monde tel qu'il est construit. Cette résolution implique que la lutte doit avoir lieu, mais surtout, qu'elle doit avoir lieu quelque part.

Comme le reconnaît Adorno, le fait de considérer les discours et forces contradictoires de la société en rapport dialectique permet non seulement une compréhension qualitativement supérieure mais démontre aussi qu'il est possible de les dépasser complètement. Cet effort – cette déconstruction – introduit la résorption de la médiation, la réparation de la blessure

originelle, la réconciliation entre ce qui est et ce qui devrait être : « la réactivation de ses propres origines ». L'écologie radicale vise justement à faire fi des conceptions dominantes de la société moderne, questionnant la prémisse même de la civilisation telle que démontrée par John Zerzan (1994, 1999). L'écologie radicale appelle ainsi à une nouvelle lecture du socialisme<sup>69</sup>. Aussi, lorsqu'elle lie l'anarchisme et le requestionnement de l'interface société/nature, elle rejoint – généralement sans même le savoir – le nihilisme actif de Schopenhauer, Nietzsche et Cioran, en osant aller au plus profond de la déconstruction comme « forme limite de bienveillance » (Cioran, 1940, 207).

Cette étude se pose comme premier grand recensement du mouvement dans la province. Elle permet dans un premier temps d'attester l'existence du mouvement. Cependant, le fait que l'analyse se soit déroulée dans la sous-discipline de la géographie sociale n'est pas le fruit du hasard. L'étude démontre que les groupes et plusieurs individus qui composent le mouvement ont une lecture géographique de la crise écologique globale et de leurs propres pratiques. À travers leurs discours et stratégies s'observe un rapprochement spécifique avec les propos de la géographie radicale du 19<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la contribution – ne serait-ce que théorique – de l'écologie radicale à la géographie sociale recèle un grand potentiel. Cette première, affranchie des contraintes institutionnelles, permet une lecture libre et intuitive du système-monde et du rapport entre la société et la nature. Le fait qu'elle tente, par tous les moyens, de mettre en pratique ses idées est une source valable pour une sous-discipline qui prône l'étude des phénomènes sociaux selon les notions d'espace et de territoire. Le mouvement de l'écologie radicale offre une représentation actuelle des conflits sociospatiaux et intègre les thèmes d'économie, de psychologie, de politique, de biologie et autres disciplines à l'intérieur même de sa redéfinition du monde – du global au local. Par conséquent, son interprétation n'est pas fermée, son champ d'action est large et sa spontanéité en fait une force d'action significative. Autrement dit, la géographie ne le reconnaît peut-être pas, mais l'écologie radicale est profondément géographique. En diffusant ses idées et en incarnant

---

<sup>69</sup> Le discours écologique questionne les modes de production, stipulant que la production industrielle serait problématique. Le questionnement des modes de production – incluant sa mimétique consommation – lorsqu'il est acheminé dialectiquement, introduit la critique même du travail, illustrant du marxisme et du matérialisme historique son fétichisme obsessionnel de l'ouvrier et du *Working Class Hero*. Le sujet révolutionnaire n'est plus le prolétariat. Plutôt, toute forme de vie est potentiellement révolutionnaire. Par conséquent, l'écologie radicale est essentiellement positionnée contre le travail comme activité humaine technicisée.

dans le réel toutes sortes de projets, le mouvement se révèle comme un terrain d'expérimentation de nouvelles formes de vivre-ensemble territoriales, liant simultanément habitant, habiter et habitat.

En ce qui concerne le traitement du sujet de mon étude, je réalise que la propagation des valeurs même de l'écologie radicale est difficile à quantifier ou à qualifier à l'échelle de la province. Celles-ci se propagent à travers la musique, les écrits, les symboles, la parole, etc. ce qui en fait un sujet beaucoup plus culturel que pratique. J'ai identifié les groupes qui s'y ralliaient explicitement et ce afin de tracer un portrait du mouvement. Celui-ci demeure cependant incomplet. De nouvelles études qualitatives, comme par exemple la monographie de Liberland par Kruzynski et Guilbert (2007), pourraient en enrichir la connaissance.

Il faut aussi considérer que le mouvement n'est pas isolé, ce qui complexifie sa description. Il est partie prenante d'un mouvement plus grand de contre-culture radicale et anarchiste, lui aussi en croissance depuis le Sommet des Amériques de 2001 et relativement peu étudié. En ressors de mes observations, je ne crois pas que l'écologie radicale puisse être complètement distanciée du milieu anarchiste, puisque plusieurs des groupes en revendiquent une appartenance, mais je ne crois pas qu'on doive abandonner la conception de mouvement écologiste radical québécois comme simple « aile verte » du mouvement anarchiste ou de quelque mouvement anti-capitaliste québécois. Le concept d'écologie radicale et de lutte à l'anthropocentrisme est trop central à plusieurs de ces groupes pour qu'on puisse l'écarter sans errer dans la compréhension de leurs discours et de leurs actions.

Un autre point à soulever est la critique adressée au mouvement vert. Il est surprenant de constater à quel point les écologistes radicaux étudient, recensent et dénoncent les propos et agissements des organisations environnementalistes. Selon leurs dires, celles-ci disposent de grands moyens et emploient la science afin de documenter les différents aspects de la crise écologique globale, ils en ignorent pourtant les causes fondamentales et se structurent de façon hiérarchique et bureaucratique comme organes auxiliaires de l'État. Pour les écologistes radicaux, le mouvement vert est à la remorque de la crise écologique. Il détient les moyens pour documenter l'écocide et pourtant ne propose pas d'actions qualitativement proportionnelles à l'ampleur des dégâts. Plutôt, il propose des projets de réformes palliatives.

Non seulement donne-t-il une légitimité sans précédent à l'État et au capitalisme en affirmant que ceux-ci peuvent changer pour le mieux – alors qu'ils ne le peuvent – mais le mouvement vert constitue logiquement un « cul-de-sac » : il est représenté comme l'ombre pâle qui marche docilement derrière la destruction et ne fera rien pour la prévenir.

Les radicaux sont convaincus de la futilité du mouvement vert. Leur critique gagne en pertinence due à leur expérience immédiate du territoire. Tout en concernant une visée globale, ils s'organisent à l'échelle du senti : au local et au résidentiel, sans hiérarchie ou désir de coercition. Autonomes, ils décident eux-mêmes où ils vont et ce qu'ils font, avec le seul désir de cohérence et la peur omniprésente de la répression. Comparés aux organisations environmentalistes, j'admets qu'ils démontrent moins de naïveté pour la simple et bonne raison qu'ils vivent directement les réalités sociospatiales : la rue, la répression, les poubelles, etc. De plus, ils exercent par rapport à eux-mêmes et entre eux une autocritique constante et rigoureuse (Sheperd, 2002). Leur radicalisme pourrait justement être interprété comme un deuil de la naïveté, une volonté de rendre le discours cohérent et de vivre la praxis au quotidien. C'est aussi pourquoi ils ne démontrent aucune inclination à se lier, de près ou de loin, à quelconque acteur institutionnalisé, à défaut de quelque « victoire » ou gain à court terme : ils résistent au discours institutionnel parce qu'ils l'opposent à l'expérience immédiate et qualitativement supérieure du territoire vécu, matériel et politique.

Yearly affirme que le mouvement vert est le seul nouveau mouvement social à vraiment appliquer le maxime « penser global, agir local » (Yearly, 2005) et qu'il est le seul à proposer un mode alternatif de société post-capitaliste (*ibid.*, 25). Les propos du sociologue furent parmi les premiers à guider mes réflexions sur le sujet du mouvement d'écologie radicale. Cependant, en ayant volontairement distingué le mouvement vert élargi, constitué d'environmentalistes institutionnalisés, et l'*autre* mouvement, celui des écologistes radicaux, je comprends que les particularités que Yearly a relevé s'appliquent surtout aux écologistes radicaux.

En somme, j'insiste que la tension pluriscalaire explicitée dans la relation global-local est synonyme de radicalisme, puisqu'elle introduit la nécessité de créer des voies entre les échelles, non entre les personnes, les groupes, les institutions et l'État, mais bien entre une

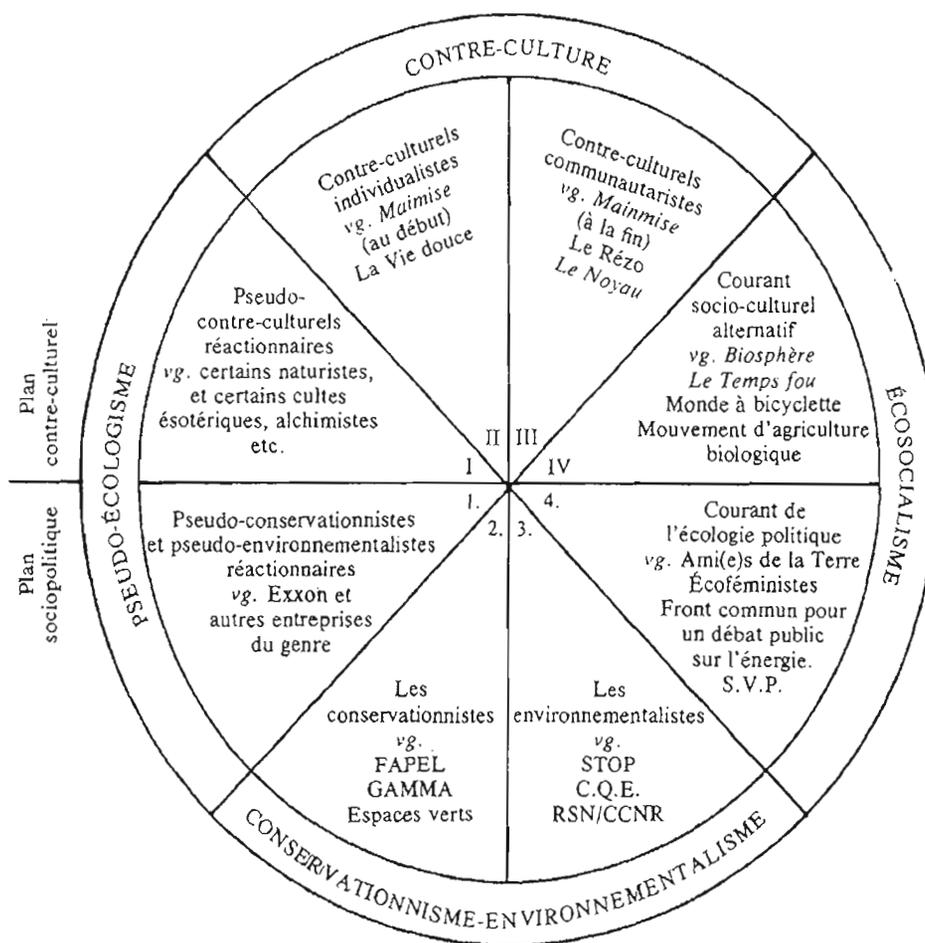
conception d'harmonie globale et l'action locale réelle (i.e. *grassroots*) pour résorber la crise écologique. Et j'observe, comme Vaillancourt l'avait remarqué en 1981 en parlant des quelques écologistes radicaux dans la province, que le mouvement gagne en importance et n'est pas en voie d'être récupéré.

## APPENDICES

### Appendice A

Typologie du mouvement écologiste québécois, 1960-1980

Source : Vaillancourt, 1981



## Appendice B

### Guide d'entretien

#### 0. Organisationnel

- Nom, localité.
- Historique (depuis quand)
- Combien de membres...
- Structure organisationnelle
- Mission de l'organisation
- Objectifs
- Activités principales
- Financement
- Local ou lieux de rencontre

#### 1. Discours

- Faites-vous une distinction entre écologie et environnementalisme?
- Quelle est votre définition de l'écologie?
- Comment vous décrivez-vous, au-delà? Appartenez-vous à un courant en particulier?
- Est-ce que cela influence votre façon de penser, de voir votre milieu, de voir le monde?
- Considérez-vous être « radicaux », et pourquoi (qu'est-ce que ça implique) ?
- Quels sont les principaux enjeux sur lesquels vous intervenez?
- Quelles sont vos principales revendications? À qui les adressez-vous? Où intervenez-vous pour défendre vos positions?
- Comment voyez-vous la question des ressources naturelles, au local, au Québec, dans le monde? Est-ce que cela affecte vos propres choix de consommation, de production? Comment?

#### 2. Pratiques et stratégies

- Est-ce que vous pouvez me décrire votre principale stratégie?
- À quelles échelles sont vos activités, votre diffusion? Qu'est-ce qui justifie ou explique cette échelle?
- Quel type d'action privilégiez-vous? Est-ce qu'il vous arrive de vous rapprocher des lieux? Lesquels? Pourquoi, comment, pour combien de temps?
- Participez-vous à des réseaux, des alliances? À quelles échelles (locale, régionale, nationale, internationale, etc.) ?
- Pouvez-vous décrire votre relation avec les médias (de masse, alternatifs, autonomes)? Ont-ils un rôle dans votre stratégie, comment? Comment diffusez-vous l'information (quel mode)?

- Comment percevez-vous les groupes environnementalistes plus institutionnalisés, quelle est votre relation avec eux?
- Est-ce que vous vivez de la répression? Pouvez-vous m'en parler? Si oui, pourquoi croyez-vous qu'il en est ainsi? Sous quelle forme a-t-elle lieu (durant les actions, au quotidien)? A-t-elle une incidence sur vos choix d'action, l'étendue de vos actions, le recrutement?

### 3. Acteurs institutionnalisés

- Pouvez-vous décrire votre rapport à l'État? Y'a-t-il une différence entre les différents paliers gouvernementaux (municipal, provincial, fédéral)?
- Et quel est votre rapport aux autres institutions (ex. ONG, médias, etc.)?
- Par rapport à votre milieu de vie actuel, pouvez-vous me dire si vous êtes « bien » là où vous vivez? Sentez-vous une pression par rapport à votre style de vie? Un malaise? Préférez-vous vivre ailleurs, agir ailleurs, changer de cadre de vie? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

### 4. Relation à l'espace et au territoire

Préambule : vous êtes un groupe écologiste, vous intervenez sur différentes questions concernant le mode de vie des individus, la façon d'habiter, la relation avec le milieu naturel ou urbain, etc.

- Est-ce que votre conception de l'espace et du territoire se traduit dans votre discours, dans vos actions et de quel espace et territoire parlez-vous? Quelle signification y accordez-vous?
- Qu'en est-il de votre conception des ressources naturelles, du milieu naturel? (Comment votre conception des ressources naturelles se traduit dans votre discours, dans vos actions et de quelles ressources parlez-vous? Quelle signification y accordez-vous?)

## Appendice C

### Manifeste du collectif Liberteserre

*Montréal, 27 février 2004*

#### **Qui sommes-nous ?**

Nous sommes la rage vivante d'une Terre mourante!

Liberteserre est né d'une révolte contre l'asservissement de la nature aux intérêts matériels des humains et contre l'idéologie productiviste qui justifie cette servitude. Basé à Montréal mais présent en campagne et dans les autres villes de la province, nous faisons partie du mouvement écologiste libertaire. Solidaires avec tous ceux et celles qui luttent pour la terre et la liberté à travers la planète, nos idéaux surpassent les limites de notre organisation et notre combat, de nature, est inclusif.

#### **Terre et liberté**

Nous voulons la libération de toutes les formes de vie du joug humain, leur intégrité et un stop à l'écocide. Terre et liberté ; il y a nulle justification valable à la destruction du macrosystème planétaire, celui-ci ne nous appartient pas.

#### **Autogestion**

Nous croyons à l'autogestion et l'organisation autonome des peuples avec un droit égal à la terre et une gestion égalitaire de la force de production. Nous ne reconnaissons pas la propriété privée.

#### **Libertaire, anti-autoritaire**

Contre toute forme d'autorité, d'oppression, de domination et leurs manifestations historiques ; patriarcat et matriarcat, capitalisme, racisme, hétérosexisme, colonialisme, anthropocentrisme (l'humain comme centre de l'univers), l'espécisme (supériorité d'une espèce sur une autre), et ses institutions : l'État, l'Industrie, l'église, etc. La liberté d'un individu ne se limite pas là où celle d'un autre commence, plutôt, la liberté est un tout sociétaire, elle est reflétée à travers chaque individu.

#### **Autodéfense**

Nous croyons à la légitimité de l'autodéfense face à toute forme d'oppression contre la violence physique, psychologique, aliénation, institutionnalisation, récupération.

#### **Diversité**

À chacun et chacune de choisir sa tactique, nous croyons au respect de la diversité d'action en conservant notre droit à la critique et à l'opinion. À chaque contexte sa stratégie.

### **Révolution**

Un changement sociétaire radicale est impératif, et non quelque réforme. La révolution sociale et la guerre des classes doit aussi s'attaquer à la logique d'exploitation de la nature. Le système ne peut pas être réformé, il est le problème. La stratégie révolutionnaire de Liberland consiste à attiser la révolte et construire un mouvement émancipateur à long terme. Au quotidien, nous tentons d'adopter un style de vie en logique avec nos façons de penser malgré le fait que nous reconnaissons, pour la plupart, notre incohérence actuelle à plusieurs niveaux.

### **Bio-région**

Il faut se satisfaire le plus possible des ressources de sa région, réadapter son milieu et son mode de vie, redéfinir l'humain dans son environnement, remettre en question la domestication de la faune et de la flore. Une certaine autonomie doit être laissée à chaque région pour que la société qui l'occupe puisse subvenir à ses propres besoins sans, ou avec un minimum, de dépendance vis à vis de l'extérieur. Il est clair que des inégalités existent sur la planète et nous ne sommes pas contre les échanges qui font partie intégrante du mode de fonctionnement des sociétés humaines. Toutes fois ceux-ci doivent être redéfinis radicalement afin qu'aucune des parties ne soit lésée et qu'ils se fassent dans un esprit d'équité et de partage bénéfique pour chacun.

### **Identité planétaire**

Nous croyons à une identité globale dotée d'une culture hétérogène, sans frontières mais naturellement diverse, c'est à dire une territorialité planétaire, contre toute forme de nationalisme.

### **Anti-dogmatisme**

Ayant été tous et toutes élevés-es dans des familles et des institutions scolaires, c'est un travail éternel de refuser notre aliénation, combattre notre conditionnement, et quoique nous tendons vers un idéal, nous refusons tout dogme et ne voulons pas en imposer un. La révolte est une construction perpétuelle.

### **Méthodes de fonctionnement**

Nous croyons en une organisation souple et simple qui symbolise notre rapport direct à la terre et ne contredit pas nos positions contre l'aliénation et la bureaucratie.

### **Démocratie directe**

Tout le monde a droit de parole. Une gestion horizontale décentralisée et non hiérarchique

permet l'implication de tous et toutes, en insistant sur la nécessité de débats et de dialogue respectueux et constructif. Le consensus est la méthode de prise de décision la plus courante, avec votes indicatifs. La seule représentation possible se fait à l'emploi de délégués-es avec mandat précis, révocables en tout temps.

### **Rotation des tâches**

Malgré la spécialisation de quelques personnes un rotation des tâches s'avère essentielle afin de ne pas centraliser les connaissances et être le plus autonome possible. Ainsi un effort de partage de connaissance va de soit.

### **Communication**

Comme tout le monde n'a pas un accès facile à l'Internet, une attention particulière est portée sur la transmission de l'information avec d'autres médiums. Aussi, puisque nous n'avons de porte-paroles qu'en temps de campagne, le site Internet est habituellement notre seul lien au monde externe qui soit constant. Le contenu doit être approuvé en réunion ou peut être modifié n'importe quand, à la demande. Il s'agit d'une responsabilité commune. Toute propagande au nom du collectif doit aussi être votée.

### **Suivi**

Il y a un procès verbal abrégé de chaque réunion, diffusé quelque temps après celle-ci sur la liste de contact afin d'en faire le suivi. Après chaque campagne vient aussi une auto-critique à faire en réunion.

### **Réunions**

Procédures simplifiées mais avec animation, tour de parole, prise de note, méthode de vote et service de traduction. Les dates sont décidées au fur et à mesure, généralement une réunion aux deux semaines, sujet à modification.

# Des militants bloquent l'accès à la Kruger

Ils demandent l'arrêt des coupes de bois dans l'île René-Levasseur

CHARLES CÔTÉ

Des militants écologistes radicaux ont bloqué l'accès au siège social de la société Kruger, à Mont-Royal, hier, pendant une bonne partie de la journée pour protester contre le début de la coupe de bois à l'île René-Levasseur.

Cette île est située au centre du réservoir Manicouagan, sur la Côte-Nord. Elle contient des forêts exceptionnelles, parce qu'elle n'avait jamais connu de coupe de bois avant cet automne et que les incendies de forêt y ont été beaucoup moins fréquents au cours des derniers siècles.

En septembre, à la suite d'audiences publiques où de nombreux groupes écologistes ont demandé la protection intégrale de l'île de 2000 kilomètres carrés, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a conseillé au gouvernement d'analyser la valeur écologique de toute l'île avant de déterminer la surface de l'aire à soustraire à l'exploitation forestière. Les plans du gouvernement visent actuellement environ 20 % de l'île.

Depuis, des groupes écologistes ont demandé un moratoire sur la coupe de bois, mais sans succès.

« Il faudrait que les compagnies prennent le développement durable au sérieux, sinon, les générations futures n'auront pas de forêt », a affirmé l'une des militantes, Geneviève, qui n'a pas voulu révéler son nom de famille.

« On demande l'arrêt complet des coupes de bois dans l'île René-Levasseur », a indiqué Gabriel Béland, un autre militant.

Les quatre militants, trois hommes et une femme appartenant au groupe Liberte, avaient un bras pris à l'intérieur d'un baril rempli de béton, laissant croire qu'ils pouvaient être menottés. Ils ont été acceptés de lâcher prise vers 15h après avoir pu s'adresser aux médias. Les policiers les ont arrêtés pour méfait et les manifestants n'ont offert aucune résistance.

Une trentaine de manifestants pacifiques les accompagnaient. L'opération de désobésissance civile a mobilisé une vingtaine de policiers.



PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE

Les quatre militants, trois hommes et une femme appartenant au groupe Liberte, avaient un bras pris à l'intérieur d'un baril rempli de béton, laissant croire qu'ils pouvaient être menottés. On aperçoit ici Nicolas Vancaloen et Geneviève, à droite.

Les militants enchaînés étaient appuyés entre autres par Mikaël Rioux, qui s'est rendu célèbre l'an dernier pour sa vigile suspendue au-dessus de la rivière Trois-Pistoles, une action qui avait contribué à l'annulation par le gouvernement du projet de construction de minicentrales.

« Cette action n'est qu'un début », a-t-il affirmé, ajoutant que des démarches ont été entreprises auprès de l'UNESCO pour faire de l'île une réserve mondiale de la Biosphère.

La société Kruger a réagi par communi-

qué en affirmant que ses activités dans l'île René-Levasseur sont « planifiées autour d'une table de concertation où siègent plus de 20 organismes représentatifs du milieu : autochtones, pêcheurs, villégiateurs, touristes, groupes environnementaux, Faune et Parcs, etc. ».

La société assure que « la protection de l'environnement et de la biodiversité sont des principes fondamentaux qui guident la réalisation de toutes (ses) activités forestières ».

## BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme. *Môvêz-zêrb!!!; Soirée festive en support avec Récoltes solidaires*, Act-Montréal, 7 juin 2006. Source Internet consultée le 7 juillet 2007 : <https://masses.tao.ca/pipermail/act-mtl/2006-June/002646.html>
- Adorno, Theodor W. 1982. *Against Epistemology : a metacritique*. Oxford: Basil Blackwell, 248 p.
- 2005. *Minima moralia; réflexions sur la vie mutilée*. Paris : Petite Bibliothèque Payo, 356 p.
- 2003. *Dialectique négative*. Paris : Petite Bibliothèque Payo, 533 p.
- Alcoufe, Alain *et al.* 2002. *Autour du développement durable*. Sciences de la société no.57. Paris : Presses universitaires du Mirail, 129 p.
- Bakunin, Mikhaïl. 1842. *The Reaction in Germany; From the Notebooks of a Frenchman*. Paris: Deutsch-Französische Jahrbücher. S.p.
- Bailly, Antoine *et al.* 1995. *Géographie régionale et représentations*. Paris : Anthropos, 115 p.
- et Beguin, Hubert. 2001. *Introduction à la géographie humaine*, 8e édition. Paris : Éditions Armand Colin, 216 p.
- Baskar, V. *et al.* 1995. *The North, the South and the Environment; ecological constraints and the global economy*. New-York: St-Martin's Press, 241 p.
- Bédard, Mario. 2006. « La pertinence géographique et sociale d'un projet de paysage; errements et suffisances de notre habiter ». *Les cahiers de géographie du Québec*. Volume 50, numéro 141. Québec : Université Laval, pp. 409-414
- Belshaw, Christopher. 2001. *Environmental Philosophy; Reason, Nature and Human Concern*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 322 p.
- Biaggi, Vladimir. 1998. *Le nihilisme*. Paris : Flammarion, 229 p.
- Biehl, Janet. 1998. *Le municipalisme libertaire*. Montréal : Écosociété, 293 p.
- Blais, François, et Filion, Marcel. 2000. « De l'éthique environnementale à l'écologie politique; apories et limites de l'éthique environnementale ». *Philosophiques*, Volume 27, numéro 2. Montréal : Société de philosophie du Québec, pp.255-280
- Blühdorn, Ingolfur. 2000. *Post-ecologist politics*. Londres : Routledge, 222 p.

- Blühdorn, Ingolfur. 2000. *Post-ecologist politics*. Londres : Routledge, 222 p.
- Blunt, Alison et Wills, Jane. 2000. *Dissident Geographies ; an introduction to radical ideas and practices*. Edinburgh Gate (Angleterre): Pearson Education, 212 p.
- Bourque, Josette et Pelletier, Gabrielle. 2004. *Répertoire des groupes environnementaux du Québec 2004-2005*. Montréal : Réseau québécois des groupes écologistes, 201 p.
- Bourrelier, Paul-Henri et Diethrich, Robert. 1989. *Le Mobile et la Planète ou l'enjeu des ressources naturelles*. Paris : Economica, 627 p.
- Castells, Manuel. 1997. *The Power of Identity*. Oxford: Blackwell, 461 p.
- Canel, Eduardo. 1997. *New Social Movement Theory and Resource Mobilisation Theory: the Need for Integration*. Dans Kaufman, Michael et Dilla, Alfonso. 1997. *Community, Power and Grassroots Democracy*. Londres: Zed Books, 230 p.
- Cioran, Émil. 1995. *Œuvres*. Paris : Quarto, 1820 p.
- , 2003 (1940). *Le Crépuscule des pensées*. Paris : l'Herne, 221 p.
- Clapin *et al.* 2004. *Representation in mind; new approaches to mental representation*. Oxford: Elsevier, 244 p.
- Collectif de Minuit. 2005. *Qu'est-ce que le Collectif de Minuit*. Québec : source Internet consultée le 8 juillet 2007. <http://collectifdeminuit.resist.ca/?q=node/1>
- Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-K). 2007. *Répertoire de l'autonomie collective*. Montréal : source Internet consultée le 7 juillet 2007. <http://repertoire.crac-kebec.org/?q=node/1>
- Comeau, Yvan. 1987. « Résurgence de la vie quotidienne et de ses sociologies ». *Sociologie et sociétés*, Volume 19, numéro 2. Montréal : pp. 115-123
- et Turcotte, Daniel. 2002. « Les effets du financement étatique sur les associations ». *Lien social et Politiques*, Numéro 48. Montréal : Université de Montréal, pp. 67-77
- Corriveau, Yves et Foucault, Andréanne. 1990. *Le pouvoir du citoyen en environnement ; guide d'intervention québécois*. Montréal : VLB, 425 p.
- Côté, Charles. 2003. *Des militants bloquent l'accès à la Kruger*. Montréal: La Presse, 27 novembre 2003, A-9.
- Cresswell, Tim. 1996. *In place, out of place: Geography, Ideology and Transgression*. Minneapolis: University of Minnesota Press, p. 201.

- CrimethInc. 2005. *Recipes for disaster, an anarchist cookbook*. Olympia: CrimethInc Worker's Collective, 621 p.
- Crossley, Nick. 2002. *Making sense of social movements*. Buckingham: Open University Press, 207 p.
- Cyr, Marc-André. 2006. *La presse anarchiste au Québec 1976-2001*. Montréal : Éditions Rouge et Noir, 222 p.
- Da Cunha, Antonio *et al.* 2005. *Enjeux du développement urbain durable ; transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 471 p.
- De Koninck, Rodolphe. 1998. *La géographie critique*. Dans Bailly, Antoine *et al.* 1998. *Les concepts de la géographie humaine*. Paris : Armand Colin, pp.185-198
- Di Méo, Guy. 1991. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris : Anthropos, 319 p.
- , 1998. *Géographie sociale et territoires*. Paris : Nathan, 317 p.
- Dobson, Andrew. 1990. *Green Political Thought, an introduction*. Londres: Unwin Hyman, 224 p.
- , Bell, Derek *et al.* 2006. *Environmental Citizenship*. Cambridge : MIT Press, 296 p.
- Dokik *et al.* 2003. *Symboliques et dynamiques de l'espace*. Rouen : Publications de l'Université de Rouen, 166 p.
- Dupuis-Déri, Francis. 2006. *Idées noires ; les anarchistes et leurs journaux au Québec (2000-2006)*. Dans Cyr, Marc-André. *La presse anarchiste au Québec 1976-2001*. Montréal : Les Éditions Rouge et Noir, 222 p.
- , 2007. *Les Black Blocs; la liberté et l'égalité se manifestent*. Montréal : Lux, 247 p.
- Eckersley, Robyn. 2002. *Environmentalism and political theory: Toward an ecocentric approach*. Londres: University College London Press, 274 p.
- Earthfirst! Journal. 2006. *Overview*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006, [http://www.activistcash.com/organization\\_overview.cfm/oid/271](http://www.activistcash.com/organization_overview.cfm/oid/271)
- , 2007. *No compromise in defense of Mother Earth*. Source Internet consultée le 24 mai 2007, <http://www.earthfirstjournal.org/section.php?id=1>
- Ellul, Jacques. 1977. *Le système technicien*. Paris : Calman/Lévy, 325 p.

- Feinstein, Mike. 2006. *Global Greens to Come Together in Africa in 2007 & 2008*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. <http://www.globalgreens.info/>
- Filippi, Bruno. 1919. *The Rebel's Dark Laughter*. Italie: Iconoclasta, 34 p.
- Forêt Noire (la). *Forêt Noire*. Source Internet consultée le 12 juillet 2007. <http://www.foretnoire.yi.org/foretnoire.html>
- Frankfurt Institute for Social Research. 1972. *Aspects of sociology*. Boston : Beacon Press, 210 p.
- Friends of the Earth. 2005. *About us; values and beliefs*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. [http://www.foe.co.uk/about\\_us/friends\\_earth\\_values\\_beliefs.html](http://www.foe.co.uk/about_us/friends_earth_values_beliefs.html)
- International. 2005. *Foe groups*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. <http://www.foei.org/groups/index.html>
- Greenpeace International. 2006. *About Greenpeace*. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. <http://www.greenpeace.org/international/about>
- Guay, Pierre-Yves. 2000. *Introduction à l'urbanisme*. Montréal : Modulo, 178 p.
- Guilbert, Amandine et Kruzinsky, Anna. 2007. *LiberTerre : un groupe écoradical d'action directe*. Montréal : Collectif de recherche sur l'autonomie collective, 124 p.
- Hamel, Pierre. 1991. *Action collective et démocratie locale ; les mouvements urbains montréalais*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 239 p.
- Harnois, Marcel. 1986. *Les groupes environnementaux au Québec*. Montréal : MENVIQ, 128 p.
- Harvey, David. 1985. *Consciousness and the Urban Experience*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 293 p.
- , 1982. *The limits to capital*. Oxford: Basil Blackwell, 478 p.
- Heelan, Patrick A. 1983. *Space-representation and the philosophy of science*. Berkeley: University of California Press, 383 p.
- Jakubec, Joel. 2004. *Le développement durable ; un bilan multisectoriel provisoire*. Genève, Georg, 126 p.
- Jarboe, James F. 2002. *The Threat of Eco-Terrorism ; Congressional testimony*. Washington: Federal Bureau of Investigation. Source Internet consultée le 21 octobre 2006. <http://www.fbi.gov/congress/congress02/jarboe021202.htm>

- Klandermans, Bert et Mayer, Nonna. 2006. *Extreme right activists in Europe : through the magnifying glass*. Londres : Routledge, 309 p.
- Kropotkine, Pierre. 1978 (1880-1882). *Paroles d'un révolté*. Paris : Flammarion, 278 p.
- , 2001. *Œuvres*. Paris : La Découverte, 295 p.
- , 1906. *The conquest of bread*. Etats-Unis : Éditions Chapman and Hall, 299 p.
- La Terre d'Abord. 2004. *Occupation du bureau de circonscription de Paul Martin à Mtl*. Montréal : Source Internet consultée le 2 novembre 2006, [http://laterredabord.org/nouvelle\\_fr.php?id=1](http://laterredabord.org/nouvelle_fr.php?id=1)
- Lacoste, Yves. 1976. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Librairie François Maspero, 187 p.
- Lazarotti, Olivier. 2006. « Habiter, aperçus d'une science géographique ». *Cahiers de géographie du Québec*, Volume 50, numéro 139. Québec : Département de géographie de l'Université Laval, pp. 85-102
- Lévy, Jacques *et al.* 1991. *Géographies du politique*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 219 p.
- Lévy, Jacques et LUSSAULT, Michel. 2000. *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. Paris : Belin, 351 p.
- Liberterre. 2004. *Liberterre*. Montréal : source Internet consultée le 6 juillet 2007. <http://reclaimtheworld.ath.cx/liberterre/collectif.html>
- Long, Douglas. 2004. *Ecoterrorism*. New-York : Facts On File, 300 p.
- Malouin, Pascal. 2003. *Limites et contradictions des deux principaux discours écologistes contemporain*. Montréal : UQAM, 81 p.
- Manussos, Marangudakis. 1991. *Emerging ideologies in the environmental movement: the N. American case of "deep" and "social ecology"*. Montréal: McGill, 173 p.
- Marcuse, Herbert. 1998. *Technology, War and Facism ; collected papers on Herbert Marcuse*. Volume 1. Londres: Routledge, 278 p.
- Martinez-Alier, Juan. 2002. *Environmentalism of the Poor*. Angleterre: Bookcraft, 312 p.
- Massé, Bruno. 2005. *L'Aube Noire*. Montréal : La Forêt Noire, 440 p.
- , 2007. *The Noxious and the Daemon Flower*. Montréal : La Forêt Noire, 280 p.

- Mauvaise Herbe (la). 2003. « La Mauvaise Herbe en quelques mots... ». Montréal : *La Mauvaise Herbe*, vol.2, no. 3, s. p.
- Morfus, A. 2006. *Au delà des visions Utopistes; le rejet d'une société idéale*. Montréal : La Mauvaise Herbe, 16 p.
- Muller, Jean-Louis et al. 2002. *Développement durable ; pour une entreprise compétitive et responsable*. France, sans éditeur, 157 p.
- Nietzsche, Friedrich. 1881. *La Volonté de Puissance*. Dans Biaggi, Vladimir. 1998. *Le nihilisme*. Paris : Flammarion, pp. 118-154
- Olivier, Lawrence. 2004. *Contre l'espoir comme tâche politique*. Montréal : Liber, 247 p.
- Özer, Atila. 1998. *L'État*. Paris : Flammarion / Corpus, 255 p.
- Paquette, Julie. 2002. « Expérience spatiale et bien-être urbain; le cas des jardins communautaires montréalais ». *Ethnologies*, Volume 24, numéro 1. Québec : Université Laval, pp. 45-74
- Paulet, Jean Pierre. 2002. *Les représentations mentales en géographie*. Paris : Anthropos, 152 p.
- Peet, Richard. 1998. *Modern geographical thought*. Oxford: Blackwell, 342 p.
- et Watts, Michael. 2004. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. Londres: Routledge, 444 p.
- Perlman, Fredy. 1983. *Against His-Story, Against Leviathan!* Detroit: Black and Red, 134 p.
- Piaget, Jean. 1967. *La perception*. Paris: Presses universitaires de France, 239 p.
- Radio-Canada. 2003. *Interventions au Sommet des Amériques : la GRC sévèrement critiquée*. Montréal : source Internet consultée le 2 mai 2007. [http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/nouvelles/200311/13/005-131103\\_grcrapport.shtml](http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/nouvelles/200311/13/005-131103_grcrapport.shtml)
- , 2006. *Sommet des Amériques : une poursuite intentée à la Cour supérieure*. Montréal : source Internet consultée le 2 mai 2007. [http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2006/04/20/007-smmet\\_poursuite\\_james.shtml](http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2006/04/20/007-smmet_poursuite_james.shtml)
- Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Techniques, 249 p.
- et Bresso, Mercedes. 1979. *Travail espace pouvoir*. Lausanne : l'Âge de l'Homme, 166 p.
- Reclus, Élisée. 1885. *Evolution and Revolution*. 7e édition. Londres: W. Reeves, 16 p.

- , 1868. *La Terre*. Paris : Hachette, s. p.
- , 1982 (1905). *L'homme et la Terre, tome I*. Paris : La Découverte, 182 p.
- , 1982 (1905). *L'homme et la Terre, tome II*. Paris : La Découverte, 222 p.
- Sakai, J. 2002. *The Green Nazi ; an investigation into fascist ecology*. Montréal: Kersplebedeb, 33 p.
- Samers, Michael. 2006. *Changing the world: geography, political activism, and Marxism*. Dans Aitken, Stuart et Valentine, Gill. 2006. *Approaches to Human Geography*. Londres: Sage Publications, pp. 273-285
- Scarce, Rick. 1990. *Eco-Warriors ; understanding the radical environmental movement*. Chicago: The Noble Press, 291 p.
- Schopenhauer, Arthur. 1998 (1831). *L'art de toujours avoir raison*. Italie : Mille et une nuits, 85 p.
- Schopenhauer, Arthur. 2002 (1819). *Le monde comme volonté et comme représentation*. Paris : Quadrige, 140 p.
- Sénécal, Gilles et Saint-Laurent, Diane. 1999. *Le programme Éco-quartier de la ville de Montréal : une innovation en évolution*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique, 76 p.
- Sheperd, Nicole. 2002. « Anarcho-environmentalists; Ascetics of Late Modernity ». *Journal of Contemporary Ethnography*, Vol. 31, no. 2. Londres: Sage Publications, pp. 135-157
- Silvestro, Marco. 2006. *Politisisation du quotidien et récupération alimentaire à l'ère de la bouffe-minute*. Montréal : Collectif de recherche sur l'autonomie collective, 13 p.
- Smith, Mick. 2001. *An Ethics of Place; radical ecology, postmodernity and social theory*. New-York: State University of New York Press, 287 p.
- Suzuki, David. 2001. *L'équilibre sacré, redécouvrir sa place dans la nature*. Canada : Éditions Fides, 301 p.
- Tilly, Charles. 2004. *Social movements, 1768-2004*. Londres : Paradigm, 194 p.
- Touraine, Alain. 1974. *Pour la sociologie*. Paris : Éditions du Seuil, 243 p.
- , 1973. *Production de la société*. Paris : Éditions du Seuil, 542 p.

- Tremblay, François. 2005. « Du 'pas dans ma cour' à l'écocitoyenneté; Opposition aux centrales hydroélectriques privées et projets locaux de société ». *Nouvelles pratiques spatiales*, Volume 18, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.26-38
- Vaillancourt, Jean-Guy et Babin, Ronald. 1995. « Développement durable, sécurité globale et reconversion économique: points de convergence pour le mouvement vert et le mouvement pour la paix ». *Sociologie et sociétés*, Volume 21, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 171-181.
- , 1981. « Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises : de la contre-culture et du conservationnisme à l'environnementalisme et à l'écosocialisme ». *Sociologie et sociétés*, vol. 13, numéro 1. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.81-98
- , Raymond, Camille, Dumas, Brigitte *et al.* 1999. *Les sciences sociales de l'environnement*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 207 p.
- Veyret, Yvette. 1993. *L'homme et l'environnement*. Paris : Presses universitaires de France, 423 p.
- Watson, David. 1995. *Against the Megamachine : essays on empire and it's enemies*. Detroit: Autonomedia, 334 p.
- Yearly, Steven. 2005. *Cultures of Environmentalism*. New-York: Palgrave Macmillan, 205 p.
- , 1996. *Sociology, environmentalism, globalization; reinventing the globe*. Londres: Sage Publications, 161 p.
- Zemliak, Martin. 2001. *Traits principaux de la vie de Pierre Kropotkine*. Dans Kropotkine, Pierre. 2001. *Œuvres*. Paris : La Découverte, pp. 7-11
- Zerzan, John. 1999 (1988). *Elements of Refusal*. Eugene: Paleo, 308 p.
- , 1994. *Future Primitive and other essays*. New-York: Autonomedia, 185 p.
- , 2002. *Running on Emptiness; the Pathology of Civilisation*. Los Angeles: Feral House, 214 p.
- , 2005. *Against Civilization; readings and reflections*. Los Angeles: Feral House, 275 p.

